

Commission de **protection** du **territoire**  
**agricole** du Québec

# RAPPORT ANNUEL DE GESTION



**En raison des arrondis et afin que les données ne soient pas altérées, la somme des pourcentages peut ne pas toujours égaier 100 %. Il en va de même pour la somme des superficies que l'on retrouve dans les annexes.**

Le contenu de cette publication a été rédigé par la  
Commission de protection du territoire agricole du Québec.

Cette publication a été imprimée sur du papier contenant  
100 % de fibres recyclées postconsommation.

**Coordination :**

Direction des affaires corporatives

**Conception :**

Alphatek

Dépôt légal : 2019

Bibliothèque et Archives nationales du Québec

ISBN : 978-2-550-84547-8 (imprimé)

ISBN : 978-2-550-84548-5 (PDF)

© Gouvernement du Québec, 2019



Pages intérieures imprimées sur du papier 100% recyclé postconsommation -  
Rolland Enviro100 Ecofibre, certifié ÉcoLogo, procédé sans chlore et FSC Recyclé  
qui a été fabriqué au Québec à partir d'énergie biogaz.

Commission de **protection** du **territoire**  
**agricole** du Québec

# RAPPORT ANNUEL DE GESTION



# 2018-2019



## LETTRE DU PRÉSIDENT

Québec, août 2019

Monsieur André Lamontagne  
Ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation  
200, chemin Sainte-Foy  
Québec

Monsieur le Ministre,

J'ai le plaisir de vous transmettre le Rapport annuel de gestion de la Commission de protection du territoire agricole du Québec pour l'exercice 2018-2019. Ce rapport est réalisé conformément aux dispositions de la *Loi sur l'administration publique*.

Il témoigne des efforts importants déployés par la Commission pour atteindre les objectifs de son Plan stratégique et de sa Déclaration de services aux citoyens. Il permet aussi d'apprécier les actions entreprises afin que les ressources qui lui sont allouées soient utilisées de façon optimale. Enfin, il répond également aux exigences législatives et gouvernementales.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de mes sentiments distingués

A stylized, handwritten signature in dark grey ink, consisting of three distinct, flowing loops.

**M<sup>e</sup> Stéphane Labrie**, MBA, ASC  
Président

# DÉCLARATION SUR LA FIABILITÉ DES DONNÉES

Le Rapport annuel de gestion rend compte de l'ensemble des résultats obtenus au cours de l'année 2018-2019.

Les renseignements contenus dans le présent rapport relèvent de ma responsabilité, laquelle porte sur la fiabilité des données qu'il contient et des contrôles afférents.

Les résultats et les données du Rapport annuel de gestion 2018-2019 de la Commission :

- décrivent fidèlement la mission et les mandats de l'organisme ;
- présentent les orientations stratégiques, les objectifs, les indicateurs, les cibles à atteindre ainsi que les résultats obtenus ;
- présentent des données au sujet desquelles un examen effectué par une société externe n'a révélé aucun élément qui pourrait laisser croire qu'elles ne sont pas fiables.

À titre de président de la Commission, avec les membres du Comité de direction, je déclare donc que les données incluses dans le présent rapport correspondent à la situation telle qu'elle se présentait au 31 mars 2019 et que ces renseignements ainsi que les contrôles afférents sont fiables.

**M<sup>e</sup> Stéphane Labrie**

Président

**Les autres membres du Comité de direction :**

**M<sup>e</sup> Hélène Lupien**

Vice-présidente

**Pierre Méthot**

Commissaire

**Manon Côté**

Directrice des affaires corporatives

**M<sup>e</sup> Anne Des Roches**

Directrice des affaires juridiques et des enquêtes

**Dany Michaud**

Directeur des ressources informationnelles et de la géomatique

**Pierre Thibeault**

Directeur de l'analyse

Québec, août 2019

## MESSAGE DU PRÉSIDENT



J'ai le plaisir de vous présenter le Rapport annuel de gestion de la Commission de protection du territoire agricole du Québec pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019. Les résultats contenus dans ce rapport s'inscrivent dans la poursuite des objectifs du Plan stratégique 2017-2021 ainsi que du Plan d'action de développement durable 2015-2020 (PADD).

Afin de mieux faire état de la prise en compte des particularités régionales, la Commission a élaboré des indicateurs qui lui permettront de témoigner concrètement de cette réalité dans ses décisions, et ce, comme prévu dans son Plan stratégique 2017-2021, à l'enjeu 1 concernant la pérennité du territoire agricole. Avec ces indicateurs régionaux établis, la Commission compte mieux moduler ses interventions en fonction des différents milieux et de leur dynamique territoriale tout en pondérant les critères de décision applicables en tenant compte des enjeux découlant des particularités régionales.

De plus, dans le cadre du PADD, la Commission a réalisé une réflexion sur l'interrelation des demandes à portée collective (article 59) et des demandes d'exclusion. Vous pouvez en prendre connaissance en consultant notre site Web.

Par ailleurs, la Commission a procédé à la mise en œuvre du *Règlement sur l'autorisation d'aliénation ou d'utilisation d'un lot sans l'autorisation de la Commission de protection du territoire agricole du Québec*, qui est entré en vigueur le 24 janvier 2019. Ce règlement indique à quelles conditions certaines aliénations ou utilisations peuvent être pratiquées en zone agricole sans l'autorisation de la Commission, et ce, dans une optique d'allègement administratif, d'optimisation des processus et d'amélioration des services à la clientèle.

De plus, ce règlement, jumelé à d'autres actions menées par la Commission, contribuera à l'atteinte des objectifs découlant de l'enjeu 2 concernant le dynamisme de l'organisation inscrit à son plan stratégique, soit la réduction des délais de traitement.

Comme annoncé dans son rapport annuel de gestion de l'année dernière, l'équipe de la Commission a mené plusieurs projets visant l'amélioration de la performance de l'organisation, que ce soit des projets d'optimisation de ses processus d'affaires, de modifications dans l'organisation du travail ou de formations ciblées, pour ne donner que quelques exemples. Ces changements ont été mis à profit dans le traitement de tous les dossiers de la Commission, tant ceux visés par la Déclaration de services aux citoyens (DSC) que les autres (demandes d'autorisations déposées par des municipalités locales, des MRC ou le gouvernement). La réalisation de ces projets, toujours en cours, a permis de maintenir les délais de traitement, et ce, avec des effectifs en poste considérablement restreints.

La poursuite de l'implantation de ces changements et la mobilisation de son personnel demeurent les objectifs prioritaires de la direction pour la prochaine année. Les gains escomptés permettront à la Commission d'adopter une nouvelle DSC, qui s'adressera à toute la clientèle et qui améliorera les délais de traitement.

Ces changements favoriseront la protection des terres et des activités agricoles au Québec, objectif établi par la *Loi sur la protection du territoire et des activités agricoles* appliquée par la Commission depuis maintenant 40 ans.

Enfin, je désire souligner le travail accompli par les commissaires ainsi que par le personnel dont l'engagement et le professionnalisme contribuent à la réalisation de la mission de la Commission. Je tiens également à remercier l'équipe de direction pour sa participation essentielle à l'atteinte de nos objectifs et à notre performance.

A stylized, handwritten signature in grey ink, consisting of three distinct, flowing loops.

**M<sup>e</sup> Stéphane Labrie**, MBA, ASC  
Président







# ABRÉVIATIONS ET DÉFINITIONS

|                          |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
|--------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>AR</b>                | Agglomération de recensement. Selon la définition donnée par Statistique Canada, territoire formé d'une ou de plusieurs municipalités adjacentes situées autour d'un noyau urbain dont la population est de 10 000 à 99 999 habitants. Le Québec compte 24 AR : Alma, Baie-Comeau, Campbellton (partie québécoise), Cowansville, Dolbeau-Mistassini, Drummondville, Granby, Hawkesbury (partie québécoise), Joliette, Lachute, Matane, Rimouski, Rivière-du-Loup, Rouyn-Noranda, Saint-Georges, Saint-Hyacinthe, Sainte-Marie, Salaberry-de-Valleyfield, Sept-Îles, Shawinigan, Sorel-Tracy, Thetford Mines, Val-d'Or et Victoriaville. |
| <b>CMM</b>               | Communauté métropolitaine de Montréal                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |
| <b>CMQ</b>               | Communauté métropolitaine de Québec                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
| <b>DSC</b>               | Déclaration de services aux citoyens                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
| <b>GES</b>               | Gaz à effet de serre                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
| <b>Ha</b>                | Hectare (un hectare correspond à 10 000 m <sup>2</sup> )                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |
| <b>LATANR</b>            | <i>Loi sur l'acquisition de terres agricoles par des non-résidents</i> (RLRQ, c. A-4.1)                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |
| <b>LGCE</b>              | <i>Loi sur la gestion et le contrôle des effectifs des ministères et organismes</i>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
| <b>LPTAA</b>             | <i>Loi sur la protection du territoire et des activités agricoles</i> (RLRQ, c. P-41.1)                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |
| <b>Projet de loi 122</b> | <i>Loi visant principalement à reconnaître que les municipalités sont des gouvernements de proximité et à augmenter à ce titre leur autonomie et leurs pouvoirs</i> (LQ 2017, c. 13)                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
| <b>MRC</b>               | Municipalité régionale de comté                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
| <b>PADD</b>              | Plan d'action de développement durable                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
| <b>PDZA</b>              | Plan de développement de la zone agricole                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
| <b>Pourtour</b>          | Zone qui comprend le territoire d'une communauté métropolitaine et les municipalités qui partagent une limite avec la communauté métropolitaine.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |
| <b>RMR</b>               | Région métropolitaine de recensement. Selon la définition donnée par Statistique Canada, territoire formé d'une ou de plusieurs municipalités adjacentes situées autour d'un noyau urbain dont la population minimale doit compter au moins 100 000 habitants. Le Québec compte six RMR : Montréal, Ottawa-Gatineau (partie québécoise), Québec, Saguenay, Sherbrooke et Trois-Rivières.                                                                                                                                                                                                                                                |
| <b>TAQ</b>               | Tribunal administratif du Québec                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |
| <b>TE</b>                | Territoire équivalent. Les territoires équivalents à une MRC ont été établis à des fins statistiques pour que la couverture territoriale du Québec soit complétée là où il n'existe pas de MRC.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
| <b>UPA</b>               | Union des producteurs agricoles du Québec                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |

# TABLE DES MATIÈRES

|                                                                                    |             |
|------------------------------------------------------------------------------------|-------------|
| <b>Contexte</b> .....                                                              | <b>XII</b>  |
| <b>Faits saillants en 2018-2019</b> .....                                          | <b>XIII</b> |
| <hr/>                                                                              |             |
| <b>Chapitre 1 – Présentation de la Commission</b> .....                            | <b>1</b>    |
| 1.1 Mission et compétences .....                                                   | 2           |
| 1.2 Valeurs .....                                                                  | 2           |
| 1.3 Domaines d'intervention .....                                                  | 2           |
| 1.4 Clientèle .....                                                                | 3           |
| 1.5 Intervenants .....                                                             | 3           |
| 1.6 Organisation administrative et organigramme .....                              | 3           |
| <hr/>                                                                              |             |
| <b>Chapitre 2 – Utilisation des ressources</b> .....                               | <b>5</b>    |
| 2.1 Ressources humaines .....                                                      | 6           |
| 2.2 Ressources financières .....                                                   | 8           |
| 2.3 Ressources informationnelles .....                                             | 9           |
| <hr/>                                                                              |             |
| <b>Chapitre 3 – Résultats de l'exercice 2018-2019</b> .....                        | <b>11</b>   |
| 3.1 Plan stratégique 2017-2021 .....                                               | 12          |
| 3.2 Activités de la commission .....                                               | 15          |
| 3.2.1 Application de la LPTAA et de la LATANR .....                                | 15          |
| 3.2.1.1 Interventions à l'égard du périmètre de la zone agricole .....             | 15          |
| 3.2.1.2 Résultat des interventions de la Commission<br>dans la zone agricole ..... | 17          |
| 3.2.2 Avis au ministre ou au gouvernement .....                                    | 24          |
| 3.2.3 Surveillance de l'application de la LPTAA et de la LATANR .....              | 24          |
| 3.2.4 Rencontres tenues .....                                                      | 26          |
| 3.2.5 Demandes de remise .....                                                     | 27          |
| 3.2.6 Représentations devant les tribunaux .....                                   | 27          |

|              |                                                             |           |
|--------------|-------------------------------------------------------------|-----------|
| <b>3.3</b>   | Déclaration de services aux citoyens .....                  | <b>30</b> |
| <b>3.3.1</b> | Accueil et information .....                                | <b>31</b> |
| <b>3.3.2</b> | Traitement des demandes d'autorisation .....                | <b>31</b> |
| <b>3.3.3</b> | Traitement des déclarations .....                           | <b>32</b> |
| <b>3.3.4</b> | Traitement des dénonciations, enquêtes et inspections ..... | <b>32</b> |
| <b>3.3.5</b> | Plaintes liées à la qualité des services .....              | <b>32</b> |

---

## Chapitre 4 – Plan d'action de développement durable ..... **33**

---

## Chapitre 5 – Exigences législatives et gouvernementales ..... **51**

|            |                                                                                                                                                                                               |           |
|------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------|
| <b>5.1</b> | Accès à l'égalité en emploi .....                                                                                                                                                             | <b>52</b> |
| <b>5.2</b> | <i>Application de la politique gouvernementale relative à l'emploi et à la qualité de la langue française dans l'administration</i> .....                                                     | <b>55</b> |
| <b>5.3</b> | Accès à l'information et protection des renseignements personnels ...                                                                                                                         | <b>56</b> |
| <b>5.4</b> | Divulgence d'actes répréhensibles à l'égard d'organismes publics .....                                                                                                                        | <b>57</b> |
| <b>5.5</b> | Politique de financement des services publics .....                                                                                                                                           | <b>58</b> |
| <b>5.6</b> | Reddition de comptes concernant la <i>Loi sur la gestion et le contrôle des effectifs des ministères, des organismes et des réseaux du secteur public ainsi que des sociétés d'État</i> ..... | <b>60</b> |

## ANNEXES

|                  |                                                                                                                                  |           |
|------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------|
| <b>ANNEXE 1</b>  | Données sur le territoire en zone agricole par région administrative, par MRC et par territoire équivalent au 31 mars 2019 ..... | <b>62</b> |
| <b>ANNEXE 2</b>  | Décisions rendues par la Commission en 2018-2019 pour l'ensemble du Québec .....                                                 | <b>67</b> |
| <b>ANNEXE 3</b>  | Code d'éthique et de déontologie des membres de la Commission de protection du territoire agricole du Québec .....               | <b>69</b> |
| <b>ANNEXE 4</b>  | Résultats de la vérification des déclarations en 2018-2019 ...                                                                   | <b>74</b> |
| <b>ANNEXE 5</b>  | Résultats liés au traitement des dénonciations selon leur nature en 2018-2019 .....                                              | <b>75</b> |
| <b>ANNEXE 6</b>  | Décisions rendues par la CPTAQ en 2018-2019 par communauté métropolitaine et son pourtour .....                                  | <b>76</b> |
| <b>ANNEXE 7</b>  | Décisions rendues par la CPTAQ en 2018-2019 par région métropolitaine de recensement .....                                       | <b>78</b> |
| <b>ANNEXE 8</b>  | Décisions rendues par la CPTAQ en 2018-2019 par agglomération de recensement .....                                               | <b>81</b> |
| <b>ANNEXE 9</b>  | Recommandations formulées par les municipalités en 2018-2019 .....                                                               | <b>84</b> |
| <b>ANNEXE 10</b> | Recommandations formulées par les MRC et l'UPA en 2018-2019 (lorsque requises par la LPTAA) .....                                | <b>85</b> |
| <b>ANNEXE 11</b> | Bilan des décisions rendues en vertu de l'article 59 de la LPTAA .....                                                           | <b>86</b> |
| <b>ANNEXE 12</b> | Résultats détaillés pour la Communauté métropolitaine de Montréal en 2018-2019 .....                                             | <b>89</b> |
| <b>ANNEXE 13</b> | Résultats détaillés pour la Communauté métropolitaine de Québec en 2018-2019 .....                                               | <b>90</b> |

## Graphiques

|                    |                                                                                                 |           |
|--------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------|
| <b>GRAPHIQUE 1</b> | Évolution de la superficie de la zone agricole .....                                            | <b>16</b> |
| <b>GRAPHIQUE 2</b> | Superficies autorisées (en hectares) en vertu de la LPTAA par type de demande .....             | <b>19</b> |
| <b>GRAPHIQUE 3</b> | Superficies autorisées pour l'implantation de nouvelles utilisations en vertu de la LPTAA ..... | <b>20</b> |
| <b>GRAPHIQUE 4</b> | Évolution des décisions rendues pour du morcellement de fermes situées en zone agricole .....   | <b>22</b> |

## Tableaux

|                  |                                                                                                                                               |          |
|------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------|
| <b>TABLEAU 1</b> | Évolution de l'effectif en poste .....                                                                                                        | <b>6</b> |
| <b>TABLEAU 2</b> | Répartition des heures rémunérées .....                                                                                                       | <b>6</b> |
| <b>TABLEAU 3</b> | Répartition, par année civile, des dépenses totales destinées à la formation et au développement du personnel selon le champ d'activité ..... | <b>7</b> |

|                   |                                                                                                                   |           |
|-------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------|
| <b>TABLEAU 4</b>  | Évolution des dépenses en formation par année civile .....                                                        | <b>7</b>  |
| <b>TABLEAU 5</b>  | Jours de formation selon les catégories d'emploi<br>par année civile .....                                        | <b>7</b>  |
| <b>TABLEAU 6</b>  | Taux de départ volontaire du personnel régulier .....                                                             | <b>8</b>  |
| <b>TABLEAU 7</b>  | Dépenses et évolution des ressources financières .....                                                            | <b>8</b>  |
| <b>TABLEAU 8</b>  | Coûts prévus et coûts réels en ressources informationnelles<br>pour 2018-2019 .....                               | <b>9</b>  |
| <b>TABLEAU 9</b>  | Liste et état d'avancement des principaux projets<br>en ressources informationnelles .....                        | <b>9</b>  |
| <b>TABLEAU 10</b> | Liste des principaux projets en ressources informationnelles<br>et des ressources y étant affectées .....         | <b>9</b>  |
| <b>TABLEAU 11</b> | Évolution des décisions rendues par la Commission<br>pour des modifications aux limites de la zone agricole ..... | <b>17</b> |
| <b>TABLEAU 12</b> | Nombre de décisions rendues par la Commission selon<br>la nature de la demande .....                              | <b>18</b> |
| <b>TABLEAU 13</b> | Évolution des décisions rendues par la Commission<br>pour certaines nouvelles utilisations non agricoles .....    | <b>21</b> |
| <b>TABLEAU 14</b> | Bilan des décisions rendues par la Commission<br>en vertu de l'article 59 de la LPTAA .....                       | <b>23</b> |
| <b>TABLEAU 15</b> | Décisions rendues par la Commission en vertu<br>de la LATANR en 2018-2019 .....                                   | <b>23</b> |
| <b>TABLEAU 16</b> | Nombre de déclarations vérifiées .....                                                                            | <b>24</b> |
| <b>TABLEAU 17</b> | Nombre de dénonciations traitées .....                                                                            | <b>25</b> |
| <b>TABLEAU 18</b> | Nombre d'interventions liées aux infractions .....                                                                | <b>25</b> |
| <b>TABLEAU 19</b> | Résultats des ordonnances délivrées .....                                                                         | <b>26</b> |
| <b>TABLEAU 20</b> | Nombre de rencontres tenues par la Commission<br>en 2018-2019 .....                                               | <b>26</b> |
| <b>TABLEAU 21</b> | Taux de contestation au TAQ (LPTAA et LATANR) .....                                                               | <b>27</b> |
| <b>TABLEAU 22</b> | Résultats des contestations au TAQ en 2018-2019 .....                                                             | <b>28</b> |
| <b>TABLEAU 23</b> | Jugements prononcés par la Cour supérieure .....                                                                  | <b>28</b> |
| <b>TABLEAU 24</b> | Jugements prononcés par la Cour du Québec .....                                                                   | <b>29</b> |
| <b>TABLEAU 25</b> | Jugements prononcés par la Cour d'appel .....                                                                     | <b>29</b> |
| <b>TABLEAU 26</b> | Résultats des engagements liés à la DSC .....                                                                     | <b>30</b> |
| <b>TABLEAU 27</b> | Nombre de demandes traitées en fonction<br>de leur nature et des délais .....                                     | <b>56</b> |
| <b>TABLEAU 28</b> | Nombre de demandes traitées en fonction<br>de leur nature et de la décision rendue .....                          | <b>56</b> |
| <b>TABLEAU 29</b> | Nombre de divulgations ou de communications<br>au cours de l'année 2018-2019 .....                                | <b>57</b> |
| <b>TABLEAU 30</b> | Revenus de tarification perçus .....                                                                              | <b>58</b> |
| <b>TABLEAU 31</b> | Coût unitaire des produits et services .....                                                                      | <b>59</b> |
| <b>TABLEAU 32</b> | Répartition de l'effectif en heures rémunérées<br>pour la période 2018-2019 .....                                 | <b>60</b> |
| <b>TABLEAU 33</b> | Reddition de comptes concernant la LGCE<br>au 31 mars 2019 .....                                                  | <b>60</b> |
| <b>TABLEAU 34</b> | Contrats de service dont la dépense est de 25 000 \$<br>et plus conclus en 2018-2019 .....                        | <b>60</b> |



## CONTEXTE

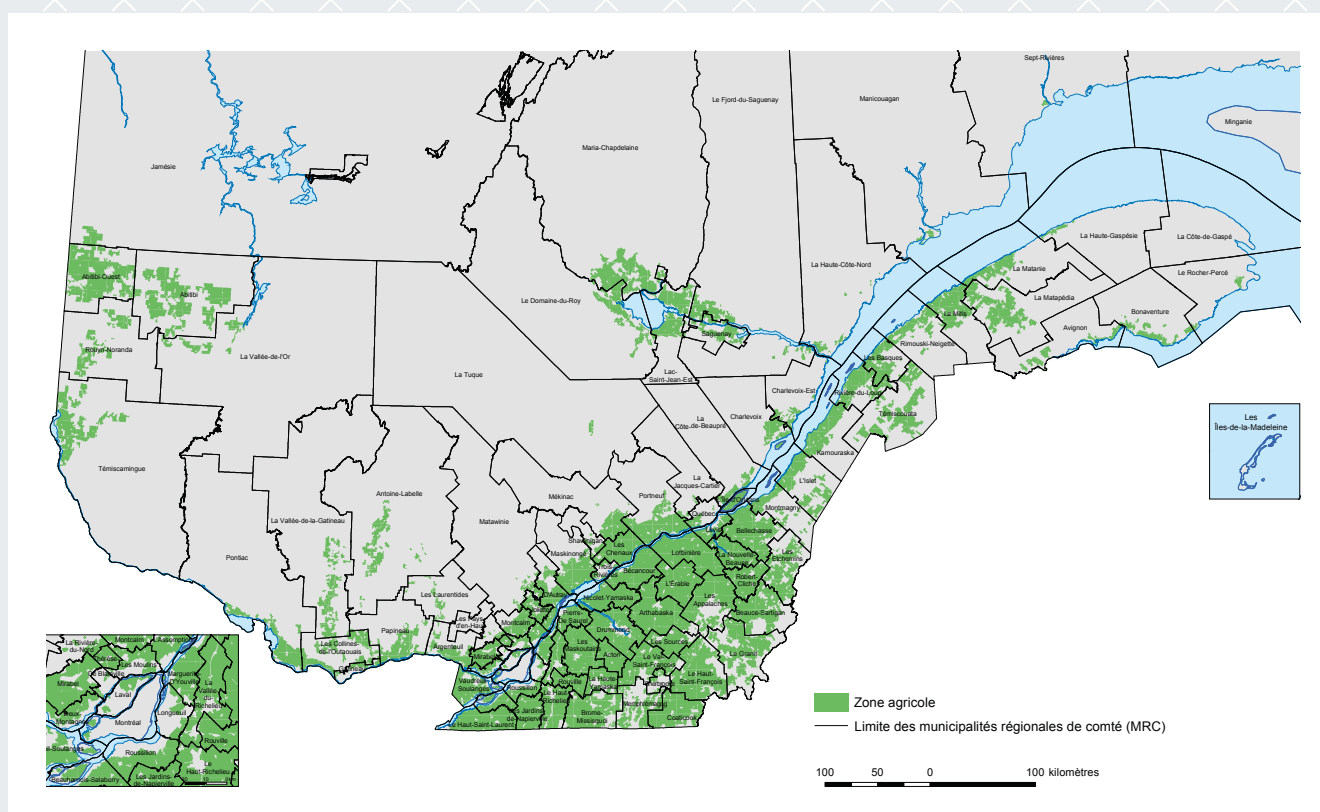
La Commission de protection du territoire agricole du Québec, créée en 1978 en vertu de la *Loi sur la protection du territoire agricole* (LPTAA), a pour fonction d'assurer la protection du territoire et des activités agricoles, et de surveiller l'application des lois sous sa responsabilité.

L'objet de la Loi est d'assurer la pérennité d'une base territoriale pour la pratique de l'agriculture et de favoriser, dans une perspective de développement durable, la protection et le développement des activités et des entreprises agricoles dans les zones agricoles établies.

La Loi s'applique au gouvernement, à ses ministères et à ses organismes. Elle a, par ailleurs, préséance au regard de toute disposition inconciliable d'une loi générale ou spéciale applicable à une communauté ou à une municipalité.

La zone agricole représente un patrimoine collectif et constitue un atout majeur pour le Québec. Couvrant un peu plus de 6,3 millions d'hectares, sur une superficie de près de 134,5 millions d'hectares, soit environ 4,7 % de la superficie totale du Québec, la zone agricole s'étend sur 950 municipalités situées dans les 17 régions administratives.

Les sols de bonne qualité pour l'agriculture comptent pour moins de 2 % de la superficie totale du Québec. Les terres de la zone agricole présentant les meilleures caractéristiques pour la pratique de l'agriculture se trouvent principalement au sud, le long du fleuve Saint-Laurent et dans certaines régions périphériques.



## FAITS SAILLANTS EN 2018-2019

## LA ZONE AGRICOLE

**547** hectares **d'augmentation** de la superficie de la zone agricole

**159** hectares **de plus** qu'en 1992

## LA COMMISSION

**91**  
employés  
ont réalisé

**2 202**

décisions rendues  
en vertu  
de la **LPTAA**

**1 752**

déclarations vérifiées,  
dont plus de 79 %  
ont été jugées conformes

**532**

rencontres publiques,  
dont 156 en région

**452**

dénonciations traitées, dont  
249 se sont révélées comme  
étant fondées avec infraction

**190**

interventions  
pour le suivi et la sanction  
des infractions

**27**

décisions rendues  
en vertu de la **LATANR**

## LES DEMANDES AUTORISÉES

**+73 %** des demandes ont  
été **autorisées**

**48** demandes d'exclusion  
autorisées représentant  
**398 hectares**

**22** demandes d'inclusion  
autorisées représentant  
**1 045 hectares**

## AUTRES INSTANCES JURIDICTIONNELLES

**3,8 %** des **décisions** et **ordonnances**  
ont fait l'objet d'une  
contestation au **TAQ**

**47** **jugements prononcés**  
par les tribunaux relatifs à  
l'application de la **LPTAA**



## Entrée en vigueur d'un nouveau règlement

Au cours de 2018-2019, la Commission a participé, avec le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation (MAPAQ), à l'élaboration et à la mise en œuvre d'un nouveau règlement intitulé *Règlement sur l'autorisation d'aliénation ou d'utilisation d'un lot sans l'autorisation de la Commission de protection du territoire agricole du Québec*<sup>1</sup>. Entré en vigueur le 24 janvier 2019, ce règlement détermine les cas et les conditions pour qu'un lot situé dans la zone agricole puisse être aliéné ou utilisé à une fin autre que l'agriculture, sans que l'autorisation préalable de la Commission soit requise. Un aide-mémoire a été préparé et est disponible sur le site Web de la Commission.

---

## Publication d'un nouveau guide pour l'élaboration d'une demande à portée collective

Au début du mois de juin 2018, après avoir consulté le MAPAQ, le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH), les unions municipales, l'Union des producteurs agricoles (UPA) et l'Association des aménagistes régionaux du Québec, la Commission a publié sur son site Web un nouveau guide afin de mieux outiller les MRC lorsqu'elles décident de déposer une demande à portée collective en vertu de l'article 59 de la Loi. Cette publication a levé la suspension de traitement des demandes à portée collective qui prévalait depuis le 21 octobre 2016. Par ailleurs, cette suspension a permis d'effectuer une réflexion globale sur l'article 59, d'actualiser le document de référence qui datait de 2006 et d'effectuer un bilan des décisions rendues. Ce bilan est également disponible sur le site Web de la Commission, sous l'onglet « Documents de référence pour les instances municipales ».

---

## Particularités régionales

Afin de mieux faire état de la prise en compte des particularités régionales, la Commission a élaboré des indicateurs qui lui permettront de témoigner concrètement de la prise en compte des particularités régionales dans ses décisions, et ce, comme prévu dans son Plan stratégique 2017-2021.

La Commission publiera sur son site Web un document synthèse présentant les indicateurs et l'orientation stratégique retenus. Il sera disponible à la fin de l'exercice 2019-2020.

---

## 40 ans

Le 9 novembre 2018 marquait le 40<sup>e</sup> anniversaire d'existence de la *Loi sur la protection du territoire agricole*, qui est devenue, depuis, la *Loi sur la protection du territoire et des activités agricoles*. Cette loi constitue une pièce importante de la législation québécoise en matière d'utilisation du territoire et la pierre d'assise sur laquelle s'appuie le Québec pour veiller à la protection de son patrimoine agricole et au développement de son agriculture.

Depuis 40 ans, la nécessité de protéger le territoire et les activités agricoles n'a pas été remise en cause. Au fil des ans, l'approche, les outils et les moyens ont été adaptés aux réalités du Québec et de ses régions. Cependant, la zone agricole subit, encore aujourd'hui, des pressions importantes et la protéger demeure un défi quotidien.

---

1. RLRQ, c. P-41.1, r.1.1.



Chapitre 1  
**PRÉSENTATION  
DE LA COMMISSION**



## 1.1 MISSION ET COMPÉTENCES

La mission de la Commission est de garantir aux générations futures un territoire propice à l'exercice et au développement des activités agricoles. À ce titre, elle assure la protection du territoire et des activités agricoles et contribue à introduire cet objectif au cœur des préoccupations du milieu.

Afin de s'acquitter de sa mission, la Commission applique deux lois et leurs règlements :

- la *Loi sur la protection du territoire et des activités agricoles* (LPTAA);
- la *Loi sur l'acquisition de terres agricoles par des non-résidents* (LATANR).

## 1.2 VALEURS

Cinq valeurs communes encadrent les actions organisationnelles et individuelles :

- L'équité
- Le respect
- La transparence
- L'impartialité
- La cohérence

De plus, les membres de la Commission sont assujettis à un code d'éthique et de déontologie (voir annexe). Ce code peut également être consulté sur le site Web de la Commission, sous l'onglet « Commission ».

## 1.3 DOMAINES D'INTERVENTION

Le mandat de la Commission repose essentiellement sur les actions suivantes :

- Décider de l'issue des demandes d'autorisation qui lui sont soumises en vertu de la LPTAA en ce qui concerne :
  - l'inclusion ou l'exclusion de lots de la zone agricole;
  - l'utilisation d'un lot à une fin autre que l'agriculture;
  - l'aliénation de lots ou de parties de lots;
  - l'utilisation d'une érablière à d'autres fins et la coupe d'érables;
  - les demandes à portée collective à des fins résidentielles en vertu de l'article 59 de la LPTAA.
- Délivrer les permis d'exploitation requis pour l'enlèvement du sol arable et du gazon;
- Décider de l'issue des demandes d'acquisition de terres agricoles par des non-résidents en vertu de la LATANR.

Également, la Commission veille à :

- Vérifier les déclarations produites à l'occasion de l'exercice d'un droit;
- Délivrer diverses attestations prévues en vertu des lois qu'elle applique;
- Surveiller l'application des lois en procédant aux vérifications et aux enquêtes appropriées et, s'il y a lieu, en sanctionnant les infractions;
- Donner un avis au gouvernement ou au ministre sur toute question qui lui est soumise en vertu des lois sous sa responsabilité et faire des recommandations à ce dernier.

## 1.4 CLIENTÈLE

La clientèle de la Commission est composée de personnes physiques ou morales (entreprises), de municipalités, de municipalités régionales de comté (MRC), de communautés métropolitaines, de ministères, d'organismes publics et d'organisations fournissant des services d'utilité publique.

## 1.5 INTERVENANTS

La Commission interagit avec des intervenants de milieux variés. Les principaux sont les municipalités, les MRC, les communautés métropolitaines, l'Union des producteurs agricoles (UPA) et ses fédérations régionales, le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation (MAPAQ), le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH), le ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (MELCC), le ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles (MERN), le ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs (MFFP) et le ministère des Transports (MTQ).

## 1.6 ORGANISATION ADMINISTRATIVE ET ORGANIGRAMME

La Commission est composée d'au plus 16 membres, dont le président, nommés par le gouvernement pour un mandat maximal de 5 ans, lequel mandat est renouvelable. Au 31 mars 2019, 13 membres étaient en poste.

Étant donné l'envergure du territoire sur lequel se trouve la zone agricole, qui s'étend de la limite sud du Québec jusqu'au 50<sup>e</sup> parallèle, et pour bien servir sa clientèle, la Commission dispose de deux bureaux, l'un à Québec et l'autre à Longueuil.

### Président :

M<sup>e</sup> Stéphane Labrie



### Vice-présidents, vice-présidentes :

M<sup>me</sup> Marie-Josée Gouin  
M<sup>e</sup> Hélène Lupien  
M. Pierre Turcotte



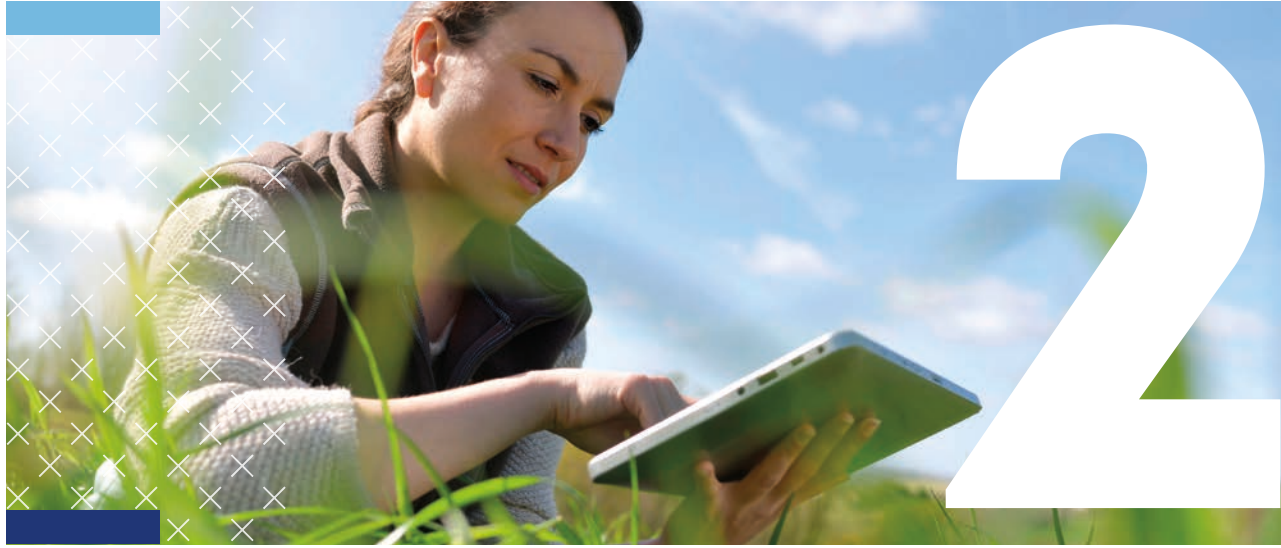
### Commissaires :

M. Gilles P. Bonneau  
M<sup>me</sup> Élane Grignon  
M. Farid Harouni  
M. Raymond Lesage  
M. Pierre Méthot  
M. René Mongeau  
M<sup>me</sup> Diane Montour  
M. Richard Petit  
M. Richard Wieland



## Organigramme et responsabilités





Chapitre 2  
**UTILISATION  
DES RESSOURCES**



## 2.1 RESSOURCES HUMAINES

### a) Répartition de l'effectif

**Tableau 1** – Évolution de l'effectif en poste

| Effectif en poste au 31 mars | 2017-2018 | 2018-2019 | Écart    |
|------------------------------|-----------|-----------|----------|
| Employés réguliers           | 78        | 80        | 2        |
| Employés occasionnels        | 13        | 11        | (2)      |
| <b>Total</b>                 | <b>91</b> | <b>91</b> | <b>0</b> |

**Tableau 2** – Répartition des heures rémunérées

|                                                                                               | 2017-2018   | 2018-2019   | Écart        |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------|-------------|-------------|--------------|
| Employés réguliers                                                                            | 134 627     | 139 114     | 4 487        |
| Employés occasionnels                                                                         | 25 205      | 16 763      | (8 442)      |
| Heures supplémentaires                                                                        | 1 063       | 2 695       | 1 632        |
| Total en heures rémunérées                                                                    | 160 895     | 158 572     | (2 323)      |
| Cible du Conseil du trésor                                                                    | 161 325     | 161 325     | 0            |
| <b>Total des heures rémunérées transposées en ETC<br/>(total heures rémunérées/1 826,3 h)</b> | <b>88,1</b> | <b>86,8</b> | <b>(1,3)</b> |
| Cible du Conseil du trésor en ETC transposés                                                  | <b>88,3</b> | <b>88,3</b> | <b>0</b>     |

L'écart observé quant au total des heures rémunérées s'explique par le fait que les postes laissés vacants par le départ de certains employés se sont pourvus tardivement, notamment en raison des difficultés de recrutement et d'embauche de la main-d'œuvre.

## b) Formation et perfectionnement du personnel

Pour l'année civile 2018, un montant total de 75 305 \$ a été consacré au maintien de l'expertise et au développement des compétences du personnel de la Commission.

**Tableau 3** – Répartition, par année civile, des dépenses totales destinées à la formation et au développement du personnel selon le champ d'activité

| Champ d'activité                                                   | 2017              | 2018             |
|--------------------------------------------------------------------|-------------------|------------------|
| Favoriser le perfectionnement des compétences                      | 32 854 \$         | 23 946 \$        |
| Soutenir l'acquisition des habiletés de gestion                    | 7 421 \$          | 8 461 \$         |
| Acquérir de nouvelles connaissances technologiques <sup>2</sup>    | 38 112 \$         | 1 004 \$         |
| Favoriser l'intégration du personnel et le cheminement de carrière | 9 274 \$          | 14 502 \$        |
| Améliorer les capacités de communication orale et écrite           | 16 306 \$         | 27 865 \$        |
| Autres                                                             | 4 827 \$          | 233 \$           |
| <b>Total</b>                                                       | <b>108 794 \$</b> | <b>76 011 \$</b> |

**Tableau 4** – Évolution des dépenses en formation par année civile<sup>3</sup>

| Répartition des dépenses en formation           | 2017  | 2018 |
|-------------------------------------------------|-------|------|
| Proportion de la masse salariale (%)            | 1,7   | 1,1  |
| Nombre moyen de jours de formation par personne | 2,8   | 1,9  |
| Somme allouée par personne (\$)                 | 1 170 | 896  |

**Tableau 5** – Jours de formation selon les catégories d'emploi par année civile

| Catégorie d'emploi | 2017 | 2018 |
|--------------------|------|------|
| Cadres             | 15   | 11   |
| Professionnels     | 83   | 43   |
| Fonctionnaires     | 125  | 60   |

## c) La planification de la main-d'œuvre

En 2018-2019, trois employés ont pris leur retraite.

2. L'activité « Acquérir de nouvelles connaissances technologiques » a été particulièrement importante au cours de l'année 2017 parce que des formations ont été offertes aux équipes de la Commission.

3. Le dénominateur est le nombre total d'employés. Il se calcule en nombre de personnes, et non en ETC. Le total des employés représente tous les employés de l'organisation, y compris les membres de la Commission, à l'exception des stagiaires et des étudiants.

## d) Indicateur du taux de départ volontaire du personnel régulier

Le taux de départ volontaire (taux de roulement) du personnel régulier est le rapport, exprimé en pourcentage, entre le nombre d'employés réguliers qui ont volontairement quitté l'organisation durant l'année financière et le nombre moyen d'employés en poste au cours de cette même période.

Les départs volontaires sont ceux survenant à la suite d'une démission, d'un départ à la retraite, d'une mutation vers un autre ministère ou dans un autre organisme de la fonction publique.

**Tableau 6 – Taux de départ volontaire du personnel régulier**

|                                        | 2016-2017 <sup>4</sup> | 2017-2018 <sup>5</sup> | 2018-2019 |
|----------------------------------------|------------------------|------------------------|-----------|
| Taux de départ volontaire <sup>6</sup> | 11,8 %                 | 20,3 %                 | 32,6 %    |

Le taux de départ volontaire est de 32,6 % pour l'exercice 2018-2019. Il s'explique par des départs à la retraite, des promotions dans d'autres ministères ou organismes, des rapprochements du lieu de résidence ou des occasions saisies pour relever de nouveaux défis professionnels.

Par ailleurs, la Commission demeure un organisme très attrayant, avec un taux d'embauche de 37 % pour la période 2018-2019.

## 2.2 RESSOURCES FINANCIÈRES

L'écart, en ce qui a trait aux dépenses de rémunération, tel qu'il est illustré au tableau 7, s'explique principalement par l'indexation des salaires. En ce qui concerne le budget de fonctionnement, l'écart n'est pas significatif. Enfin, l'écart observé au regard des immobilisations est principalement attribuable à certains travaux du projet Dénonciations qui ne se sont pas réalisés.

**Tableau 7 – Dépenses et évolution des ressources financières**

|                                | Budget de dépenses<br>2018-2019<br>(000 \$) | Dépenses réelles<br>2018-2019<br>(000 \$) | Dépenses réelles<br>2017-2018 | Écart<br>Dépenses réelles<br>(000 \$) | Variation<br>Dépenses réelles<br>(%) |
|--------------------------------|---------------------------------------------|-------------------------------------------|-------------------------------|---------------------------------------|--------------------------------------|
| <b>Budget de dépenses</b>      |                                             |                                           |                               |                                       |                                      |
| Rémunération                   | 7 161                                       | 7 378                                     | 7 263                         | 115                                   | 1,6                                  |
| Fonctionnement                 | 1 983                                       | 1 736                                     | 1 746                         | (10)                                  | (0,6)                                |
| <b>Total partiel</b>           | <b>9 144</b>                                | <b>9 114</b>                              | <b>9 009</b>                  | <b>105</b>                            | <b>1,2</b>                           |
| Amortissement                  | 328                                         | 232                                       | 253                           | (21)                                  | (8,3)                                |
| <b>Total</b>                   | <b>9 472</b>                                | <b>9 346</b>                              | <b>9 262</b>                  | <b>84</b>                             | <b>0,9</b>                           |
| <b>Budget d'investissement</b> |                                             |                                           |                               |                                       |                                      |
| Immobilisations                | 200                                         | 170                                       | 217                           | (47)                                  | (21,7)                               |

4. Donnée ajustée.

5. Donnée ajustée.

6. Ces données excluent les membres de la Commission.



## 2.3 RESSOURCES INFORMATIONNELLES

Les coûts consacrés aux ressources informationnelles (capitalisables et non capitalisables) représentent 11,7 % du budget total de la Commission. En 2018-2019, il correspond à 1 068 000 \$.

**Tableau 8** – Coûts prévus et coûts réels en ressources informationnelles pour 2018-2019

| Catégorie de coûts      | -Budget-<br>Coûts<br>capitalisables<br>prévus (000 \$)<br>(investissements) | Coûts<br>capitalisables<br>réels (000 \$)<br>(investissements) | -Budget-<br>Coûts<br>non capitalisables<br>prévus (000 \$)<br>(dépenses) | Coûts<br>non capitalisables<br>réels (000 \$)<br>(dépenses) |
|-------------------------|-----------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------|
| Activités d'encadrement | 0,0                                                                         | 0,0                                                            | 114,1                                                                    | 110,4                                                       |
| Activités de continuité | 31,0                                                                        | 62,5                                                           | 1 074,4                                                                  | 670,7                                                       |
| Projets                 | 169,0                                                                       | 107,0                                                          | 49,9                                                                     | 117,4                                                       |
| <b>Total</b>            | <b>200,0</b>                                                                | <b>169,5</b>                                                   | <b>1 238,4</b>                                                           | <b>898,5</b>                                                |

Certains travaux liés aux suites du projet Dénonciations ne se sont pas concrétisés durant la période. Le projet s'est néanmoins terminé avant la date prévue et dans les budgets autorisés.

**Tableau 9** – Liste et état d'avancement des principaux projets en ressources informationnelles

| Liste des projets | Avancement<br>(%) | Explication sommaire des écarts                                                                                |
|-------------------|-------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Dénonciations     | 100               | Le projet a commencé à la suite de son autorisation, soit le 6 juin 2017. Il s'est terminé le 22 février 2019. |

**Tableau 10** – Liste des principaux projets en ressources informationnelles et des ressources y étant affectées

| Liste des projets | Ressources<br>humaines<br>prévues<br>(ETC) | Ressources<br>humaines<br>utilisées<br>(ETC) | Ressources<br>financières<br>prévues<br>(000 \$) | Ressources<br>financières<br>utilisées<br>(000 \$) | Explication sommaire des écarts                    |
|-------------------|--------------------------------------------|----------------------------------------------|--------------------------------------------------|----------------------------------------------------|----------------------------------------------------|
| Dénonciations     | 2,3                                        | 2,3                                          | 218,9                                            | 184,1                                              | Un contrat prévu de 30 000 \$ n'a pas été octroyé. |





Chapitre 3  
**RÉSULTATS**  
**DE L'EXERCICE 2018-2019**



## 3.1 PLAN STRATÉGIQUE 2017-2021

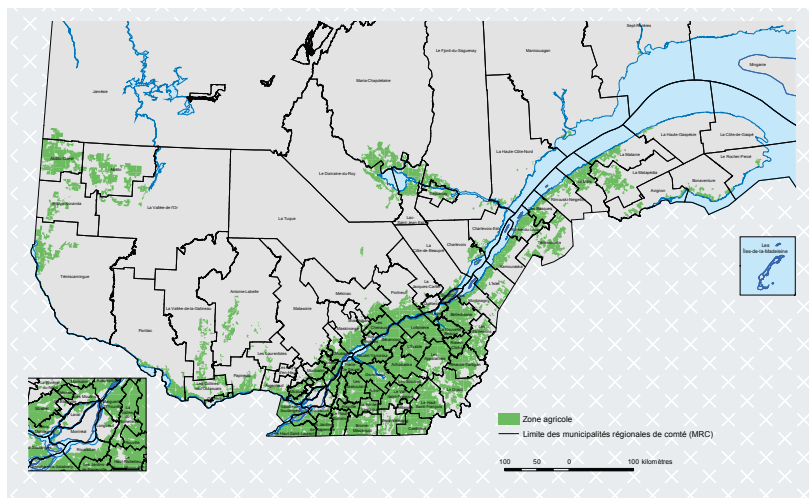
Conformément à la *Loi sur l'administration publique*, la Commission de protection du territoire agricole a élaboré son plan stratégique pour la période 2017-2021 et s'est engagée à rendre compte, dans son Rapport annuel de gestion, de l'atteinte des cibles établies. Les résultats qui découlent de la mise en œuvre de son Plan stratégique sont présentés en fonction des objectifs, des indicateurs et des cibles à atteindre au 31 mars 2019.

### 1. La pérennité du territoire agricole

#### Orientation – Protéger le territoire et les activités agricoles

##### Objectif 1.1 Maintenir la superficie de la zone agricole.

Le territoire agricole représente un patrimoine collectif et un actif essentiel à la sécurité alimentaire du Québec. Rare et non renouvelable, il constitue la pierre d'assise d'un secteur important de l'économie du Québec et de ses régions. Le suivi de l'évolution de sa superficie permet d'apprécier l'efficacité des moyens législatifs mis en place pour préserver ce territoire stratégique, au fil des demandes d'exclusion et d'inclusion qui sont adressées à la Commission. Au 31 mars 2018, sa superficie occupait un territoire de 6 306 070 hectares.



#### Indicateur

Taux de variation de la zone agricole

#### Cible

Moins de 0,1 %

#### RÉSULTATS

Au cours de l'exercice financier 2018-2019, les superficies incluses et exclues à la suite de décisions rendues par la Commission et ayant fait l'objet d'un avis au Bureau de la publicité des droits sont respectivement de 675 et de 128 hectares (en valeur arrondie).

À la suite des décisions rendues au cours de la dernière année, qui ont eu pour effet d'inclure davantage de territoires dans la zone agricole que d'en exclure, la superficie de la zone agricole est demeurée relativement stable.

En effet, au 31 mars 2019, elle occupait un territoire de 6 306 617 hectares. L'absence d'une variation marquée s'explique par le délai engendré pour déposer au Bureau de la publicité des droits une copie certifiée conforme d'un avis de cette décision ainsi que, le cas échéant, un plan parcellaire de la modification de la zone agricole. La variation de la zone agricole au 31 mars 2019 consiste en une augmentation de moins de 1 %.

La zone agricole a donc **augmenté** pour une troisième année consécutive.

### Objectif 1.2 Prendre en compte les particularités régionales.

Les caractéristiques biophysiques et socioéconomiques des régions sont très variables. Elles conditionnent notamment les types d'agriculture pratiqués et le dynamisme des activités agricoles. Les enjeux y sont aussi fort différents. Dans les agglomérations urbaines, par exemple, l'étalement de l'urbanisation et ses conséquences sur le territoire et sur les activités agricoles sont particulièrement préoccupants. Dans certaines régions rurales, l'enjeu est davantage lié à la dévitalisation des milieux et à la sous-utilisation de la zone agricole à des fins d'agriculture.

Afin de renforcer cet alignement stratégique et de participer aux efforts gouvernementaux pour revitaliser les régions rurales, le Plan stratégique de la Commission prévoit l'élaboration d'indicateurs pour mesurer plus concrètement la prise en compte des particularités régionales dans ses décisions.

| Indicateur                                                                                | Cible                                                                                                                                                                                              |
|-------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Développement d'indicateurs pour mesurer la prise en compte des particularités régionales | <ul style="list-style-type: none"> <li>• 100 % des indicateurs instaurés</li> <li>• An 1 : identification des indicateurs à développer</li> <li>• An 2 : 50 % des indicateurs instaurés</li> </ul> |

#### RÉSULTATS

En 2017-2018, la Commission a dégagé cinq axes d'intervention.

Lors de l'exercice 2018-2019, la totalité des indicateurs a été identifiée afin de mesurer la prise en compte des particularités régionales.

Un document sur le sujet sera publié lors du prochain exercice.

### Objectif 1.3 Documenter les effets des nouvelles dispositions de la LATANR.

En 2013, le gouvernement a modifié la LATANR pour resserrer les paramètres visant l'acquisition d'une terre agricole par un non-résident afin de maintenir ce capital dans le patrimoine collectif du Québec et de freiner les tentations spéculatives<sup>7</sup>. Le Plan stratégique prévoit documenter, au 31 mars 2021, les effets des principales modifications.

| Indicateur                                                                                 | Cible                           |
|--------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------|
| Production d'un rapport pour documenter les effets des nouvelles dispositions de la LATANR | Rapport produit au 31 mars 2021 |

#### RÉSULTATS

Le rapport sera produit au 31 mars 2021.

7. Commission de l'agriculture, des pêcheries, de l'énergie et des ressources naturelles (2013), *Journal des débats sur l'étude détaillée du projet de loi 46, Loi modifiant la Loi sur l'acquisition de terres agricoles par des non-résidents*, volume 43, numéro 32.



## 2. Le dynamisme de l'organisation

### Orientation – Assurer la performance organisationnelle

#### Objectif 2.1 Avoir amélioré le délai moyen pour acheminer l'orientation préliminaire.

Les efforts gouvernementaux de rigueur budgétaire représentent un défi majeur pour la Commission, considérant sa petite taille et ses ressources limitées et très spécialisées. Ce contexte organisationnel a un impact direct sur les délais de traitement des dossiers.

La Commission souhaite améliorer ses délais de traitement par l'optimisation de ses processus et de ses façons de faire. Son plan stratégique a ciblé le délai de l'acheminement de l'orientation préliminaire pour mesurer l'efficacité des moyens mis en place. Pour l'exercice financier 2016-2017, le délai moyen a été de 79 jours, soit le point de départ pour mesurer le pourcentage d'amélioration du délai de traitement.

| Indicateur           | Cible                                                                                                                                                                                      |
|----------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Délais de traitement | <ul style="list-style-type: none"> <li>• Améliorer le délai moyen pour acheminer l'orientation préliminaire de 5 % au 31 mars 2021.</li> <li>• An 3 : 2 %</li> <li>• An 4 : 3 %</li> </ul> |

#### RÉSULTATS AU 31 MARS 2019

Aucune cible n'a été fixée pour l'exercice se terminant au 31 mars 2019.

Au 31 mars 2017, le délai moyen pour acheminer une orientation préliminaire était de 111 jours. À la fin de l'exercice 2017-2018, il était de 85 jours (toutes catégories confondues).

Dans sa Déclaration de services aux citoyens publiée en avril 2018, la Commission effectue la distinction entre deux types de traitement afin d'acheminer une orientation préliminaire.

La première catégorie correspond au traitement des demandes ayant un effet modéré sur le territoire ou sur les activités agricoles et nécessitant une analyse concise, soit ceux du groupe 1. Dans ces situations (259 dossiers), le délai moyen était de 40,3 jours.

Pour la deuxième catégorie (groupes 2 et 3), correspondant au traitement des demandes nécessitant une analyse plus détaillée et plus complexe, le délai moyen était de 75,7 jours pour les 1 105 dossiers traités.

#### Objectif 2.2 Améliorer la mobilisation du personnel.

Pour accomplir sa mission, la Commission compte sur une équipe spécialisée et dévouée, mais dont la charge de travail est imposante. Le traitement des dossiers, la représentation devant les tribunaux, les enquêtes et les inspections, les rencontres publiques et la réalisation des autres mandats reposent sur une petite équipe qui se fragilise facilement lorsque survient une maladie, un départ à la retraite ou une mutation vers une autre organisation.

Le marché de l'emploi, les changements organisationnels et les mouvements de personnel incitent la Commission à poursuivre ses efforts pour que son personnel demeure engagé et mobilisé.

| Indicateur                        | Cible                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
|-----------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Taux de mobilisation du personnel | <ul style="list-style-type: none"> <li>An 1 : Avoir mesuré le taux de mobilisation du personnel au 31 mars 2018.</li> <li>An 4 : Avoir mesuré à nouveau le taux de mobilisation du personnel au 31 mars 2021.</li> <li>Avoir amélioré le taux de mobilisation mesuré à l'an 4 par rapport à celui observé à l'an 1.</li> </ul> |

### RÉSULTATS AU 31 MARS 2019

À l'automne 2017, la Commission a réalisé un sondage sur la mobilisation de son personnel qui portait sur les thèmes suivants : les leviers mobilisateurs, le climat organisationnel mobilisateur et les comportements de mobilisation. La mobilisation du personnel est au centre des activités de la Commission. Un bilan des initiatives mises en place pendant l'exercice 2018-2019 en réponse au sondage sera présenté au personnel de la CPTAQ, au cours du prochain exercice.

## 3.2 ACTIVITÉS DE LA COMMISSION

### 3.2.1 Application de la LPTAA et de la LATANR

La LPTAA et la LATANR s'appliquent au territoire situé en zone agricole. Par ailleurs, la Commission peut modifier la superficie de la zone agricole par l'effet des décisions qu'elle prononce sur les demandes d'exclusion ou d'inclusion en application de la LPTAA. Celle-ci prévoit que le gouvernement peut également, après avoir pris avis de la Commission, exclure des lots de la zone agricole.

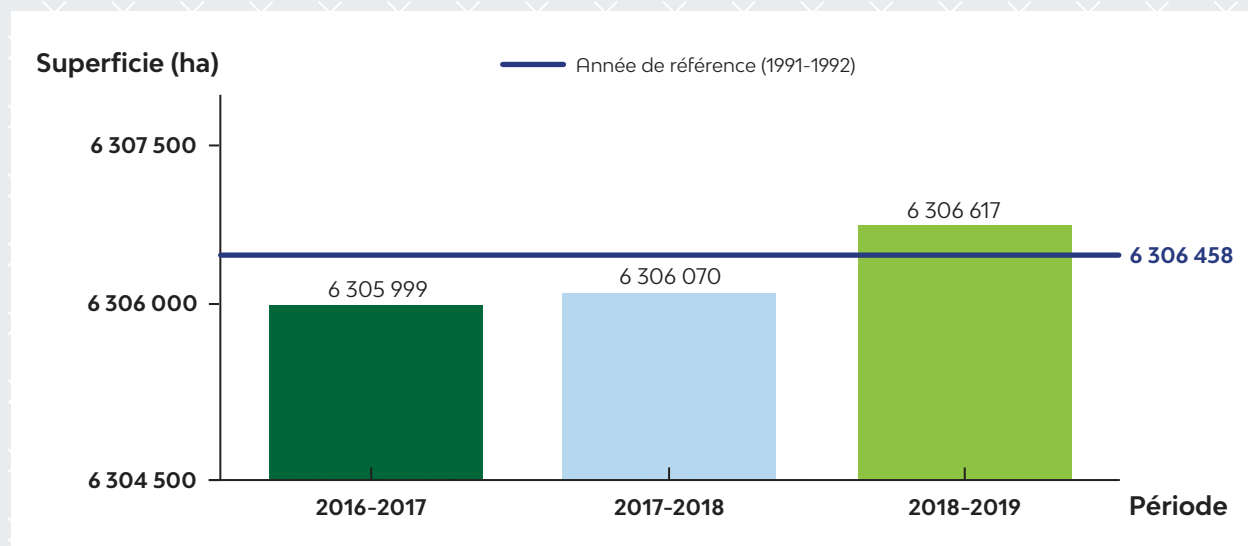
Lorsqu'elle rend une décision à l'égard d'une demande d'autorisation ou d'exclusion, la Commission se base sur les critères de la LPTAA ou de la LATANR. Elle tient compte des particularités régionales. Elle évalue la demande notamment en fonction des besoins exprimés, des espaces vacants hors de la zone agricole et des effets qu'aurait une autorisation sur la pérennité du territoire et des activités agricoles.

Comme mentionné dans l'objectif 1.2 du Plan stratégique de la Commission, pour l'exercice 2018-2019, 23 indicateurs ont été instaurés afin que la prise en compte des particularités régionales soit mesurée.

#### 3.2.1.1 Interventions à l'égard du périmètre de la zone agricole

##### a) Évolution de la superficie de la zone agricole ayant fait l'objet d'un avis au Bureau de la publicité des droits

Depuis la révision de la zone agricole effectuée de 1987 à 1992, la superficie totale de cette dernière a peu varié. L'un des facteurs expliquant cette stabilité est l'équilibre existant entre les superficies qui sont incluses à la zone agricole et celles qui en sont exclues.

**Graphique 1 – Évolution de la superficie de la zone agricole**

En tenant compte des inclusions et des exclusions<sup>8</sup> autorisées par la Commission et le gouvernement et ayant fait l'objet d'un avis au Bureau de la publicité des droits, on constate que la superficie de la zone agricole a **augmenté de 159 hectares depuis 1992**, ce qui indique une variation de moins de 0,1 %.

La superficie de la zone agricole a augmenté de 547 hectares au cours de l'année 2018-2019.

#### b) Évolution des décisions modifiant les limites de la zone agricole

Les demandes de modifications aux limites de la zone agricole représentent moins de 6 % des décisions rendues et l'effet sur la superficie de la zone agricole se mesure lors de l'inscription de l'avis au Bureau de la publicité des droits.

Ainsi, une inclusion ou une exclusion autorisée dans l'année ne sera pas prise en compte pour le calcul de la superficie de la zone agricole tant qu'elle n'aura pas fait l'objet d'un tel avis. Par conséquent, les résultats présentés au tableau 11 ne peuvent être comparés à ceux illustrés au graphique 1 présentant l'évolution de la zone agricole.

8. L'annexe 1 présente les données au 31 mars 2019 par région administrative, par MRC et par territoire équivalent.

**Tableau 11** – Évolution des décisions rendues par la Commission pour des modifications aux limites de la zone agricole

|                   | Nombre    | Taux d'autorisation (%) | Superficie visée (ha) | Superficie autorisée (ha) | Taux de superficies autorisées (%) |
|-------------------|-----------|-------------------------|-----------------------|---------------------------|------------------------------------|
| <b>Inclusions</b> |           |                         |                       |                           |                                    |
| 2016-2017         | 13        | 77                      | 184                   | 178                       | 97                                 |
| 2017-2018         | 20        | 75                      | 1 294                 | 1 281                     | 99                                 |
| <b>2018-2019</b>  | <b>30</b> | <b>73</b>               | <b>1 119</b>          | <b>1 045</b>              | <b>93</b>                          |
| <b>Exclusions</b> |           |                         |                       |                           |                                    |
| 2016-2017         | 99        | 51                      | 1 181                 | 420                       | 36                                 |
| 2017-2018         | 105       | 31                      | 1 037                 | 186                       | 18                                 |
| <b>2018-2019</b>  | <b>99</b> | <b>49</b>               | <b>1 431</b>          | <b>398</b>                | <b>28</b>                          |

### Demandes d'inclusion à la zone agricole

Au cours des trois dernières années, les demandes d'inclusion ont été fortement acceptées, le taux moyen de superficies autorisées étant de plus de 90 %. Ces inclusions contribuent au développement et au dynamisme de la zone agricole et font en sorte que les activités agricoles bénéficient des protections prévues à la LPTAA.

Les deux plus grandes superficies autorisées en inclusion par la Commission sont décrites ci-dessous.

Dans la décision rattachée à la municipalité de Saint-Elzéar, la Commission a ordonné l'inclusion à la zone agricole d'une superficie de 301 hectares. Notons également que, lors d'une décision rattachée à la municipalité de Longue-Rive, la Commission a ordonné une inclusion à la zone agricole de 185,8 hectares.

### Demandes d'exclusion de la zone agricole

Les superficies visées par des demandes d'exclusion sont variables. Elles dépendent des projets soumis et des besoins exprimés. Les superficies autorisées reposent sur la preuve soumise et sur l'appréciation des critères applicables, dont la présence d'espaces appropriés et disponibles hors de la zone agricole ou celle d'autres sites de nature à limiter les effets sur le territoire et les activités agricoles.

En 2018-2019, la Commission a rendu 99 décisions sur des demandes d'exclusion. Parmi celles-ci, 60 concernaient un ajustement ou un agrandissement du périmètre d'urbanisation (61 %).

Les deux plus grandes superficies autorisées en exclusion par la Commission se situent sur le territoire de la municipalité de La Malbaie, pour une superficie de 66,81 hectares, et dans la municipalité de Shannon, pour une superficie de 54,68 hectares.

#### 3.2.1.2 Résultat des interventions de la Commission dans la zone agricole

L'annexe 2 présente les résultats détaillés des décisions rendues par la Commission en 2018-2019 pour l'ensemble du Québec. Les résultats détaillés pour la communauté métropolitaine, les RMR et les AR sont présentés dans le présent rapport. Les résultats par MRC sont détaillés dans une annexe statistique disponible sur le site Web de la Commission.

### a) Évolution des décisions rendues pour les demandes d'autorisation en vertu de la LPTAA<sup>9</sup> et de la LATANR

Le nombre de décisions rendues est calculé en fonction du nombre de volets liés à une demande. Un dossier compte plus d'un volet chaque fois qu'une même demande regroupe plusieurs utilisations dont il faut disposer distinctement.

Tous les volets sont indiqués à l'annexe 2, qui regroupe les données détaillées des décisions rendues en 2018-2019.

En considérant celles portant sur les demandes d'inclusion et d'exclusion à la zone agricole, la Commission a rendu 2 229 décisions en 2018-2019, ce qui représente une augmentation de 4,7 % comparativement aux résultats obtenus à l'exercice précédent.

**Tableau 12 – Nombre de décisions rendues par la Commission selon la nature de la demande**

| Nature de la demande                                                                                                                   | 2016-2017    | 2017-2018    | 2018-2019    |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------|--------------|--------------|
| <b>LPTAA</b>                                                                                                                           | <b>2 103</b> | <b>2 100</b> | <b>2 202</b> |
| Modification aux limites de la zone agricole (exclusions et inclusions)                                                                | 112          | 125          | 129          |
| Nouvelle utilisation non agricole                                                                                                      | 488          | 460          | 482          |
| Utilisation accessoire ou agrandissement d'une utilisation non agricole existante                                                      | 515          | 512          | 558          |
| Utilisation accessoire à une utilisation principale si cette dernière est située hors de la zone agricole                              | 23           | 33           | 28           |
| Aliénation de propriété foncière (comprend les morcellements de fermes situées en zone agricole)                                       | 627          | 683          | 669          |
| Contrôle d'activité agricole <sup>a</sup>                                                                                              | 32           | 25           | 27           |
| Utilisation de nature agrotouristique                                                                                                  | 36           | 39           | 36           |
| Demande d'autorisation visant une activité précédemment autorisée (comprend principalement l'exploitation des ressources) <sup>b</sup> | 151          | 102          | 159          |
| Utilisation dans une superficie de droits acquis <sup>c</sup>                                                                          | 94           | 116          | 107          |
| Reconnaissance de droits acquis                                                                                                        | 25           | 5            | 7            |
| <b>LATANR</b>                                                                                                                          | <b>32</b>    | <b>29</b>    | <b>27</b>    |
| <b>Total</b>                                                                                                                           | <b>2 135</b> | <b>2 129</b> | <b>2 229</b> |

a) Le contrôle d'activité agricole vise la coupe d'érables dans une érablière, l'enlèvement de sol arable et le prélèvement de gazon.

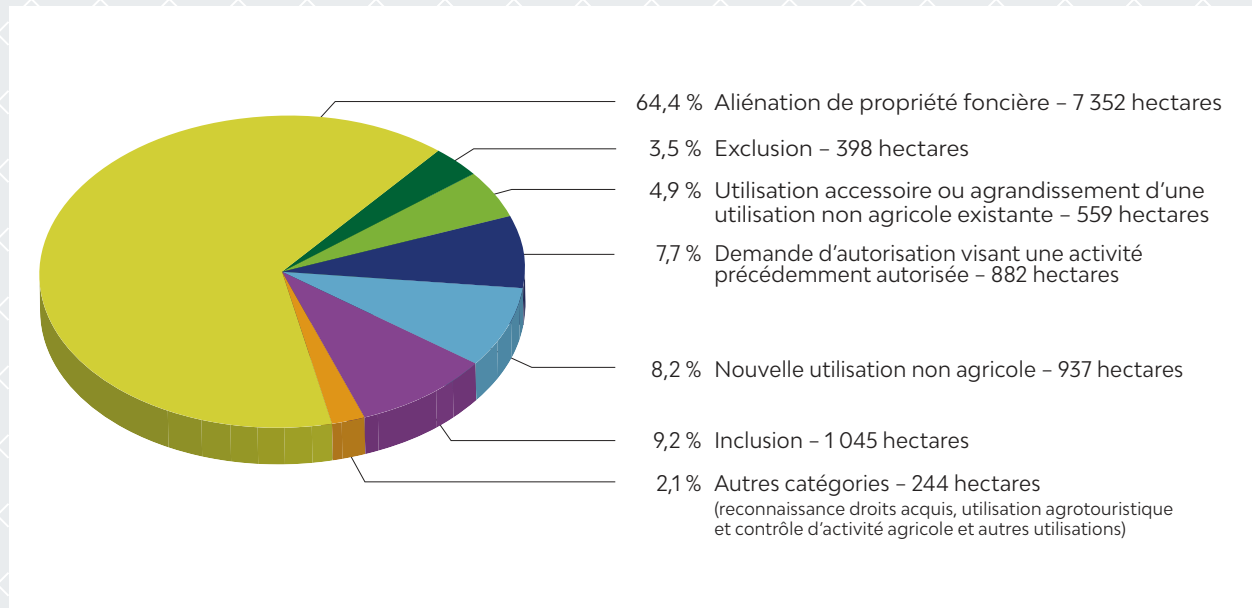
b) L'exploitation des ressources concerne le renouvellement pour une exploitation temporaire des sites de sablières, gravières, carrières et remblais.

c) Il est ici question d'utilisation non agricole dans une superficie de droits acquis.

Sur les 2 202 décisions rendues en vertu de la LPTAA, 1 605 ont été autorisées totalement ou partiellement pour une superficie totale de 11 416 hectares. Le graphique 2 illustre la répartition des superficies autorisées selon la nature des demandes.

9. Excluant les décisions rendues en vertu de l'article 59 de la LPTAA ainsi que les décisions d'exclusion et d'inclusion prises par décret par le gouvernement.

**Graphique 2** – Superficies autorisées (en hectares) en vertu de la LPTAA<sup>10</sup> par type de demande



Il est important de mentionner que toutes les autorisations accordées par la Commission n'ont pas pour résultat la conversion définitive d'un lot vers une nouvelle utilisation à des fins autres qu'agricoles, comme celles ayant trait :

- au contrôle d'activité agricole ;
- au renouvellement d'une autorisation ;
- à la reconnaissance de droits acquis ;
- à une autorisation temporaire avec conditions de remise en agriculture ;
- au morcellement de fermes ;
- à l'agrotourisme.

#### b) Évolution des décisions rendues pour l'implantation de nouvelles utilisations

Les demandes faites à la Commission pour de nouvelles utilisations sont regroupées selon les catégories suivantes :

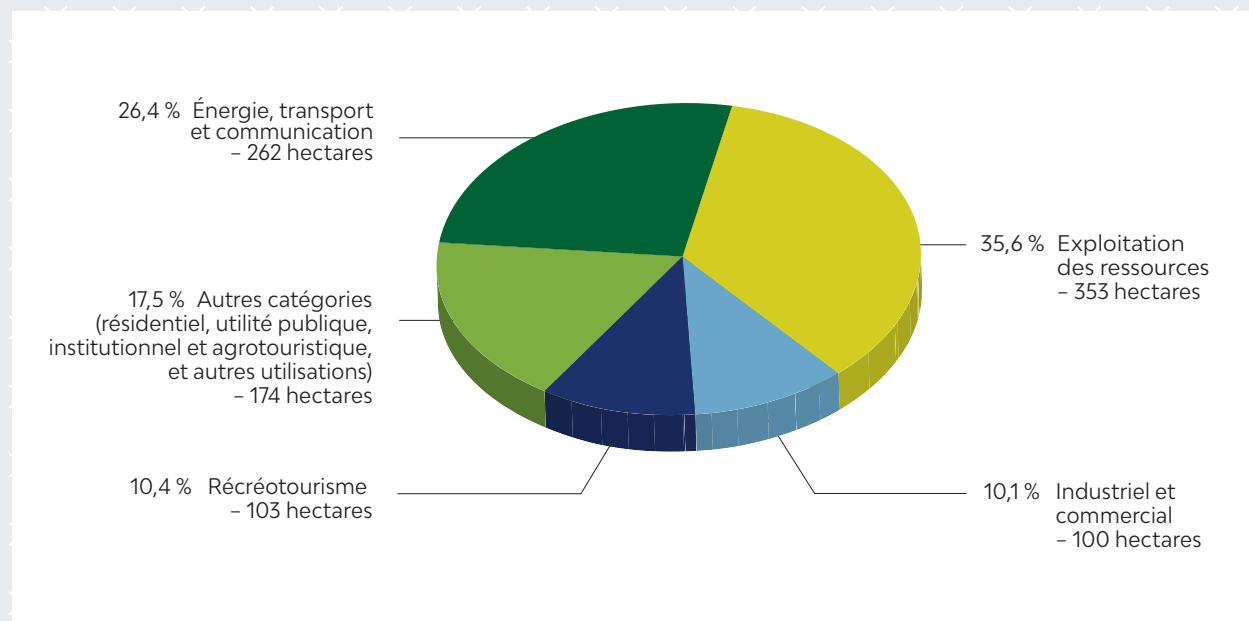
- Résidentiel ;
- Industriel et commercial ;
- Exploitation des ressources ;
- Récréotourisme ;
- Agrotourisme ;
- Institutionnel ;
- Utilité publique ;
- Énergie, transport et communication ;
- Autres.

10. Excluant les décisions rendues en vertu de l'article 59 de la LPTAA.



Le graphique 3 illustre la répartition des superficies totales autorisées (992 hectares) pour l'implantation de nouvelles utilisations.

**Graphique 3** – Superficies autorisées pour l'implantation de nouvelles utilisations en vertu de la LPTAA



Les résultats détaillés des décisions rendues par la Commission en 2018-2019 pour l'implantation de nouvelles utilisations sont présentés à l'annexe 2, sous les rubriques « Implantation d'une nouvelle utilisation non agricole » et « Utilisation de nature agrotouristique ».

Le tableau 13 montre l'évolution des décisions rendues concernant les demandes visant l'implantation de résidences, d'industries ou de commerces, d'équipements institutionnels, de services d'utilité publique, d'énergie, de transport ou de communication.

**Tableau 13 – Évolution des décisions rendues par la Commission pour certaines nouvelles utilisations non agricoles**

|                                                                                              | Nombre     | Taux d'autorisation (%) | Superficie visée (ha) | Superficie autorisée (ha) | Taux de superficies autorisées (%) |
|----------------------------------------------------------------------------------------------|------------|-------------------------|-----------------------|---------------------------|------------------------------------|
| <b>Utilisation résidentielle</b>                                                             |            |                         |                       |                           |                                    |
| 2016-2017                                                                                    | 189        | 50                      | 108                   | 32                        | 30                                 |
| 2017-2018                                                                                    | 198        | 45                      | 151                   | 43                        | 28                                 |
| <b>2018-2019</b>                                                                             | <b>156</b> | <b>35</b>               | <b>132</b>            | <b>34</b>                 | <b>26</b>                          |
| <b>Utilisations industrielle et commerciale</b>                                              |            |                         |                       |                           |                                    |
| 2016-2017                                                                                    | 95         | 76                      | 87                    | 61                        | 70                                 |
| 2017-2018                                                                                    | 86         | 77                      | 166                   | 72                        | 44                                 |
| <b>2018-2019</b>                                                                             | <b>90</b>  | <b>82</b>               | <b>134</b>            | <b>100</b>                | <b>75</b>                          |
| <b>Utilisations institutionnelles, utilité publique, énergie, transport et communication</b> |            |                         |                       |                           |                                    |
| 2016-2017                                                                                    | 82         | 88                      | 151                   | 123                       | 81                                 |
| 2017-2018                                                                                    | 81         | 94                      | 341                   | 328                       | 96                                 |
| <b>2018-2019</b>                                                                             | <b>102</b> | <b>94</b>               | <b>353</b>            | <b>346</b>                | <b>98</b>                          |

En raison des dispositions de l'article 59 de la LPTAA, le nombre de décisions rendues par la Commission ainsi que les superficies visées et autorisées pour la construction de résidences a considérablement diminué au cours des dernières années.

Pour l'année 2018-2019, 90 décisions visaient des utilisations commerciale et industrielle, et 75 % des superficies visées ont été autorisées.

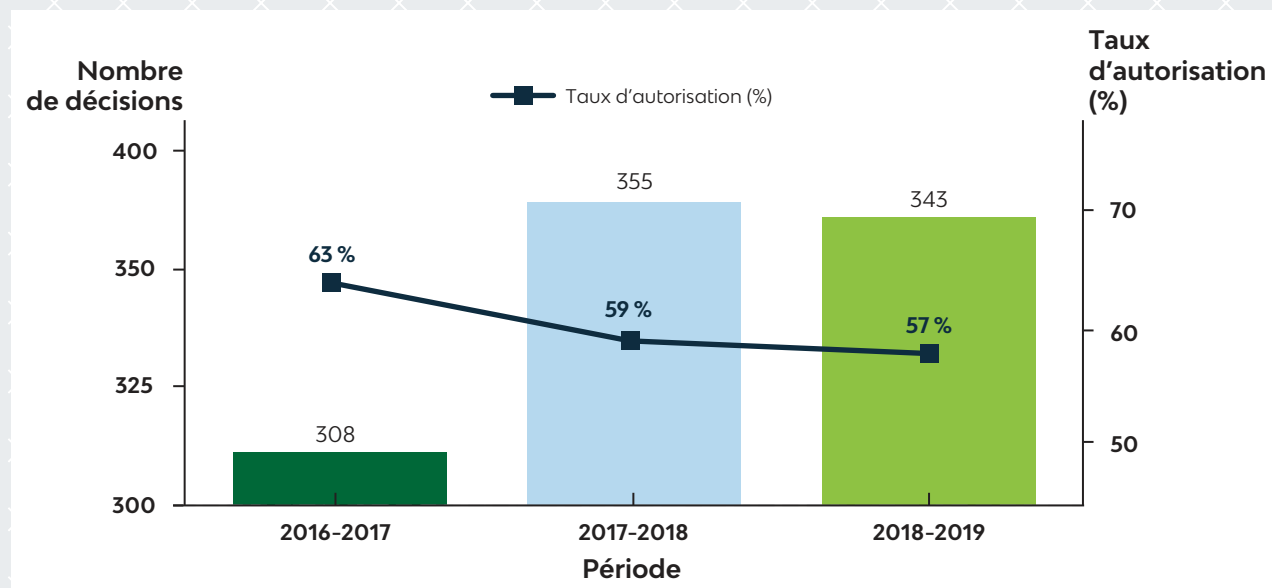
En ce qui a trait aux demandes visant l'implantation d'équipements institutionnels, de services d'utilité publique, d'énergie, de transport ou de communication, la Commission en a autorisé 94 %. Certaines décisions rendues à l'égard de ces demandes sont cependant assujetties à des conditions visant à en limiter les répercussions sur la pratique de l'agriculture.

### c) Évolution des décisions rendues en matière de morcellement de fermes en vertu de la LPTAA

En ce qui a trait aux décisions rendues en matière de morcellement de fermes, un ensemble de critères est pris en compte pour soutenir la Commission dans ses décisions<sup>11</sup>.

Pour l'année 2018-2019, la Commission a rendu 343 décisions pour des demandes de morcellement de fermes situées en zone agricole, avec un taux d'autorisation de 57 %.

11. Articles 12 et 62 de la LPTAA.

**Graphique 4** – Évolution des décisions rendues pour du morcellement de fermes situées en zone agricole

#### d) Évolution des décisions rendues pour les demandes à portée collective

Les dispositions de l'article 59 permettent à une MRC ou à une communauté de présenter une demande à portée collective pour l'ensemble de la zone agricole de son territoire afin de déterminer dans quels cas et à quelles conditions de nouvelles utilisations à des fins résidentielles peuvent y être implantées. La LPTAA prévoit deux situations dans lesquelles les dispositions de l'article 59 sont applicables, soit :

1. sur un îlot déstructuré de la zone agricole ;
2. sur des lots d'une superficie suffisante pour que la zone agricole ne soit pas déstructurée, situés dans des secteurs spécifiés au schéma d'aménagement et de développement.

Pour rendre une décision en vertu de l'article 59, la Commission doit avoir obtenu les avis favorables de la MRC ou de la communauté, de l'UPA et des municipalités concernées.

Une demande à portée collective peut s'inscrire dans la complémentarité d'un PDZA, dans le but d'occuper le territoire pour maintenir l'agriculture et d'en favoriser le développement. En effet, une démarche fondée sur l'article 59 peut veiller à favoriser l'émergence de nouvelles activités agricoles et de nouveaux modes de production par la planification de l'occupation de son territoire.

La MRC ou la communauté peut donc profiter de l'élaboration d'une demande à portée collective pour appuyer sa planification sur ses particularités régionales et offrir à la fois aux générations futures une ressource protégée et un milieu de vie stimulant pour l'établissement de la relève agricole.

Le 21 octobre 2016, la Commission suspendait le traitement des demandes à portée collective pour entamer une réflexion globale sur l'article 59 et actualiser le document rédigé à l'intention des instances municipales en 2006. Le nouveau guide a été approuvé par l'Assemblée des membres et par le Comité de direction en mars 2018, conformément à l'action 8 du PADD de la Commission. Lors de l'exercice 2018-2019, le guide a été publié et la suspension a été levée.

Par ailleurs, lors de cette suspension, la Commission s'est engagée à poursuivre le traitement des dossiers en cours.

Au 31 mars 2019, neuf demandes sont en traitement, y compris une nouvelle demande.

**Tableau 14** – Bilan des décisions rendues par la Commission en vertu de l'article 59 de la LPTAA

| MRC ou TE                                                   | Numéro de décision | Date       | Superficie touchée (ha)               | Nombre de résidences permises                           |
|-------------------------------------------------------------|--------------------|------------|---------------------------------------|---------------------------------------------------------|
| <b>Décisions rendues en 2018-2019</b>                       |                    |            |                                       |                                                         |
| L'Île-d'Orléans                                             | 383 072            | 04-05-2018 | 355                                   | 94 <sup>12</sup>                                        |
| La Matapédia                                                | 382 761            | 27-12-2018 | 68 550                                | 1 455 <sup>13</sup>                                     |
| Portneuf                                                    | 413 400            | 04-01-2019 | 43 311                                | 1 722 <sup>14</sup>                                     |
| <b>Nombre total de décisions</b>                            |                    |            | <b>Superficie totale touchée (ha)</b> | <b>Nombre total de résidences permises<sup>15</sup></b> |
| <b>Depuis la mise en place de l'article 59<sup>16</sup></b> |                    |            |                                       |                                                         |
| 90 <sup>17</sup>                                            |                    |            | 1 628 535                             | 37 836                                                  |

En fonction des décisions rendues en vertu de l'article 59 de la LPTAA, 72 % de la zone agricole (plus de quatre millions d'hectares) bénéficie d'une décision favorable à une demande à portée collective. Un total de 3 472<sup>18</sup> résidences ont été construites sur les 37 836 permises par ces décisions, ce qui représente 9 % de la possibilité.

#### e) Décisions rendues pour les demandes d'acquisition de terres par les non-résidents

Pour l'année 2018-2019, la Commission a rendu 27 décisions en vertu de la LATANR.

**Tableau 15** – Décisions rendues par la Commission en vertu de la LATANR en 2018-2019

|                                                                                                                                                 | Nombre   | Taux d'autorisation (%) | Superficie visée (ha) | Superficie autorisée (ha) | Taux de superficies autorisées (%) |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------|-------------------------|-----------------------|---------------------------|------------------------------------|
| <b>Décisions assujetties aux nouvelles dispositions de la LATANR</b>                                                                            |          |                         |                       |                           |                                    |
| Superficie non propice à la culture du sol ou à l'élevage d'animaux                                                                             | 2        | 100                     | 50                    | 50                        | 100                                |
| Personne physique ayant l'intention de s'établir au Québec                                                                                      | 13       | 100                     | 881                   | 881                       | 100                                |
| Personne physique n'ayant pas l'intention de s'établir au Québec ou personne morale – superficie assujettie au maximum annuel de 1 000 hectares |          |                         |                       |                           |                                    |
| <b>Total assujetti au quota pour l'année civile 2018 (du 1<sup>er</sup> avril au 31 décembre 2018)</b>                                          | <b>5</b> | <b>80</b>               | <b>98</b>             | <b>76</b>                 | <b>78</b>                          |
| <b>Total assujetti au quota pour l'année civile 2019 (du 1<sup>er</sup> janvier au 31 mars 2019)</b>                                            | <b>7</b> | <b>100</b>              | <b>806</b>            | <b>806</b>                | <b>100</b>                         |

12. Inclut 86 résidences, comme stipulé dans la décision 367632.

13. Inclut 1 430 résidences, comme stipulé dans la décision 359282.

14. Inclut 1 707 résidences, comme stipulé dans la décision 365499.

15. Le nombre de résidences ne peut être évalué de manière absolue. Il s'agit d'une estimation.

16. Les résultats détaillés par MRC sont présentés en annexe.

17. Quatre-vingt-dix (90) décisions touchant 65 MRC ou TE. Plus d'une décision a été rendue dans certaines MRC ou TE.

18. Le bilan des constructions est fourni par les MRC et couvre l'année civile, soit jusqu'au 31 décembre 2018. Notons que 80 % des MRC ont fourni leur bilan.

### 3.2.2 Avis au ministre ou au gouvernement

La LPTAA prévoit que la Commission donne son avis au ministre sur toute question que celui-ci lui soumet et qu'elle peut lui formuler des recommandations sur toute question au sujet de la protection du territoire agricole.

Par ailleurs, selon l'article 66 de la LPTAA, le gouvernement peut, après avoir pris avis de la Commission, autoriser, aux conditions qu'il détermine, l'utilisation à des fins autres que l'agriculture, le lotissement, l'aliénation et l'exclusion d'un lot de la zone agricole aux fins poursuivies par un ministère ou par un organisme public.

La Commission a émis un avis au cours de l'exercice concernant le projet de construction du centre hospitalier de Vaudreuil-Soulanges.

De plus, selon l'article 96 de la LPTAA, le gouvernement peut, par avis écrit à la Commission, soustraire une affaire à sa compétence. Le gouvernement est alors saisi de l'affaire avec les mêmes pouvoirs que la Commission et rend sa décision après avoir pris avis de celle-ci.

Au cours de l'exercice, aucun avis n'a été émis selon cet article de la LPTAA.

Tous les avis sont accessibles sur le site Web de la Commission sous l'onglet « La Commission/Avis au gouvernement ».

### 3.2.3 Surveillance de l'application de la LPTAA et de la LATANR

La Commission surveille l'application de la LPTAA et de la LATANR et, s'il y a lieu, sanctionne les infractions.

#### a) Déclarations vérifiées

La Commission vérifie la déclaration qu'une personne doit produire lorsqu'elle :

- requiert un permis de construction à l'égard d'un terrain situé en zone agricole ;
- procède à l'aliénation d'une superficie sur laquelle un droit est reconnu en vertu de la LPTAA ;
- invoque des droits acquis sur une telle superficie dans le cas où une aliénation décrit pour la première fois cette superficie.

La Commission vérifie également les actes d'acquisition de terres agricoles par des non-résidents assujettis à la LATANR.

**Tableau 16 – Nombre de déclarations vérifiées**

| Déclarations vérifiées                      | 2016-2017    | 2017-2018    | 2018-2019    |
|---------------------------------------------|--------------|--------------|--------------|
| Conformes                                   | 1 436        | 1 558        | 1 391        |
| Non conformes sans infraction <sup>19</sup> | 287          | 298          | 335          |
| Non conformes avec infraction <sup>20</sup> | 36           | 29           | 22           |
| Autres <sup>21</sup>                        | 11           | 6            | 4            |
| <b>Total</b>                                | <b>1 770</b> | <b>1 891</b> | <b>1 752</b> |

Les déclarations ont été jugées conformes dans une proportion de 79 % en 2018-2019, comparativement à 82 % pour l'exercice précédent. Les déclarations jugées non conformes avec infraction représentent 1,3 % des déclarations vérifiées.

19. Une déclaration est non conforme sans infraction lorsque le projet n'est pas réalisé.

20. Ces dossiers ont par la suite fait l'objet d'une dénonciation.

21. Cette catégorie comprend des dossiers qui se sont révélés hors zone agricole, qui ont fait l'objet d'un désistement ou pour lesquels la Commission n'a pas délivré d'avis dans les trois mois.

### b) Suivi des conditions assujetties à la décision consécutive à une demande d'autorisation

Lorsque la Commission rend sa décision, elle peut l'assujettir aux conditions qu'elle juge appropriées et peut aussi l'autoriser sur une base temporaire. Ces décisions visent de nombreuses situations, dont des aménagements pour des services publics, des événements ayant lieu sur une courte période ou des installations pour l'exploitation des ressources naturelles. Il peut s'agir en particulier de sablières, de gravières, de carrières ou de remblais. Par exemple, un exploitant pourra être autorisé à extraire une dune de sable d'une propriété afin que cette dernière soit plus facilement exploitable à des fins agricoles. Par l'encadrement décisionnel auquel sont assujetties ces autorisations, la Commission assure de mettre en valeur et de pérenniser les terres agricoles pour les générations futures.

Au cours de l'année 2018-2019, des efforts soutenus ont été maintenus afin que soit garanti le respect de la durée et des conditions d'exploitation des sablières, gravières, carrières et remblais. Dans le cas des demandes pour l'exploitation des ressources, les visites effectuées au cours de l'exercice financier ont permis de réaliser des contrôles sur près de 110 sites.

### c) Dénonciations traitées

La Commission reçoit des dénonciations de la part de personnes qui prétendent qu'un tiers enfreint les dispositions de la Loi. Les enquêteurs de la Commission procèdent alors aux enquêtes et aux inspections nécessaires.

**Tableau 17** – Nombre de dénonciations traitées

| Dénonciations                    | 2016-2017 | 2017-2018 | 2018-2019 |
|----------------------------------|-----------|-----------|-----------|
| Nombre de dénonciations traitées | 403       | 557       | 452       |
| Fondées avec infraction          | 289       | 350       | 249       |

Les dénonciations fondées, dont les faits constituent une infraction, entraînent des interventions de nature juridique.

### d) Suivi et sanction des infractions

Les 249 dénonciations fondées avec infraction (tableau 17) sont en cours de traitement par la Commission pour suivi et sanction, à défaut de régularisation. Un sommaire des interventions de nature juridique entreprises est présenté aux tableaux 18 et 19.

**Tableau 18** – Nombre d'interventions liées aux infractions

| Interventions                            | 2016-2017  | 2017-2018  | 2018-2019  |
|------------------------------------------|------------|------------|------------|
| Mises en demeure et préavis d'ordonnance | 71         | 214        | 132        |
| Ordonnances                              | 40         | 42         | 39         |
| Procédures judiciaires <sup>22</sup>     | 40         | 37         | 19         |
| <b>Total</b>                             | <b>151</b> | <b>293</b> | <b>190</b> |

22. La LPTAA stipule que, si une personne ne se conforme pas à une ordonnance de la Commission, cette dernière peut, pourvu qu'il ne se soit pas écoulé plus de deux ans depuis la notification de l'ordonnance, obtenir d'un juge de la Cour supérieure une ordonnance enjoignant à cette personne de s'y conformer.



Par ailleurs, il est pertinent de faire un retour sur les ordonnances délivrées entre le 1<sup>er</sup> avril 2014 et le 31 mars 2017 pour en apprécier les résultats.

**Tableau 19 – Résultats des ordonnances délivrées**

|                                                                                                                                                                             | Au<br>31 mars 2017<br>(2014-2015) | Au<br>31 mars 2018<br>(2015-2016) | Au<br>31 mars 2019<br>(2016-2017) |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------|-----------------------------------|-----------------------------------|
| <b>Ordonnance émise deux ans auparavant</b>                                                                                                                                 | <b>99</b>                         | <b>105</b>                        | <b>40</b>                         |
| Ordonnance respectée                                                                                                                                                        | 52                                | 61                                | 20                                |
| Dossier devenu conforme à la suite d'une autorisation (CPTAQ ou TAQ)                                                                                                        | 7                                 | 8                                 | 1                                 |
| Dossier ayant fait l'objet d'un jugement rendu par la Cour supérieure exigeant le respect de l'ordonnance délivrée par la Commission (en vertu de l'article 85 de la LPTAA) | 10                                | 8                                 | 12                                |
| Dossier dont la procédure est en cours                                                                                                                                      | 30                                | 28                                | 7                                 |

Les résultats obtenus au regard du nombre d'interventions juridiques s'expliquent notamment par le renouvellement de l'équipe des juristes de la Commission.

### 3.2.4 Rencontres tenues

La Commission tient une rencontre à la demande de toute personne désireuse de faire valoir ses observations et, parfois, de sa propre initiative.

**Tableau 20 – Nombre de rencontres tenues par la Commission en 2018-2019**

|                         | Rencontres<br>publiques | Rencontres de<br>préorientation | Rencontres<br>en révision | Rencontres<br>liées à une<br>déclaration<br>ou à une<br>enquête | Total      |
|-------------------------|-------------------------|---------------------------------|---------------------------|-----------------------------------------------------------------|------------|
| Québec                  | 167                     | 2                               | 1                         | 43                                                              | 213        |
| Longueuil               | 123                     | 1                               | 4                         | 35                                                              | 163        |
| Abitibi-Témiscamingue   | 11                      | 1                               | –                         | 2                                                               | 14         |
| Bas-Saint-Laurent       | 27                      | 2                               | 1                         | 5                                                               | 35         |
| Estrie                  | 39                      | –                               | 2                         | 13                                                              | 54         |
| Outaouais               | 23                      | –                               | –                         | 1                                                               | 24         |
| Saguenay—Lac-Saint-Jean | 22                      | 1                               | 1                         | 5                                                               | 29         |
| <b>Total 2018-2019</b>  | <b>412</b>              | <b>7</b>                        | <b>9</b>                  | <b>104</b>                                                      | <b>532</b> |
| Total 2017-2018         | 448                     | –                               | 18                        | 105                                                             | 571        |

En 2018-2019, la Commission a tenu 532 rencontres, que ce soit pour traiter une demande d'autorisation ou une déclaration, pour donner suite à une enquête ou pour effectuer une révision. Il s'agit d'une diminution de près de 7 % comparativement au nombre de rencontres tenues au cours de l'exercice précédent.

### 3.2.5 Demandes de remise

Une demande de rencontre publique peut provenir de toute personne concernée par le dossier. Il en est de même d'une demande de remise. Les motifs invoqués sont analysés par la Commission qui détermine l'incidence qu'un tel report pourrait avoir sur le délai de traitement du dossier ainsi que pour le demandeur. Si la demande de remise est faite par une autre personne que celle qui a demandé la rencontre publique, la Commission s'assure que cette dernière en soit informée afin qu'elle émette son avis sur ce report. La plupart des demandes sont accordées lorsqu'il s'agit d'une première demande de remise.

Dans tous les cas, un procès-verbal est acheminé à toutes les parties les informant de la décision de la Commission quant à la demande de remise. Si celle-ci est refusée, il est possible de transmettre des observations par écrit ou de déléguer un tiers pour représenter la personne qui ne peut se présenter à la date fixée.

Au 31 mars 2019, 83 demandes de remise ont été formulées. De ce nombre, un seul dossier a fait l'objet de deux demandes de remise.

### 3.2.6 Représentations devant les tribunaux

#### a) Contestations au Tribunal administratif du Québec (TAQ)

La contestation d'une décision ou d'une ordonnance de la Commission est entendue par le TAQ, section du territoire et de l'environnement.

**Tableau 21** – Taux de contestation<sup>23</sup> au TAQ (LPTAA et LATANR)

| Décisions contestées                              | 2016-2017        |            | 2017-2018        |            | 2018-2019        |            |
|---------------------------------------------------|------------------|------------|------------------|------------|------------------|------------|
|                                                   | N <sup>bre</sup> | %          | N <sup>bre</sup> | %          | N <sup>bre</sup> | %          |
| Demandes d'autorisation                           | 68               | 3          | 61               | 3          | 76               | 3          |
| Ordonnances                                       | 7                | 18         | 13               | 31         | 5                | 13         |
| Décisions en révision d'un avis de non-conformité | 6                | 18         | 11               | 11         | 6                | 12         |
| <b>Total</b>                                      | <b>81</b>        | <b>3,7</b> | <b>85</b>        | <b>3,8</b> | <b>87</b>        | <b>3,8</b> |

Le taux de contestation des décisions au TAQ a été de 3,8 %. Il est demeuré le même que lors de l'exercice 2017-2018.

23. Certaines de ces contestations sont par la suite abandonnées sans que le TAQ n'ait à rendre de décision.

**Tableau 22** – Résultats des contestations au TAQ en 2018-2019

| Issue du recours                                                                                     | TYPE DE DOSSIER |             |            |         | Total |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------|-------------|------------|---------|-------|
|                                                                                                      | Demande         | Déclaration | Ordonnance | Préavis |       |
| Recours en contestation rejeté avec maintien par le TAQ de la décision de la Commission              | 37              | 4           | 2          |         | 43    |
| Recours accueilli et décision infirmée par le TAQ et dossier retourné à la Commission                | 11              |             |            |         | 11    |
| Recours accueilli et décision infirmée par le TAQ, qui a rendu une nouvelle décision avec conditions | 1               | 4           | 2          |         | 7     |
| Recours accueilli par le TAQ, qui ordonne la tenue d'une audience publique                           | 1               |             |            |         | 1     |
| Recours accueilli en partie par le TAQ, qui modifie la décision de la Commission                     |                 |             | 1          |         | 1     |
| Accord de conciliation                                                                               | 1               |             |            |         | 1     |
| Désistement                                                                                          | 23              | 1           | 2          | 1       | 27    |

### b) Jugements des tribunaux judiciaires

Depuis la création de la Commission, une jurisprudence s'est élaborée pour que soient précisées l'interprétation et la portée de la LPTAA et de la LATANR. Cette jurisprudence émane de différents tribunaux de nature judiciaire.

Entre le 1<sup>er</sup> avril 2018 et le 31 mars 2019, les tribunaux ont prononcé 47 jugements relatifs à l'application de la LPTAA.

**Tableau 23** – Jugements prononcés par la Cour supérieure

|                                                                                                                  | 2016-2017 <sup>24</sup> | 2017-2018 | 2018-2019 |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------|-----------|-----------|
| <b>Nombre de jugements prononcés au total</b>                                                                    | <b>26</b>               | <b>20</b> | <b>36</b> |
| À la suite de demandes présentées par la Commission (en vertu de l'article 85 de la LPTAA)                       | 16                      | 14        | 31        |
| À la suite de demandes en homologation de transaction visant à faire cesser des infractions                      | 2                       | 1         | –         |
| Acquittant une accusation d'outrage au tribunal                                                                  | –                       | 1         | –         |
| Déclarant coupable d'outrage au tribunal (amendes et heures de travaux communautaires)                           | 2                       | 2         | 2         |
| Rejetant une demande en irrecevabilité                                                                           | 1                       | 1         | –         |
| Rejetant le pourvoi en contrôle judiciaire d'un jugement de la Cour du Québec                                    | 1                       | 1         | 1         |
| Ordonnant la citation à comparaître en matière d'outrage au tribunal                                             | 3                       | –         | 1         |
| Accueillant la demande déposée par la Commission et demandant la radiation d'une inscription au registre foncier | 1                       | –         | 1         |

24. Données ajustées.

**Tableau 24 – Jugements prononcés par la Cour du Québec**

|                                                                               | 2016-2017 | 2017-2018 | 2018-2019 |
|-------------------------------------------------------------------------------|-----------|-----------|-----------|
| <b>Nombre de jugements prononcés au total</b>                                 | <b>7</b>  | <b>8</b>  | <b>8</b>  |
| Accueillant la demande pour permission d'en appeler déposée par le citoyen    | 2         | 2         | –         |
| Rejetant la demande pour permission d'en appeler déposée par le citoyen       | –         | 1         | 4         |
| Accueillant la demande pour permission d'en appeler déposée par la Commission | 3         | –         | –         |
| Rejetant appel au fond déposé par le citoyen                                  | 2         | 1         | 4         |
| Accueillant appel au fond déposé par la Commission                            | –         | 4         | –         |

**Tableau 25 – Jugements prononcés par la Cour d'appel**

|                                                                               | 2016-2017 | 2017-2018 | 2018-2019 |
|-------------------------------------------------------------------------------|-----------|-----------|-----------|
| <b>Nombre de jugements prononcés au total</b>                                 | <b>–</b>  | <b>1</b>  | <b>3</b>  |
| Accueillant la demande pour permission d'en appeler déposée par la Commission | –         | 1         | –         |
| Accueillant l'appel au fond déposé par le citoyen                             | –         | –         | 1         |
| Rejetant l'appel au fond déposé par le citoyen                                | –         | –         | 1         |
| Accueillant l'appel au fond déposé par la Commission                          | –         | –         | 1         |

Note : Aucune décision n'a été rendue par les tribunaux judiciaires au cours des cinq dernières années au regard de l'application de la LATANR.

## 3.3 DÉCLARATION DE SERVICES AUX CITOYENS

Le tableau qui suit présente les principaux résultats concernant les engagements décrits dans la Déclaration de services aux citoyens (DSC).

**Tableau 26 – Résultats des engagements liés à la DSC<sup>25</sup>**

| Engagements particuliers                                                                                                                                                                                                                                      | 2017-2018 <sup>26</sup><br>Délai moyen<br>(jour) | 2018-2019<br>Délai moyen<br>(jour) |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------|------------------------------------|
| <b>Demande d'information</b>                                                                                                                                                                                                                                  |                                                  |                                    |
| Lorsque vous communiquez avec nous par téléphone, répondre immédiatement à votre appel. Si l'on doit vous diriger vers un autre membre du personnel pour un renseignement précis, cette personne vous rappellera dans un délai moyen de deux jours ouvrables. | 0,5                                              | 0,7                                |
| <b>Demande d'autorisation</b>                                                                                                                                                                                                                                 |                                                  |                                    |
| 1. Accuser réception dans un délai de cinq jours.                                                                                                                                                                                                             | 1,6                                              | 2,0                                |
| 2. Acheminer une orientation préliminaire, suivant la transmission de l'accusé de réception :                                                                                                                                                                 | 37,9                                             | 40,3                               |
| 2.1 dans un délai moyen de 45 jours pour les demandes ayant un impact modéré sur le territoire ou les activités agricoles et nécessitant une analyse concise                                                                                                  |                                                  |                                    |
| 2.2 dans un délai moyen de 90 jours pour les demandes nécessitant une analyse plus détaillée et plus complexe                                                                                                                                                 | 82,3                                             | 75,7                               |
| 3. Acheminer la décision :                                                                                                                                                                                                                                    |                                                  |                                    |
| 3.1 dans les 30 jours suivant l'expiration du délai (30 jours civils) accordé par la LPTAA pour présenter des observations à la suite de la communication de l'orientation préliminaire                                                                       | 25,3                                             | 27,0                               |
| 3.2 dans les 75 jours suivant la fin de l'audience, si une rencontre publique a eu lieu                                                                                                                                                                       | 71,5                                             | 84,4                               |
| <b>Déclaration</b>                                                                                                                                                                                                                                            |                                                  |                                    |
| Acheminer un avis de conformité ou un avis de non-conformité dans un délai de 90 jours                                                                                                                                                                        | 99,8 %                                           | 99,9 %                             |
| Délai moyen afin d'acheminer un avis (jour ouvrable)                                                                                                                                                                                                          | 58,3                                             | 45,3                               |

25. Une nouvelle DSC a été publiée en avril 2018.

26. Les résultats pour l'année 2017-2018 ont été transposés afin qu'un comparatif équivalent soit obtenu.

### 3.3.1 Accueil et information

La Commission a toujours accordé une grande importance à la qualité de ses services d'accueil et d'information, car il s'agit du premier contact avec la clientèle. Dans sa DSC, elle a pris des engagements pour s'assurer d'offrir des services de qualité à la clientèle. Ces engagements ont trait notamment à l'accessibilité aux services de la Commission par téléphone, par télécopieur, par le Web, par courrier électronique et par la poste ainsi qu'à la mise en place de délais de réponse selon le moyen de communication utilisé.

Le personnel à la réception et préposé à la Direction des affaires corporatives de la Commission a répondu à :

|           | Nombre de demandes | Demandes téléphoniques | Demandes par courrier électronique |
|-----------|--------------------|------------------------|------------------------------------|
| 2017-2018 | 33 767             | 24 919                 | 8 848                              |
| 2018-2019 | 33 009             | 21 731                 | 11 278                             |

Parmi les demandes d'information téléphonique, plus de 57 % provenaient de citoyens, 13 %, d'officiers municipaux, 17 %, de notaires et d'avocats et 13 %, d'autres intervenants, tels que les mandataires, les MRC, les ministères, les organismes, les médias, etc.

Présentement, le système d'information de la Commission mesure le respect d'un seul engagement, soit celui portant sur les rappels téléphoniques, qui se font entièrement à l'intérieur du délai de deux jours ouvrables (100 %). En 2017-2018, ce taux était de 92,4 %, pour un délai d'une journée.

### 3.3.2 Traitement des demandes d'autorisation

Dans sa DSC, la Commission s'est engagée à transmettre une décision claire et motivée et d'informer le demandeur de ses droits de requérir une révision ou de contester une décision. Elle a également pris des engagements qui visent à assurer à sa clientèle le traitement des demandes dans les meilleurs délais possible. Les demandes concernées par la DSC sont celles provenant des citoyens et des entreprises. Les demandes à caractère public présentées par les municipalités, MRC, ministères, organismes publics ou organismes fournissant des services d'utilité publique ainsi que celles traitées en vertu de la LATANR ne sont pas visées par cette déclaration.

Chaque décision est claire et motivée ; elle résume l'objet de la demande, rappelle l'orientation préliminaire et présente les recommandations de la municipalité et de l'UPA. Lorsque des observations supplémentaires ont été prises en compte depuis que l'orientation préliminaire a été rendue, celles-ci sont également indiquées. Enfin, les critères décisionnels considérés de la Loi, le contexte géographique et agricole ainsi que les modalités de planification régionale et locale de la demande sont aussi exposés. La qualité des décisions de la Commission fait en sorte que, pour l'année 2018-2019, seulement 2,4 % d'entre elles ont fait l'objet d'une rectification, soit 53 décisions sur 2 229.

Toute décision est précédée d'une orientation préliminaire résumant la demande et l'étude qui en a été faite pour conclure au résultat préliminaire annoncé, laquelle orientation est accompagnée systématiquement d'une correspondance expliquant la procédure à suivre pour demander une rencontre publique ou pour transmettre des observations supplémentaires, le cas échéant. Une fois la décision rendue, les parties sont informées dans tous les cas qu'elles peuvent en demander la révision ou la rectification, ou qu'elles peuvent la contester devant le TAQ, section du territoire et de l'environnement. Ainsi, la Commission respecte son engagement d'aviser le demandeur de ses droits de requérir une révision ou de contester une décision.

Les engagements liés aux délais de traitement présentés dans la DSC sont calculés en jours ouvrables et excluent ceux qui ne sont pas imputables à la Commission (ex. : délai pour l'obtention d'une pièce manquante). Pour l'exercice 2018-2019, 2 229 décisions ont été rendues. Ces dernières touchaient 1 734 dossiers de demande d'autorisation traités par la Commission, dont 1 364 étaient visés par la DSC.



### 3.3.3 Traitement des déclarations

La LPTAA prévoit que la Commission doit achever la vérification des déclarations dans un délai de trois mois à compter de leur réception jusqu'à l'envoi de l'avis sur la conformité. L'engagement se trouve dans la DSC, mais prévoit un délai de 60 jours ouvrables. Pour l'année 2018-2019, la quasi-totalité des 1 752 déclarations a été traitée dans les délais prescrits par la Loi, ce qui représente une proportion de 99,9 %.

La Commission s'est par ailleurs engagée à aviser le déclarant de ses droits de contester ainsi que des modalités pour ce faire. Lorsqu'elle délivre un avis de non-conformité, elle transmet une correspondance au déclarant à cet égard. Ainsi, la Commission respecte à 100 % son engagement d'aviser le déclarant de ses droits concernant la révision de l'avis de non-conformité.

### 3.3.4 Traitement des dénonciations, enquêtes et inspections

La DSC prévoit que, si une personne dénonce une infraction, la Commission s'engage à préserver la confidentialité de son identité, à moins que celle-ci ne donne la permission de la divulguer, et à lui faire part verbalement du résultat des vérifications. Aucune violation de la confidentialité n'a été soulevée auprès des gestionnaires lors de l'exercice 2018-2019. Lorsqu'il traite une dénonciation, l'enquêteur au dossier communique dans tous les cas avec la personne ayant dénoncé l'infraction pour l'informer des résultats de l'enquête.

Lorsqu'une personne fait l'objet d'une enquête ou d'une inspection, la Commission s'engage à l'aviser rapidement de l'existence et de la nature des vérifications qui la concernent et à l'informer du cheminement de son dossier. Le cas échéant, elle informe cette personne de son droit de faire valoir son point de vue sur les actes reprochés.

### 3.3.5 Plaintes liées à la qualité des services

La Commission porte une grande attention aux plaintes et aux commentaires qui lui sont formulés afin d'améliorer la qualité de ses services. Dans sa DSC, elle invite les citoyens et les entreprises qui sont insatisfaits d'un service à en informer le Bureau de la présidence par la poste, par téléphone ou par courrier électronique. De plus, la Commission dispose d'une politique d'encadrement de la gestion des plaintes. Elle vise à s'assurer que toutes les plaintes sont répertoriées et traitées avec équité, transparence et confidentialité. Cette politique peut être consultée sur le site Web de la Commission, au [www.cptaq.gouv.qc.ca](http://www.cptaq.gouv.qc.ca) (section « La Commission », rubrique « Politique de gestion de plainte »).

En 2018-2019, seulement 17 plaintes ont été reçues. Neuf d'entre elles étaient fondées et concernaient des engagements de la DSC. Un suivi approprié a été effectué pour chacune d'entre elles.



Chapitre 4  
**PLAN D'ACTION  
DE DÉVELOPPEMENT  
DURABLE**



Conformément à l'article 15 de la *Loi sur le développement durable* (RLRQ, chapitre D-8.1.1), la Commission a adopté son Plan d'action de développement durable (PADD) 2015-2020, lequel définit les activités à mettre en œuvre pour contribuer à l'atteinte des objectifs de la Stratégie gouvernementale de développement durable 2015-2020. Bien que la Commission dispose d'une marge de manœuvre restreinte dans l'exercice de sa compétence afin de contribuer à l'atteinte des 27 objectifs inscrits dans la Stratégie gouvernementale de développement durable 2015-2020, elle prévoit réaliser 13 actions afin d'y prendre part.

Les actions qui suivent précisent les objectifs et les résultats recherchés tels qu'ils sont établis dans le cadre de la Stratégie 2015-2020.

## Plan d'action de développement durable 2015-2020

### Objectif gouvernemental

**1.1 Renforcer les pratiques de gestion écoresponsables dans l'administration publique.**

### Objectif organisationnel

**Renforcer les pratiques de gestion écoresponsables au sein de la Commission.**

## Action 1

**Poursuivre la mise en œuvre de mesures renforçant les pratiques de gestion écoresponsables dans les opérations courantes de la Commission.**

| Indicateur 1.1                                          | Nombre de mesures mises en place contribuant à la réduction de la consommation de papier dans les opérations courantes de la Commission.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |
|---------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Cible de l'action et échéance</b>                    | Avoir implanté cinq mesures au 31 mars 2020.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
| <b>Résultats obtenus et cibles</b>                      | <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Mise en œuvre d'un service de partage de fichiers en février 2016.</li> <li>➤ Transmission des dossiers au TAQ de façon électronique depuis juillet 2017.</li> <li>➤ Au cours de l'exercice 2018-2019, la Commission a poursuivi :               <ul style="list-style-type: none"> <li>• la numérisation de ses différents documents ;</li> <li>• l'élimination des dossiers papier.</li> </ul> </li> </ul> Activité en cours de réalisation. |
| <b>Mesures des indicateurs</b>                          | <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ La mise en place d'un service de partage de fichiers destiné à la clientèle externe a été annoncée dans l'intranet le 5 février 2016.</li> <li>➤ La mise en place d'un mode de transmission des dossiers au TAQ a fait l'objet d'un suivi auprès du Comité de direction.</li> </ul>                                                                                                                                                            |
| <b>Liens avec les objectifs et résultats recherchés</b> | Aucun autre objectif associé.<br>Résultat recherché 1.<br>Domaine 1 – Activités courantes de gestion administrative.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
| <b>Manière de contribuer et cibles, si applicable</b>   | Deux mesures sont implantées et deux autres sont amorcées sur les cinq prévues d'ici le 31 mars 2020.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |

| Indicateur 1.2                                          | Pourcentage de diminution de consommation de papier.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
|---------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Cible de l'action et échéance</b>                    | D'ici le 31 mars 2020, diminuer de 5 % la consommation de papier comparativement à la consommation 2016-2017 (voir note 1).                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
| <b>Résultats obtenus et cibles</b>                      | <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Pour l'exercice 2018-2019, la consommation de papier a atteint 774 811 feuilles. En comparaison avec la consommation de 2016-2017 (802 000), la Commission a réduit sa consommation de 3,4 %.</li> </ul> Activité en cours de réalisation.                                                                                                                                               |
| <b>Mesures des indicateurs</b>                          | <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ La consommation de papier est établie sur la base du nombre d'impressions faites à partir des imprimantes individuelles et des imprimantes multifonctions.</li> </ul>                                                                                                                                                                                                                    |
| <b>Liens avec les objectifs et résultats recherchés</b> | Aucun autre objectif associé.<br>Résultat recherché 1.<br>Domaine 1 – Activités courantes de gestion administrative.                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
| <b>Manière de contribuer et cibles, si applicable</b>   | La cible établie pour mesurer l'atteinte de la diminution de 5 % de la consommation de papier d'ici le 31 mars 2020 est de 802 000 impressions.                                                                                                                                                                                                                                                                                   |
| <b>Note 1</b>                                           | Le pourcentage de diminution de la consommation de papier a été établi à partir de la consommation mesurée pour l'année 2016-2017, et non à partir de celle de l'année 2015-2016, comme indiqué au plan d'action.                                                                                                                                                                                                                 |
| Indicateur 1.3                                          | Pratiques écoresponsables en gestion documentaire adoptées pour les dossiers de mission.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
| <b>Cible de l'action et échéance</b>                    | Avoir réalisé un plan de classification et avoir révisé le calendrier de conservation au 31 mars 2017.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
| <b>Résultats obtenus et cibles</b>                      | <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ En collaboration avec le Centre de services partagés du Québec (CSPQ) et des représentants de tous les secteurs de l'organisation, la Commission a procédé à la révision de son plan de classification et de son calendrier de conservation. Le plan et le calendrier ont été approuvés par la BAnQ le 21 juillet 2017 (cible atteinte).</li> </ul> Activité terminée.                   |
| <b>Mesures des indicateurs</b>                          | <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Le plan de classification révisé a été adopté par le Comité de direction (2017-2018).</li> <li>➤ Le calendrier de conservation révisé a été adopté par le Comité de direction (2017-2018).</li> </ul>                                                                                                                                                                                    |
| <b>Liens avec les objectifs et résultats recherchés</b> | Aucun autre objectif associé.<br>Résultats recherchés 1 et 6.<br>Domaine 1 – Activités courantes de gestion administrative.<br>Domaine 4 – Technologies de l'information et des communications.                                                                                                                                                                                                                                   |
| <b>Manière de contribuer et cibles, si applicable</b>   | À terme, la mise en œuvre du plan de classification et du calendrier de conservation révisés permettra à la Commission de limiter l'accroissement de la masse documentaire papier et électronique et, par conséquent, la quantité de matériel et d'énergie nécessaires à la conservation des documents sur support informatique (serveurs informatiques, disques durs, etc.) et sur support papier (classeurs, étagères, papier). |

| Indicateur 1.4                                          | Adoption d'une politique d'acquisitions écoresponsables.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |
|---------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Cible de l'action et échéance</b>                    | Avoir adopté une politique d'acquisitions écoresponsables au 31 mars 2017.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
| <b>Résultats obtenus et cibles</b>                      | <p>➤ Une politique d'acquisitions écoresponsables a été adoptée le 21 mars 2017 (cible atteinte).</p> <p>Activité terminée.</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
| <b>Mesures des indicateurs</b>                          | La Politique d'acquisitions écoresponsables a été adoptée par le Comité de direction et est entrée en vigueur le 21 mars 2017. Une manchette a été publiée dans l'intranet le 24 mars 2017 afin d'annoncer son entrée en vigueur.                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |
| <b>Liens avec les objectifs et résultats recherchés</b> | <p>Aucun autre objectif associé.</p> <p>Résultats recherchés 8 et 9.</p> <p>Domaine 6 – Marchés publics.</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
| <b>Manière de contribuer et cibles, si applicable</b>   | La Politique d'acquisitions écoresponsables vise à favoriser l'acquisition de biens et services respectant les critères de développement durable et à sensibiliser les personnes engagées dans le processus d'approvisionnement à effectuer des acquisitions écoresponsables.                                                                                                                                                                                                                                                            |
| Indicateur 1.5                                          | Augmentation de la proportion des acquisitions écoresponsables.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
| <b>Cible de l'action et échéance</b>                    | D'ici le 31 mars 2020, augmenter de 10 % les acquisitions écoresponsables comparativement à celles réalisées en 2016-2017. Au moment de l'exercice de référence, le ratio était de 53 %. Donc, la cible au 31 mars 2020 est de 58,3 %.                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |
| <b>Résultats obtenus et cibles</b>                      | <p>➤ Lors de l'exercice se terminant le 31 mars 2019, le ratio était de 69 % des acquisitions faites de manière écoresponsable, soit 16 % d'augmentation comparativement au ratio de 2016-2017.</p> <p>Activité en cours de réalisation.</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
| <b>Mesures des indicateurs</b>                          | Le personnel responsable des acquisitions a colligé l'ensemble des données sur les acquisitions écoresponsables et non écoresponsables faites par la Commission à l'aide des critères écoresponsables affichés sur le Portail d'approvisionnement du CSPQ pour les achats faits à partir de SAGIR, des pictogrammes affichés dans les catalogues de produits, de la description des produits ou de l'information disponible sur le site Web des fournisseurs au regard d'une certification reconnue en matière de développement durable. |
| <b>Liens avec les objectifs et résultats recherchés</b> | <p>Aucun autre objectif associé.</p> <p>Résultats recherchés 8 et 9.</p> <p>Domaine 6 – Marchés publics.</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
| <b>Manière de contribuer et cibles, si applicable</b>   | La cible établie pour mesurer l'atteinte de l'augmentation de 10 % des acquisitions écoresponsables d'ici le 31 mars 2020 est de 53 %, soit la proportion des acquisitions faites en 2016-2017 qui répondaient à une certification écoresponsable.                                                                                                                                                                                                                                                                                       |

| <b>Indicateur 1.6 Réalisation d'un document de réflexion sur le télétravail.</b>                                                              |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Cible de l'action et échéance</b>                                                                                                          | Avoir réalisé un document de réflexion sur le télétravail au 31 mars 2018.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
| <b>Résultats obtenus et cibles</b>                                                                                                            | <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ La Commission est en attente des orientations gouvernementales en matière de télétravail.</li> <li>➤ Dans certaines situations et à titre exploratoire, la possibilité d'opter pour le télétravail est offerte à quelques employés de la Commission. Présentement, cette dernière est plutôt en phase exploratoire afin que l'on puisse éventuellement compiler les effets du télétravail sur l'ensemble des opérations.</li> </ul> <p>Cible indéterminée.</p> |
| <b>Mesures des indicateurs</b>                                                                                                                | Depuis février 2018, un projet pilote de télétravail occasionnel est en cours à la Direction des affaires juridiques et des enquêtes. Le bilan du projet pilote sera intégré au document de réflexion sur le télétravail.                                                                                                                                                                                                                                                                               |
| <b>Liens avec les objectifs et résultats recherchés</b>                                                                                       | <p>Aucun autre objectif associé.</p> <p>Résultat recherché 3.</p> <p>Domaine 2 – Transport et déplacements des employés.</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
| <b>Manière de contribuer et cibles, si applicable</b>                                                                                         | Le télétravail favorisera la réduction des déplacements du personnel de la Commission et, par conséquent, des impacts environnementaux découlant de ceux-ci.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
| <b>Indicateur 1.7 Instauration de nouvelles mesures favorisant la réduction des émissions de gaz à effet de serre (GES) de la Commission.</b> |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
| <b>Cible de l'action et échéance</b>                                                                                                          | D'ici le 31 mars 2020, diminuer de 5 % les émissions de GES de la Commission par rapport à l'évaluation en 2009-2010 réalisée par le Bureau de l'efficacité et de l'innovation énergétiques <sup>27</sup> .                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
| <b>Résultats obtenus et cibles</b>                                                                                                            | <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Selon le rapport produit par Transition énergétique Québec, la Commission a produit un total de 27 tonnes de GES pour l'année 2018-2019, soit une diminution de 27 % comparativement au nombre enregistré au cours de l'année de référence 2009-2010.</li> </ul> <p>Cible dépassée au 31 mars 2019.</p>                                                                                                                                                        |
| <b>Mesures des indicateurs</b>                                                                                                                | Le rapport personnalisé de la Commission produit par Transition énergétique Québec présente un sommaire des données de consommation énergétique ainsi que celui des émissions de GES qui en découlent et permet de suivre l'évolution des données depuis 2009-2010.                                                                                                                                                                                                                                     |
| <b>Liens avec les objectifs et résultats recherchés</b>                                                                                       | <p>Aucun autre objectif associé.</p> <p>Résultat recherché 2.</p> <p>Domaine 2 – Transport et déplacements des employés.</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
| <b>Manière de contribuer et cibles, si applicable</b>                                                                                         | Pour l'année 2009-2010, la Commission a émis un total de 37 tonnes de GES (26 tonnes provenant de la flotte de ses véhicules et 11 tonnes ayant pour origine les autres déplacements).                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |

27. Transition énergétique Québec depuis le 1<sup>er</sup> avril 2017.

| Indicateur 1.8                                          | Refonte du site Web afin, notamment, d'améliorer l'offre de services en ligne.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
|---------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Cible de l'action et échéance</b>                    | Avoir procédé à la refonte du site Web au 31 mars 2020.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
| <b>Résultats obtenus et cibles</b>                      | Début des travaux à l'automne 2019                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
| <b>Mesures des indicateurs</b>                          | Un projet de refonte sera défini lors de l'exercice 2019-2020.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
| <b>Liens avec les objectifs et résultats recherchés</b> | Aucun autre objectif associé.<br>Résultat recherché 15.<br>Domaine 4 – Technologies de l'information et des communications.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |
| <b>Manière de contribuer et cibles, si applicable</b>   | Les améliorations qui seront apportées au site Web de la Commission permettront une meilleure accessibilité à plusieurs informations pour les citoyens. Cette mesure permettra notamment de faciliter l'exercice de leurs droits auprès de la Commission.                                                                                                                                                                                                                   |
| Indicateur 1.9                                          | Intégration de considérations écoresponsables lors de l'organisation d'événements par la Commission.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |
| <b>Cible de l'action et échéance</b>                    | À partir du 1 <sup>er</sup> avril 2016, avoir intégré des considérations écoresponsables pour 100 % des événements organisés par la Commission.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
| <b>Résultats obtenus et cibles</b>                      | Un événement a eu lieu le 9 novembre 2018. Celui-ci a intégré différentes considérations écoresponsables (exemples : transport en commun, hôtel certifié écoresponsable, utilisation de vaisselle durable, etc.).<br>Cible atteinte pour 2018-2019.                                                                                                                                                                                                                         |
| <b>Mesures des indicateurs</b>                          | <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Les règles de gestion concernant les événements organisationnels ont été approuvées par le Comité de direction et sont entrées en vigueur le 8 septembre 2016. Une manchette a été publiée dans l'intranet afin d'annoncer l'entrée en vigueur de ces règles de gestion.</li> <li>➤ Une reddition de comptes concernant la tenue d'événements écoresponsables est faite à l'aide de l'outil disponible dans l'intranet.</li> </ul> |
| <b>Liens avec les objectifs et résultats recherchés</b> | Aucun autre objectif associé.<br>Résultat recherché 7.<br>Domaine 5 – Communications et organisation d'événements.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
| <b>Manière de contribuer et cibles, si applicable</b>   | Un aide-mémoire pour l'organisation d'une réunion ou d'une assemblée écoresponsable est disponible dans l'intranet.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
| Indicateur 1.10                                         | Intégration de considérations écoresponsables lors de la production des documents institutionnels structurants.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
| <b>Cible de l'action et échéance</b>                    | À partir du 1 <sup>er</sup> avril 2016, avoir intégré des considérations écoresponsables pour 100 % des documents institutionnels structurants produits par la Commission.                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
| <b>Résultats obtenus et cibles</b>                      | Les contrats de service, tels que celui pour la conception graphique du <i>Rapport annuel de gestion</i> ainsi que pour le <i>Guide de numérisation</i> de la Commission, ont été produits en tenant compte des critères d'édition écoresponsable.<br>Cible atteinte pour 2018-2019.                                                                                                                                                                                        |
| <b>Mesures des indicateurs</b>                          | L'offre de service du fournisseur précise les critères d'édition écoresponsable qui seront utilisés (utilisation d'une fonte économique en encre, optimisation de la mise en page, réduction des marges et des aplats de couleur, etc.).                                                                                                                                                                                                                                    |
| <b>Liens avec les objectifs et résultats recherchés</b> | Aucun autre objectif associé.<br>Résultat recherché 7.<br>Domaine 5 – Communications et organisation d'événements.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
| <b>Manière de contribuer et cibles, si applicable</b>   | Les documents institutionnels structurants de la Commission pour lesquels les critères d'édition écoresponsable sont pris en compte sont ceux publiés dans le site Web de la Commission.                                                                                                                                                                                                                                                                                    |



**Objectif gouvernemental**

1.2 Renforcer la prise en compte des principes de développement durable par les ministères et organismes publics.

**Objectif organisationnel**

Renforcer la prise en compte des principes de développement durable au sein de la Commission.

**Action 2** S'approprier la définition des principes de développement durable et les prendre en compte dans les dossiers et dans la production des documents organisationnels structurants de la Commission.

| <b>Indicateur 2.1 Conception d'un document explicatif sur les principes de développement durable.</b>          |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Cible de l'action et échéance</b>                                                                           | Avoir conçu un document explicatif sur les principes de développement durable au 31 mars 2017.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
| <b>Résultats obtenus et cibles</b>                                                                             | <ul style="list-style-type: none"> <li>Le document explicatif sur les principes de développement durable en lien avec le mandat de la Commission constitue l'annexe II de la Politique sur la prise en compte des principes de développement durable (cible atteinte).</li> </ul> Activité terminée.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |
| <b>Mesures des indicateurs</b>                                                                                 | La Politique sur la prise en compte des principes de développement durable a été adoptée par le Comité de direction et est entrée en vigueur le 24 février 2017.<br>Une manchette a été publiée dans l'intranet afin d'annoncer son entrée en vigueur.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |
| <b>Liens avec les objectifs et résultats recherchés</b>                                                        | Autre objectif associé : 1.4 – Poursuivre le développement des connaissances et des compétences en matière de développement durable dans l'administration publique.<br>Résultats recherchés 10, 11 et 16.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
| <b>Manière de contribuer et cibles, si applicable</b>                                                          | Cet exercice d'interprétation des principes de développement durable en lien avec le mandat de la Commission vise à en faciliter l'appropriation par le personnel et à soutenir l'analyse en appui à la prise de décision.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
| <b>Indicateur 2.2 Adoption d'une politique pour la prise en compte des principes de développement durable.</b> |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |
| <b>Cible de l'action et échéance</b>                                                                           | Avoir adopté une politique pour la prise en compte des principes de développement durable assortie d'une démarche et d'outils au 31 mars 2017.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
| <b>Résultats obtenus et cibles</b>                                                                             | <ul style="list-style-type: none"> <li>La Politique sur la prise en compte des principes de développement durable a été adoptée le 24 février 2017 (cible atteinte).</li> </ul> Action terminée.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
| <b>Mesures des indicateurs</b>                                                                                 | <ul style="list-style-type: none"> <li>La Politique sur la prise en compte des principes de développement durable a été adoptée par le Comité de direction et est entrée en vigueur le 24 février 2017.</li> <li>Une manchette a été publiée dans l'intranet afin d'annoncer son entrée en vigueur.</li> <li>La grille d'analyse des principes de développement durable a été déposée dans la section « Développement durable » de l'intranet.</li> </ul>                                                                                                                                                                                                                              |
| <b>Liens avec les objectifs et résultats recherchés</b>                                                        | Aucun autre objectif associé.<br>Résultats recherchés 10 et 11.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |
| <b>Manière de contribuer et cibles, si applicable</b>                                                          | <ul style="list-style-type: none"> <li>La Politique sur la prise en compte des principes de développement durable a notamment pour objectif de renforcer l'application des principes de développement durable dans le traitement des dossiers et dans l'élaboration des documents structurants de la Commission.</li> <li>Au cours de l'exercice 2017-2018, le <i>Guide d'élaboration d'une demande à portée collective</i> a été ciblé par le Comité de direction comme document structurant devant faire l'objet d'un exercice de prise en compte des principes de développement durable. Cet exercice a été réalisé le 27 février 2018 et a permis de bonifier le guide.</li> </ul> |

**Objectif gouvernemental**

1.4 Poursuivre le développement des connaissances et des compétences en matière de développement durable dans l'administration publique.

**Objectif organisationnel**

Poursuivre le développement des connaissances et des compétences en matière de développement durable au sein de la Commission.

## **Action 3** Poursuivre la sensibilisation du personnel de la Commission au développement durable.

|                                                         |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
|---------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Indicateur 3.1</b>                                   | <b>Tenir une séance de sensibilisation sur le développement durable pour l'ensemble du personnel de la Commission.</b>                                                                                                                                                                                             |
| <b>Cible de l'action et échéance</b>                    | <p>► Avoir tenu une séance de sensibilisation sur le développement durable pour l'ensemble du personnel de la Commission au 31 mars 2016 (cible atteinte).</p> <p>Action terminée.</p>                                                                                                                             |
| <b>Indicateur 3.2</b>                                   | <b>Poursuivre la publication de capsules de sensibilisation.</b>                                                                                                                                                                                                                                                   |
| <b>Cible de l'action et échéance</b>                    | À partir du 1 <sup>er</sup> avril 2016, publier deux capsules annuellement.                                                                                                                                                                                                                                        |
| <b>Résultats obtenus et cibles</b>                      | Trois capsules d'information ont été publiées pour l'exercice 2018-2019.<br>Cible dépassée.                                                                                                                                                                                                                        |
| <b>Mesures des indicateurs</b>                          | Des capsules ont été publiées dans l'intranet les 23 avril, 15 juin et le 31 août 2018.                                                                                                                                                                                                                            |
| <b>Liens avec les objectifs et résultats recherchés</b> | Aucun autre objectif associé.<br>Résultats recherchés 16 et 17.                                                                                                                                                                                                                                                    |
| <b>Manière de contribuer et cibles, si applicable</b>   | Les capsules consistaient en un suivi du Plan d'action de développement durable 2015-2020 au 31 mars 2017 et sur la promotion d'un outil conçu par le MAPAQ permettant à l'utilisateur d'établir son profil de consommateur et d'accéder à quelques conseils personnalisés pour réduire le gaspillage alimentaire. |

**Objectif gouvernemental**

1.5 Renforcer l'accès et la participation à la vie culturelle en tant que levier de développement social, économique et territorial.

Contribuer au Chantier gouvernemental d'intégration de la culture au développement durable.

**Objectif organisationnel**

Contribuer à l'atteinte de la Stratégie 2015-2020 en lien avec l'Agenda 21 de la culture du Québec.

## Action 4

Mettre à jour les documents concernant les activités récréotouristiques en zone agricole.

| Indicateur 4.1                                                                                                                                                                                                             |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Réviser le document intitulé <i>Activités récréotouristiques en zone agricole – Bilan de nos décisions (2000-2008)</i> en prenant en compte les principes de développement durable ainsi que de l'Agenda 21 de la culture. |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |
| Cible de l'action et échéance                                                                                                                                                                                              | Avoir révisé le document intitulé <i>Activités récréotouristiques en zone agricole – Bilan de nos décisions (2000-2008)</i> au 31 mars 2018.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
| Résultats obtenus et cibles                                                                                                                                                                                                | <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Le Règlement sur l'autorisation d'aliénation ou d'utilisation d'un lot sans l'autorisation de la Commission de protection du territoire agricole du Québec est entré en vigueur le 29 janvier 2019. Il permet de positionner l'agrotourisme dans le cadre de l'application de la LPTAA, en tenant compte d'une approche de développement durable ainsi que des orientations de l'Agenda 21 de la culture (cible atteinte au 31 mars 2019).</li> <li>➤ Le règlement va au-delà de la cible prévue, donc la révision du document n'est plus nécessaire.</li> </ul> <p>Action terminée.</p> |
| Mesures des indicateurs                                                                                                                                                                                                    | Sans objet                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |
| Liens avec les objectifs et résultats recherchés                                                                                                                                                                           | <p>Autre objectif associé : 1.2 – Renforcer la prise en compte des principes de développement durable par les ministères et organismes publics.</p> <p>Résultats recherchés : Mieux intégrer la culture à la démarche de développement durable et résultat 11.</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |
| Manière de contribuer et cibles, si applicable                                                                                                                                                                             | Non applicable.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |

**Objectif gouvernemental****2.1 Appuyer le développement des pratiques et des modèles d'affaires verts et responsables.****Objectif organisationnel**

Appuyer le développement des pratiques et des modèles d'affaires verts et responsables pour l'exploitation des sablières, gravières et carrières ainsi que pour la réalisation de remblais.

**Action 5**

Promouvoir l'utilisation du *Guide des bonnes pratiques agronomiques* auprès de la clientèle pour l'exploitation des sablières, gravières, carrières, et pour la réalisation de remblais ainsi que pour leur réaménagement.

| Indicateur 5.1                                          | <b>Proposer des formations aux agronomes, aux étudiants en agronomie et aux personnes concernées par le <i>Guide des bonnes pratiques agronomiques</i>.</b>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
|---------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Cible de l'action et échéance</b>                    | Avoir réalisé deux activités au 31 mars 2018.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
| <b>Résultats obtenus et cibles</b>                      | <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Une rencontre avec l'Ordre des agronomes du Québec (OAQ) a eu lieu à l'automne 2016 afin qu'il soit convenu des rôles et responsabilités de chaque organisation dans le cadre de ce dossier.</li> <li>➤ Deux conférences ont été données aux membres de l'OAQ (50 % de la cible est devancée en 2016-2017).</li> </ul>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
| <b>Mesures des indicateurs</b>                          | <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ La conférence intitulée <i>Les attentes de la CPTAQ à l'égard de l'exploitation des sablières, gravières, carrières et remblais</i>, au cours de laquelle les exigences de la Commission formulées dans le <i>Guide des bonnes pratiques agronomiques</i> ont été rappelées, a été donnée le 15 mars 2017 à Saint-Hyacinthe et le 22 mars 2017 à Lévis. Environ 70 membres de l'OAQ ont été formés.</li> <li>➤ Autoformation pratiquée lors de l'exercice 2018-2019.</li> <li>➤ Le <i>Guide des bonnes pratiques agronomiques</i> a été diffusé dans le bulletin électronique mensuel de l'Ordre des technologues professionnels du Québec (juin 2018), dans la section Flash techno : <a href="http://www.otpq.qc.ca/publications/articles_juin_2018/sabliere.html">www.otpq.qc.ca/publications/articles_juin_2018/sabliere.html</a> (cible atteinte).</li> </ul> <p>Action terminée.</p> |
| <b>Liens avec les objectifs et résultats recherchés</b> | <p>Autres objectifs associés : 1.4 – Poursuivre le développement des connaissances et des compétences en matière de développement durable dans l'administration publique.</p> <p>3.1 – Gérer les ressources naturelles de façon efficiente et concertée afin de soutenir la vitalité économique et de maintenir la biodiversité.</p> <p>Résultats recherchés 17 et 33.</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
| <b>Manière de contribuer et cibles, si applicable</b>   | <p>La tenue de l'activité de formation a permis de sensibiliser et de fournir un outil aux membres de l'OAQ sur les attentes de la Commission au regard des conditions inscrites à ses décisions pour réduire les impacts découlant de l'exploitation des sablières, gravières et carrières ainsi que de la réalisation de remblais en zone agricole. Il concerne notamment la perte de sol arable et de superficies aptes à favoriser les activités agricoles après leur réaménagement ainsi que la protection de la nappe phréatique.</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |

**Objectif gouvernemental**

2.1 Appuyer le développement des pratiques et des modèles d'affaires verts et responsables.

**Objectif organisationnel**

Appuyer le développement des pratiques et des modèles d'affaires verts et responsables pour l'exploitation des sablières, gravières et carrières ainsi que pour la réalisation de remblais.

**Action 6** Vérifier la mise en application des conditions d'exploitation et de réaménagement établies dans les demandes autorisées pour l'exploitation des sablières, gravières et carrières ainsi que pour la réalisation de remblais.

| Indicateur 6.1                                   | À partir du nombre initial d'infractions comptabilisées pour 2017-2018, établir le nombre d'infractions concernant les sites ayant reçu une autorisation.                                                                                                                                                                                   |
|--------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Cible de l'action et échéance                    | Diminuer le nombre annuel d'infractions selon le pourcentage établi en 2018-2019.                                                                                                                                                                                                                                                           |
| Résultats obtenus et cibles                      | <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ La cible a été reportée puisque l'opération pour l'année 2016 n'a pas eu lieu. Le Comité se penchera prochainement sur les infractions pour établir une cible.</li> <li>➤ Considérant un changement dans les processus de travail, la cible sera reportée en 2019-2020.</li> </ul> Cible reportée. |
| Mesures des indicateurs                          | Les travaux sont amorcés et permettront la compilation des sites conformes et non conformes en 2019-2020.                                                                                                                                                                                                                                   |
| Liens avec les objectifs et résultats recherchés | Aucun autre objectif associé.<br>Résultat recherché 21.                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
| Manière de contribuer et cibles, si applicable   | Non applicable.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |

**Objectif gouvernemental**

2.5 Aider les consommateurs à faire des choix responsables.

**Objectif organisationnel**

Sensibiliser les consommateurs aux enjeux de la protection du territoire agricole.

**Action 7** Sensibiliser les consommateurs aux objectifs de la *Loi sur la protection du territoire et des activités agricoles*.

| Indicateur 7.1                                        | Promouvoir la mission de la Commission lors d'événements publics ou par des publications.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
|-------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Cible de l'action et échéance                         | <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Sensibiliser les consommateurs aux objectifs de la <i>Loi sur la protection du territoire et des activités agricoles</i>.</li> </ul> Action retirée.                                                                                                                                                                                                                                                           |
| Action retirée                                        | Étant donné que l'objectif visant à aider les consommateurs à faire des choix écoresponsables peut difficilement être établi avec la finalité de la mission de la Commission, l'action a été retirée.                                                                                                                                                                                                                                                   |
| Recommandation ou commentaire du Vérificateur général | <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Pour faire suite à la recommandation du commissaire au développement durable, la Commission a retiré cette action. Ainsi, après discussion avec le BCDD, il a été entendu qu'il serait préférable de ne pas amender le PADD étant donné qu'il en est à sa dernière année. Néanmoins, il est aussi convenu de n'en faire mention que lors de la reddition de comptes du PADD dans le rapport annuel.</li> </ul> |

**Objectif gouvernemental****3.1 Gérer les ressources naturelles de façon efficiente et concertée afin de soutenir la vitalité économique et de maintenir la biodiversité.****Objectif organisationnel**

Mettre en place des mesures permettant à la Commission de contribuer à améliorer la gestion des ressources naturelles de façon efficiente et concertée afin de soutenir la vitalité économique et de maintenir la biodiversité.

**Action 8**

Réaliser une réflexion d'ensemble sur le processus de demandes à portée collective afin de mieux outiller les MRC dans cette démarche et d'analyser plus efficacement ces demandes.

|                                                         |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
|---------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Indicateur 8.1</b>                                   | <b>Clarifier le processus de cheminement d'une demande à portée collective.</b>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
| <b>Cible de l'action et échéance</b>                    | Avoir clarifié le processus de cheminement d'une demande à portée collective au 31 mars 2016 (cible atteinte).<br>Action terminée.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
| <b>Indicateur 8.2</b>                                   | <b>Produire un nouveau guide pour appuyer la réflexion et la démarche des MRC dans le dépôt de leur demande à portée collective.</b>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
| <b>Cible de l'action et échéance</b>                    | Avoir produit un nouveau guide au 31 mars 2018.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
| <b>Résultats obtenus et cibles</b>                      | <p>➤ Le <i>Guide d'élaboration d'une demande à portée collective</i> a été ciblé comme document structurant par le Comité de direction. Il a fait l'objet d'un exercice de prise en compte des principes de développement durable le 27 février 2018. Il a été bonifié et approuvé par l'Assemblée des membres et par le Comité de direction (cible atteinte).</p> <p>Activité terminée.</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
| <b>Mesures des indicateurs</b>                          | Le <i>Guide d'élaboration d'une demande à portée collective</i> a été approuvé par l'Assemblée des membres le 23 mars 2018 et par le Comité de direction le 27 mars 2018.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |
| <b>Liens avec les objectifs et résultats recherchés</b> | Autres objectifs associés : 1.3 – Favoriser l'adoption d'approches de participation publique lors de l'établissement et de la mise en œuvre des politiques et des mesures gouvernementales.<br>6.1 – Favoriser la mise en œuvre de bonnes pratiques d'aménagement du territoire. Résultats recherchés 15, 34 et 48.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
| <b>Manière de contribuer et cibles, si applicable</b>   | Ce guide est un outil à l'attention des instances municipales qui appuie le processus d'élaboration d'une demande à portée collective. Il a pour objectifs de fournir aux municipalités un cadre de réflexion, de préciser la démarche pour le dépôt d'une demande à portée collective et de répondre à plusieurs questions souvent soulevées lors de l'application des décisions une fois qu'elles sont entrées en vigueur. Le guide s'inscrit également dans une démarche plus globale de développement durable visant à améliorer la gestion des ressources naturelles de façon efficiente et concertée afin de soutenir la vitalité économique et de maintenir la biodiversité. Par ailleurs, le dépôt d'une demande claire et complète facilitera la concertation entre les parties intéressées (MRC, municipalités locales et UPA) lors des discussions visant à obtenir un consensus à l'égard des cas et des conditions pour l'implantation de nouvelles utilisations à des fins résidentielles en zone agricole, dans une perspective de développement durable des activités agricoles. |

| <b>Indicateur 8.3 Diffuser ce guide auprès des MRC.</b>                                                                                                                                                |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Cible de l'action et échéance</b>                                                                                                                                                                   | Avoir diffusé ce guide auprès de toutes les MRC au 31 mars 2019.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
| <b>Résultats obtenus et cibles</b>                                                                                                                                                                     | <p>► Le guide a été publié le 4 juin 2018, simultanément à la levée du moratoire (cible atteinte). Action terminée.</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
| <b>Mesures des indicateurs</b>                                                                                                                                                                         | Cette action est réalisée.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |
| <b>Liens avec les objectifs et résultats recherchés</b>                                                                                                                                                | Autres objectifs associés : 1.3 – Favoriser l'adoption d'approches de participation publique lors de l'établissement et de la mise en œuvre des politiques et des mesures gouvernementales.<br>6.1 – Favoriser la mise en œuvre de bonnes pratiques d'aménagement du territoire. Résultats recherchés 15 et 48.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
| <b>Manière de contribuer et cibles, si applicable</b>                                                                                                                                                  | Préalablement à sa diffusion sur le site Web de la Commission, le <i>Guide d'élaboration d'une demande à portée collective</i> a été présenté à la Fédération québécoise des municipalités, à l'Union des municipalités du Québec, à l'Union des producteurs agricoles ainsi qu'à l'Association des aménagistes régionaux du Québec.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
| <b>Indicateur 8.4 Élaborer et adopter une grille d'analyse assurant une cohérence entre le nouveau guide et les décisions rendues pour les demandes à portée collective à des fins résidentielles.</b> |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
| <b>Cible de l'action et échéance</b>                                                                                                                                                                   | Avoir élaboré et adopté une grille d'analyse au 31 mars 2020.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |
| <b>Résultats obtenus et cibles</b>                                                                                                                                                                     | <p>► Un nouveau guide a été produit pour assurer une cohérence entre le nouveau guide et les décisions. Il a été décidé de mettre en place un groupe-commissaires sur l'article 59 et pour toute nouvelle demande :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Désigner un banc composé d'au moins un commissaire de ce groupe ;</li> <li>• Effectuer une présentation de l'analyse de la demande au groupe afin de dégager une vision commune ;</li> <li>• Rendre compte au groupe de l'évolution du dossier (par le commissaire désigné sur le banc de la demande) ;</li> <li>• Élaborer des gabarits pour les décisions découlant d'une première demande et pour les décisions « synthèse ».</li> </ul> |
| <b>Mesures des indicateurs</b>                                                                                                                                                                         | Il faut rappeler que la Commission a suspendu les demandes de portée collective qui prévalaient depuis le 21 octobre 2016 jusqu'en mars 2018. Depuis la levée de la suspension, aucune décision n'a été rendue.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
| <b>Liens avec les objectifs et résultats recherchés</b>                                                                                                                                                | Autre objectif associé : 1.3 – Favoriser l'adoption d'approches de participation publique lors de l'établissement et de la mise en œuvre des politiques et des mesures gouvernementales. Résultats recherchés 15 et 34.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
| <b>Manière de contribuer et cibles, si applicable</b>                                                                                                                                                  | Non applicable.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |



**Objectif gouvernemental****3.1 Gérer les ressources naturelles de façon efficiente et concertée afin de soutenir la vitalité économique et de maintenir la biodiversité.****Objectif organisationnel**

Mettre en place des mesures permettant à la Commission de contribuer à améliorer la gestion des ressources naturelles de façon efficiente et concertée afin de soutenir la vitalité économique et de maintenir la biodiversité.

**Action 9**

Informar le MELCC des décisions de la Commission autorisant l'implantation d'un usage autre qu'agricole sur une superficie pouvant abriter un milieu humide.

| Indicateur 9.1                                   | Élaborer les critères d'identification des dossiers à transmettre au MELCC.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
|--------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Cible de l'action et échéance                    | Avoir établi les critères de sélection au 31 mars 2019.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
| Résultats obtenus et cibles                      | <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Un comité de travail interministériel sur les milieux humides a été mis en place pour répondre à ce besoin. Il est formé des professionnels du MELCC et de la CPTAQ.</li> <li>➤ En plus des futures rencontres prévues au plan de travail pour le comité, les dossiers problématiques à venir pourront être signalés au MELCC.</li> <li>➤ Également, toute décision de la Commission autorisant l'implantation d'un usage autre qu'agricole sur une superficie pouvant abriter un milieu humide pourrait être transmise au MELCC par ce comité (cible atteinte).</li> </ul> Action terminée. |
| Mesures des indicateurs                          | Les critères d'identification ont été définis par le comité interministériel.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
| Liens avec les objectifs et résultats recherchés | Aucun autre objectif associé.<br>Résultat recherché 34.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
| Manière de contribuer et cibles, si applicable   | Non applicable.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
| Indicateur 9.2                                   | Modifier en conséquence le processus d'acheminement des décisions.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
| Cible de l'action et échéance                    | Avoir modifié le processus au 31 mars 2020.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
| Résultats obtenus et cibles                      | <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ La détermination des critères d'identification des dossiers à transmettre au MELCC est préalable à la modification du processus d'acheminement des décisions.</li> <li>➤ Une rencontre entre le MELCC et la CPTAQ a permis d'établir certains critères nécessaires à l'identification.</li> </ul> Action en cours de réalisation (terminée à 75 %).                                                                                                                                                                                                                                          |
| Mesures des indicateurs                          | L'analyse du processus se poursuivra lors du prochain exercice.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
| Liens avec les objectifs et résultats recherchés | Aucun autre objectif associé.<br>Résultat recherché 34.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
| Manière de contribuer et cibles, si applicable   | Non applicable.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |

**Objectif gouvernemental**

3.2 Conserver et mettre en valeur la biodiversité, les écosystèmes et les services écologiques en améliorant les interventions et les pratiques de la société.

**Objectif organisationnel**

Contribuer à la conservation et à la mise en valeur de la biodiversité dans les sites à réaménager.

**Action 10** À partir d'une réflexion plus globale, identifier, le cas échéant, les éléments caractérisant les situations où d'autres issues que les réaménagements habituellement prescrits sont possibles.

| <b>Indicateur 10.1</b>                                  |  | <b>Produire un document de réflexion sur les issues possibles des sites perturbés en zone agricole.</b>                                                                        |
|---------------------------------------------------------|--|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Cible de l'action et échéance</b>                    |  | Avoir produit un document de réflexion au 31 mars 2020.                                                                                                                        |
| <b>Résultats obtenus et cibles</b>                      |  | À venir.                                                                                                                                                                       |
| <b>Mesures des indicateurs</b>                          |  | Cette action sera réalisée ultérieurement.                                                                                                                                     |
| <b>Liens avec les objectifs et résultats recherchés</b> |  | Autre objectif associé : 1.2 – Renforcer la prise en compte des principes de développement durable par les ministères et organismes publics.<br>Résultats recherchés 11 et 37. |
| <b>Manière de contribuer et cibles, si applicable</b>   |  | Non applicable.                                                                                                                                                                |
| <b>Indicateur 10.2</b>                                  |  | <b>Élaborer une grille d'analyse dont les critères permettent d'identifier les sites pouvant potentiellement favoriser la biodiversité.</b>                                    |
| <b>Cible de l'action et échéance</b>                    |  | Avoir produit une grille au 31 mars 2020.                                                                                                                                      |
| <b>Résultats obtenus et cibles</b>                      |  | À venir.                                                                                                                                                                       |
| <b>Mesures des indicateurs</b>                          |  | Cette action sera réalisée ultérieurement.                                                                                                                                     |
| <b>Liens avec les objectifs et résultats recherchés</b> |  | Autre objectif associé : 1.2 – Renforcer la prise en compte des principes de développement durable par les ministères et organismes publics.<br>Résultats recherchés 11 et 37. |
| <b>Manière de contribuer et cibles, si applicable</b>   |  | Non applicable.                                                                                                                                                                |

**Objectif gouvernemental****3.2 Conserver et mettre en valeur la biodiversité, les écosystèmes et les services écologiques en améliorant les interventions et les pratiques de la société.****Objectif organisationnel**

Contribuer à la conservation et à la mise en valeur de la biodiversité dans les sites à réaménager.

## **Action 11** Prendre en compte l'approche de développement durable dans l'analyse des critères décisionnels de la LPTAA pour les demandes de morcellement de terres agricoles.

| Indicateur 11.1                                         | Produire une étude sur le morcellement des terres agricoles.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
|---------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Cible de l'action et échéance</b>                    | Avoir réalisé une étude sur le morcellement de fermes agricoles au 31 mars 2017.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
| <b>Résultats obtenus et cibles</b>                      | <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Basée sur des données factuelles, une étude sur le morcellement de fermes agricoles a été produite. Les travaux ont porté essentiellement sur le portrait de la zone agricole et des lots qui la composent, sur l'encadrement législatif au Québec et dans d'autres juridictions, sur l'historique de l'appréciation du morcellement de fermes par la Commission, sur les motifs invoqués pour morceler, sur le démarrage d'entreprises agricoles, sur le contexte dans lequel elles évoluent, sur le problème de la relève associé à leur transfert, sur les effets du morcellement et sur les solutions de rechange pour l'éviter.</li> <li>➤ L'étude a été déposée à la présidente le 10 mars 2017 et est disponible sur le site Web de la Commission (cible atteinte).</li> </ul> <p>Activité terminée.</p> |
| <b>Mesures des indicateurs</b>                          | La transmission de l'étude à la présidente s'est faite par courriel le 10 mars 2017.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
| <b>Liens avec les objectifs et résultats recherchés</b> | Autre objectif associé : 1.2 – Renforcer la prise en compte des principes de développement durable par les ministères et organismes publics.<br>Résultats recherchés 11 et 37.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
| <b>Manière de contribuer et cibles, si applicable</b>   | L'objectif de cette étude sur le morcellement de fermes agricoles est de synthétiser l'information à jour concernant la problématique et les enjeux associés au morcellement de fermes agricoles afin de nourrir la réflexion de la Commission sur le sujet, de favoriser l'émergence d'une vision à cet égard et de prendre en compte l'approche de développement durable dans l'analyse des critères décisionnels découlant de la LPTAA pour le traitement des demandes de morcellement de fermes agricoles.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
| Indicateur 11.2                                         | Déterminer les éléments à intégrer dans les grilles d'analyse et expérimenter leur utilisation lors de l'appréciation des demandes de morcellement de fermes agricoles.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
| <b>Cible de l'action et échéance</b>                    | Avoir expérimenté l'utilisation des grilles d'analyse modifiées dans deux dossiers au 31 mars 2018.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
| <b>Résultats obtenus et cibles</b>                      | <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ L'étude sur le morcellement a permis de déterminer les éléments à intégrer dans les grilles d'analyse et de tester leur utilisation lors de l'appréciation des demandes de morcellement de fermes agricoles.</li> <li>➤ Une grille d'analyse a été soumise au Comité de développement durable le 25 janvier 2018. Elle a été expérimentée dans deux dossiers et un bilan a été déposé par la suite (cible atteinte).</li> </ul> <p>Activité terminée.</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
| <b>Mesures des indicateurs</b>                          | Un bilan de l'application de la grille d'analyse sera soumis à l'Assemblée des membres au cours du prochain exercice avec une proposition visant l'utilisation de cette grille.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |

**Indicateur 12.2 (suite)**

|                                                         |                                                                                                                                                                                                                                          |
|---------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Liens avec les objectifs et résultats recherchés</b> | Autre objectif associé : 1.2 – Renforcer la prise en compte des principes de développement durable par les ministères et organismes publics.<br>Résultats recherchés 11 et 37.                                                           |
| <b>Manière de contribuer et cibles, si applicable</b>   | La grille d'aide à l'analyse servira à guider l'analyste pour évaluer les impacts d'une demande de morcellement par rapport aux critères de la LPTAA. Les éléments d'analyse proposés intègrent neuf principes de développement durable. |

**Objectif gouvernemental****6.1 Favoriser la mise en œuvre de bonnes pratiques d'aménagement du territoire.****Objectif organisationnel**

Contribuer à la mise en œuvre de bonnes pratiques d'aménagement du territoire.

## Action 12 Bonifier les grilles d'analyse utilisées pour traiter les demandes à portée collective et les demandes d'exclusion à des fins résidentielles à la lumière du bilan de l'application des décisions prises en vertu de l'article 59 de la LPTAA.

| <b>Indicateur 12.1 Réaliser un bilan de l'application des décisions prises en vertu de l'article 59 de la LPTAA.</b>                                                                               |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Cible de l'action et échéance</b>                                                                                                                                                               | Avoir produit un bilan de l'application des décisions prises en vertu de l'article 59 de la LPTAA au 31 mars 2018.                                                                                                                                                                                                                                                               |
| <b>Résultats obtenus et cibles</b>                                                                                                                                                                 | <ul style="list-style-type: none"> <li>Le bilan des décisions sur des demandes à portée collective ciblant notamment les ajustements à faire dans l'optique du maintien de bonnes pratiques d'aménagement du territoire a été réalisé et déposé sur le site Web de la Commission (cible atteinte).</li> </ul> Activité terminée.                                                 |
| <b>Mesures des indicateurs</b>                                                                                                                                                                     | Le bilan a été diffusé sur le site Web le 31 mars 2018.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
| <b>Liens avec les objectifs et résultats recherchés</b>                                                                                                                                            | Aucun autre objectif associé.<br>Résultat recherché 48.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
| <b>Manière de contribuer et cibles, si applicable</b>                                                                                                                                              | Selon le bilan réalisé, seulement 6,7 % des résidences qui pourraient être construites selon les 87 décisions rendues en vertu de l'article 59 de la LPTAA l'ont été. Le bilan présente un certain nombre de pistes d'amélioration visant le processus, le contenu et le suivi des décisions afin de favoriser la mise en œuvre de bonnes pratiques d'aménagement du territoire. |
| <b>Indicateur 12.2 Réaliser une réflexion sur l'interrelation entre les demandes à portée collective et les demandes d'exclusion pour modifier les grilles d'analyse associées, s'il y a lieu.</b> |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
| <b>Cible de l'action et échéance</b>                                                                                                                                                               | Avoir produit un document de réflexion sur l'interrelation des demandes à portée collective et des demandes d'exclusion au 31 mars 2019.                                                                                                                                                                                                                                         |
| <b>Résultats obtenus et cibles</b>                                                                                                                                                                 | <ul style="list-style-type: none"> <li>Un document a été réalisé sur la finalité propre à l'article 59 et des interrelations entre les demandes d'exclusion et les demandes à portée collective en mars 2019. Le document est accessible sur le site Web de la Commission (cible atteinte).</li> </ul> Action terminée.                                                          |
| <b>Mesures des indicateurs</b>                                                                                                                                                                     | Document réalisé.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |

**Indicateur 12.2 (suite)**

|                                                         |                                                         |
|---------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------|
| <b>Liens avec les objectifs et résultats recherchés</b> | Aucun autre objectif associé.<br>Résultat recherché 48. |
| <b>Manière de contribuer et cibles, si applicable</b>   | Non applicable.                                         |

**Objectif gouvernemental****6.2 Renforcer les capacités des collectivités dans le but de soutenir le dynamisme économique et social des territoires.****Objectif organisationnel**

Contribuer à renforcer les capacités des collectivités dans le but de soutenir le dynamisme économique et social des territoires.

**Action 13<sup>28</sup>**

Dans le cadre d'un projet pilote, travailler en collaboration avec une MRC dans le processus d'élaboration d'une demande à portée collective et prenant en compte les éléments issus de leur PDZA.

|                                                         |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
|---------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Indicateur 13.1</b>                                  | <b>Rendre une décision prévoyant une date d'échéance afin d'en permettre l'évaluation à terme.</b>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |
| <b>Cible de l'action et échéance</b>                    | Avoir transmis une décision prévoyant une date d'échéance afin d'en permettre l'évaluation à terme d'ici le 31 mars 2017.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
| <b>Résultats obtenus et cibles</b>                      | <p>► La Commission a rendu une décision prévoyant une date d'échéance afin d'en permettre l'évaluation à terme. Ce projet pilote repose sur le fait que la demande est intimement liée au PDZA adopté par la MRC L'Érable et que la décision constitue un élément clé de l'atteinte des objectifs fixés par la MRC. De plus, il vise à étudier et à orienter le démarrage de nouveaux projets agricoles ou forestiers vers des sites optimaux.</p> <p>Ce projet s'inscrit dans une démarche visant à améliorer la gestion des ressources naturelles de façon efficiente et concertée afin de soutenir la vitalité économique et de maintenir la biodiversité. Dans cette décision, les autorisations dans les secteurs ont été accordées pour une période de cinq ans à compter de la date de l'entrée en vigueur des modifications au schéma d'aménagement et de développement révisé de la MRC L'Érable qui assurera sa conformité avec les modalités et conditions de cette décision. Cela permettra, à terme, d'évaluer les effets sur l'occupation du territoire (cible atteinte).<br/>Activité terminée.</p> |
| <b>Mesures des indicateurs</b>                          | Décision rendue le 6 février 2017 (dossier 373898).                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |
| <b>Liens avec les objectifs et résultats recherchés</b> | Autre objectif associé : 3.1 – Gérer les ressources naturelles de façon efficiente et concertée afin de soutenir la vitalité économique et de maintenir la biodiversité.<br>Résultats recherchés 33, 34 et 49.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
| <b>Manière de contribuer et cibles, si applicable</b>   | À terme, ce projet pilote servira à évaluer si la prise en compte du PDZA par les instances régionales pour associer la fonction résidentielle en zone agricole à un projet d'agriculture a un effet global sur le plan socioéconomique en ce qui a trait à la revitalisation du territoire, à l'accueil de nouveaux résidents et à l'émergence d'initiatives associées aux activités agricoles (transformation, main-d'œuvre, etc.).                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |

28. Nouveau libellé pour cette action.



Chapitre 5  
**EXIGENCES LÉGISLATIVES  
ET GOUVERNEMENTALES**

## 5.1 ACCÈS À L'ÉGALITÉ EN EMPLOI

### a) Données globales

Effectif régulier au 31 mars 2019 : **80**

### Nombre total des personnes embauchées<sup>29</sup> selon le statut d'emploi, au cours de la période 2018-2019

|                          | Régulier <sup>30</sup> | Occasionnel | Étudiant <sup>31</sup> | Stagiaire <sup>32</sup> |
|--------------------------|------------------------|-------------|------------------------|-------------------------|
| Nombre total d'embauches | 8                      | 8           | 8                      | –                       |

### b) Membres des groupes cibles

### Taux d'embauche des membres des groupes cibles en 2018-2019

| EMBAUCHE DES MEMBRES DES GROUPES CIBLES EN 2018-2019 <sup>33</sup> |                                                |                                                                 |                                |                                |                                            |                                                                   |                                                                                |
|--------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------|--------------------------------|--------------------------------|--------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------|
| Statut d'emploi                                                    | Nombre total de personnes embauchées 2018-2019 | Nombre de membres des minorités visibles et ethniques embauchés | Nombre d'anglophones embauchés | Nombre d'Autochtones embauchés | Nombre de personnes handicapées embauchées | Nombre de personnes embauchées membres d'au moins un groupe cible | Taux d'embauche des membres d'au moins un groupe cible par statut d'emploi (%) |
| Régulier <sup>34</sup>                                             | 8                                              | –                                                               | –                              | –                              | –                                          | 0                                                                 | 0                                                                              |
| Occasionnel <sup>35</sup>                                          | 8                                              | 2                                                               | –                              | –                              | –                                          | 2                                                                 | 25                                                                             |
| Étudiant                                                           | 8                                              | –                                                               | –                              | –                              | –                                          | 0                                                                 | 0                                                                              |
| Stagiaire                                                          | –                                              | –                                                               | –                              | –                              | –                                          | –                                                                 | –                                                                              |

L'objectif d'embauche est d'atteindre un taux d'embauche annuel de 25 % des nouveaux employés réguliers, occasionnels, étudiants et stagiaires issus des communautés culturelles, anglophones, autochtones et des personnes handicapées afin de hausser la représentation de ces groupes dans la fonction publique.

29. Si, dans l'année financière, une personne a été embauchée selon deux statuts d'emploi différents, elle doit être inscrite dans les deux statuts.

30. Y compris les membres assujettis à la LFP.

31. Comprenant uniquement les étudiants recrutés pour la première fois.

32. Comprenant uniquement les stagiaires recrutés pour la première fois.

33. Le total pour les employés réguliers inclut un membre assujetti à la LFP.

34. Les données sur l'embauche du personnel régulier incluent uniquement les données sur le recrutement.

35. Un seul mouvement par personne est retenu.



## Évolution du taux d'embauche global des membres des groupes cibles par statut d'emploi

| Statut d'emploi | 2018-2019 | 2017-2018 | 2016-2017 |
|-----------------|-----------|-----------|-----------|
| Régulier (%)    | –         | 17        | –         |
| Occasionnel (%) | 25        | –         | 18        |
| Étudiant (%)    | –         | –         | –         |
| Stagiaire (%)   | –         | –         | –         |

## Évolution de la présence des membres des groupes cibles (excluant les membres des MVE) au sein de l'effectif régulier<sup>36</sup>

| Groupe cible          | N <sup>bre</sup> au 31 mars 2019 | Taux de présence dans l'effectif régulier au 31 mars 2019 (%) | N <sup>bre</sup> au 31 mars 2018 | Taux de présence dans l'effectif régulier au 31 mars 2018 (%) | N <sup>bre</sup> au 31 mars 2017 | Taux de présence dans l'effectif régulier au 31 mars 2017 (%) |
|-----------------------|----------------------------------|---------------------------------------------------------------|----------------------------------|---------------------------------------------------------------|----------------------------------|---------------------------------------------------------------|
| Anglophones           | –                                | –                                                             | –                                | –                                                             | –                                | –                                                             |
| Autochtones           | –                                | –                                                             | –                                | –                                                             | 1                                | 1                                                             |
| Personnes handicapées | 3                                | 4                                                             | 2                                | 3                                                             | 3                                | 4                                                             |

## Évolution de la présence des membres des minorités visibles et ethniques (MVE) au sein de l'effectif régulier et occasionnel<sup>37</sup>

| Groupe cible par regroupement de régions | N <sup>bre</sup> au 31 mars 2019 | Taux de présence dans l'effectif régulier et occasionnel au 31 mars 2019 (%) | N <sup>bre</sup> au 31 mars 2018 | Taux de présence dans l'effectif régulier et occasionnel au 31 mars 2018 (%) | N <sup>bre</sup> au 31 mars 2017                   | Taux de présence dans l'effectif régulier et occasionnel au 31 mars 2017 (%) |
|------------------------------------------|----------------------------------|------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------|------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------|
| MVE Outaouais/Montérégie                 | 37                               | 11                                                                           | 37                               | 14                                                                           | Données non disponibles pour l'année de transition | Données non disponibles pour l'année de transition                           |
| MVE Capitale-Nationale                   | 41                               | 7                                                                            | 39                               | 0                                                                            |                                                    |                                                                              |

Le calcul exclut, au 31 mars 2019, les deux personnes titulaires d'un emploi supérieur. Le pourcentage se calcule donc sur un total de 78 personnes (soit 37 en Montérégie et 41 dans la Capitale-Nationale). Quatre personnes sont membres de la MVE en Montérégie alors qu'il y en a trois dans la Capitale-Nationale.

Pour les membres des minorités visibles et ethniques, atteindre, dans l'effectif régulier et occasionnel, les cibles régionales suivantes :

Outaouais/Montérégie : 17 %

Capitale-Nationale : 12 %

36. Le total pour les employés réguliers inclut les membres assujettis à la LFP.

37. Le total pour les employés réguliers exclut les membres assujettis à la LFP.

### Présence des membres des minorités visibles et ethniques au sein de l'effectif régulier – résultat pour le personnel d'encadrement au 31 mars 2019

| Groupe cible                    | Personnel d'encadrement (nombre) | Personnel d'encadrement (%) |
|---------------------------------|----------------------------------|-----------------------------|
| Minorités visibles et ethniques | –                                | –                           |

#### c) Femmes

##### Taux d'embauche des femmes en 2018-2019 par statut d'emploi<sup>38</sup>

|                                      | Régulier | Occasionnel | Étudiant | Stagiaire | Total |
|--------------------------------------|----------|-------------|----------|-----------|-------|
| Nombre total de personnes embauchées | 8        | 8           | 8        | –         | 24    |
| Nombre de femmes embauchées          | 5        | 6           | 4        | –         | 15    |
| Taux d'embauche des femmes (%)       | 63       | 75          | 50       | –         | 63    |

##### Taux de représentativité des femmes dans l'effectif régulier au 31 mars 2019

|                                         | Personnel d'encadrement <sup>39</sup> | Personnel professionnel | Personnel technicien | Personnel de bureau | Personnel des agents de la paix | Personnel ouvrier | Total |
|-----------------------------------------|---------------------------------------|-------------------------|----------------------|---------------------|---------------------------------|-------------------|-------|
| Effectif total (hommes et femmes)       | 6                                     | 29                      | 25                   | 20                  | –                               | –                 | 80    |
| Femmes                                  | 2                                     | 15                      | 16                   | 20                  | –                               | –                 | 53    |
| Taux de représentativité des femmes (%) | 33                                    | 52                      | 64                   | 100                 | –                               | –                 | 66    |

#### d) Mesures ou actions favorisant l'embauche, l'intégration et le maintien en emploi

Programme de développement de l'employabilité à l'intention des personnes handicapées (PDEIPH)

|                                                                                            | Automne de 2016<br>(cohorte 2017) | Automne de 2017<br>(cohorte 2018) | Automne de 2018<br>(cohorte 2019) |
|--------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------|-----------------------------------|-----------------------------------|
| Nombre de dossiers soumis au Centre de services partagés du Québec dans le cadre du PDEIPH | 0                                 | 0                                 | 0                                 |
|                                                                                            | 2016-2017                         | 2017-2018                         | 2018-2019                         |
| Nombre de nouveaux participants au PDEIPH accueillis du 1 <sup>er</sup> avril au 31 mars   | 0                                 | 0                                 | 0                                 |

##### Autres mesures ou actions en 2018-2019

| Mesures ou actions                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           | Groupe cible                                   | Nombre de personnes visées |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------|----------------------------|
| Un nouveau plan d'action 2018-2021 visant à favoriser l'intégration des personnes handicapées a été produit. Ce document dresse aussi le bilan des efforts réalisés pour respecter l'exercice des droits des personnes handicapées pour les années 2016-2017 et 2017-2018.<br>De plus, des actions déjà prévues au plan sont réalisées en continu afin de faciliter l'intégration des personnes handicapées à la Commission. | Personnes ayant des limitations fonctionnelles | 3                          |

38. Le total pour les employés réguliers inclut un membre assujéti à la LFP.

39. Le total pour le personnel d'encadrement inclut les membres assujétis à la LFP.

## 5.2 APPLICATION DE LA POLITIQUE GOUVERNEMENTALE RELATIVE À L'EMPLOI ET À LA QUALITÉ DE LA LANGUE FRANÇAISE DANS L'ADMINISTRATION

La Commission accorde une attention particulière à la qualité de la langue française qu'elle utilise et promeut, dans toutes ses activités, la continuité de sa Politique relative à l'emploi et à la qualité de la langue française.

Le tableau suivant fait état de l'application de la Politique gouvernementale relative à l'emploi et à la qualité de la langue française dans l'Administration.

|                                                                                                                                                                                                         |                                                                                                                             |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Comité permanent et mandataire</b>                                                                                                                                                                   |                                                                                                                             |
| Avez-vous un mandataire?                                                                                                                                                                                | Oui                                                                                                                         |
| Combien d'employées et employés votre organisation compte-t-elle?                                                                                                                                       | 50 ou plus                                                                                                                  |
| <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ moins de 50</li> <li>➤ 50 ou plus</li> </ul>                                                                                                                   |                                                                                                                             |
| Avez-vous un comité permanent?                                                                                                                                                                          | Oui                                                                                                                         |
| Si oui, y a-t-il eu des rencontres des membres du comité permanent au cours de l'exercice?                                                                                                              | Non                                                                                                                         |
| <b>Statut de la politique linguistique institutionnelle</b>                                                                                                                                             |                                                                                                                             |
| Votre organisme a-t-il adopté une politique linguistique institutionnelle?                                                                                                                              | Oui                                                                                                                         |
| Si oui, à quelle date a-t-elle été approuvée par la plus haute autorité de l'organisme après que vous ayez reçu l'avis de l'Office québécois de la langue française?                                    | 11 juin 2012                                                                                                                |
| Depuis son adoption, cette politique linguistique institutionnelle a-t-elle été révisée?                                                                                                                | Oui                                                                                                                         |
| Si oui, à quelle date les modifications ont-elles été officiellement approuvées par la plus haute autorité de l'organisme après que vous ayez reçu l'avis de l'Office québécois de la langue française? | 16 juin 2017                                                                                                                |
| <b>Implantation de la politique linguistique institutionnelle</b>                                                                                                                                       |                                                                                                                             |
| Au cours de l'exercice, avez-vous pris des mesures pour faire connaître votre politique linguistique institutionnelle?                                                                                  | Oui                                                                                                                         |
| Si oui, expliquer lesquelles.                                                                                                                                                                           | Une manchette a été publiée dans l'intranet en juillet 2018 pour souligner l'utilisation de la langue française au travail. |

## 5.3 ACCÈS À L'INFORMATION ET PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS

Deux lois encadrent l'accès aux documents à la Commission : la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels* (nommée ci-après « Loi sur l'accès ») et la LPTAA. Ces deux lois posent comme principe que tous les documents, tant ceux produits par la Commission que ceux déposés par la clientèle, peuvent être accessibles au public.

Cette accessibilité amène notre clientèle à utiliser les dispositions de la *Loi sur l'accès*, puisque les documents demandés sont généralement publics et peuvent être consultés sur le Web ou à la suite d'une demande formulée dans le cadre des activités courantes de la Commission. La *Loi sur l'accès* vient toutefois baliser l'accès aux documents, notamment en exigeant la protection de certains renseignements personnels.

La Commission diffuse sur son site Web les documents et les renseignements prévus dans le *Règlement sur la diffusion de l'information et sur la protection des renseignements personnels* (RLRQ, chapitre A-2.1, r.2).

Au cours de l'exercice 2018-2019, la Commission a reçu 77 demandes de documents. Le tableau ci-dessous présente la répartition de l'ensemble des demandes traitées au cours de l'année.

**Tableau 27** – Nombre de demandes traitées en fonction de leur nature et des délais

| Délais de traitement | Demandes d'accès en 2018-2019 |                           | Rectification |
|----------------------|-------------------------------|---------------------------|---------------|
|                      | Documents administratifs      | Renseignements personnels |               |
| De 0 à 20 jours      | 55                            | 1                         |               |
| De 21 à 30 jours     | 16                            |                           |               |
| 31 jours et plus     | 6                             |                           |               |
| <b>Total</b>         | <b>77</b>                     | <b>1</b>                  |               |

**Tableau 28** – Nombre de demandes traitées en fonction de leur nature et de la décision rendue

| Décision rendue        | Demandes d'accès en 2018-2019 |                           | Rectification | Dispositions de la Loi invoquées |
|------------------------|-------------------------------|---------------------------|---------------|----------------------------------|
|                        | Documents administratifs      | Renseignements personnels |               |                                  |
| Acceptée (entièrement) | 42                            | 1                         | 0             | –                                |
| Partiellement acceptée | 11                            |                           | 0             | 1, 9, 15, 23, 28, 31, 32, 37     |
| Refusée (entièrement)  | 3                             |                           | 0             | 15, 28                           |
| Autres                 | 21                            |                           | 0             | –                                |

**Nombre total de demandes d'accès ayant fait l'objet de mesures d'accommodement raisonnable : aucune**

**Nombre d'avis de révision reçus de la Commission d'accès à l'information : aucun**

## 5.4 DIVULGATION D'ACTES RÉPRÉHENSIBLES À L'ÉGARD D'ORGANISMES PUBLICS

Conformément à la *Loi facilitant la divulgation d'actes répréhensibles à l'égard des organismes publics* (LQ 2016, chapitre 34), la procédure visant à faciliter la divulgation d'actes répréhensibles est entrée en vigueur le 29 mai 2017. La directrice des affaires corporatives est la personne désignée comme responsable du suivi des divulgations de tels actes au sein de la Commission.

**Tableau 29** – Nombre de divulgations ou de communications au cours de l'année 2018-2019

| Reddition de comptes 2018-2019<br>Article 25 de la <i>Loi facilitant la divulgation d'actes répréhensibles à l'égard des organismes publics</i>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            | Nombre<br>de divulgations ou<br>de communications<br>par point |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------|
| 1. Divulgations reçues par la personne responsable du suivi des divulgations                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               | Aucune                                                         |
| 2. Divulgations auxquelles il a été mis fin en application du paragraphe 3° de l'article 22                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |                                                                |
| 3. Divulgations fondées                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |                                                                |
| 4. Divulgations réparties selon chacune des catégories d'actes répréhensibles visées à l'article 4 : <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Une contravention à une loi du Québec, à une loi fédérale applicable au Québec ou à un règlement pris en application d'une telle loi;</li> <li>➤ Un manquement grave aux normes d'éthique et de déontologie;</li> <li>➤ Un usage abusif des fonds ou des biens d'un organisme public, y compris de ceux que celui-ci gère ou détient pour autrui;</li> <li>➤ Un cas grave de mauvaise gestion au sein d'un organisme public, y compris un abus d'autorité;</li> <li>➤ Le fait, par un acte ou par une omission, de porter gravement atteinte ou de risquer de porter gravement atteinte à la santé ou à la sécurité d'une personne ou à l'environnement;</li> <li>➤ Le fait d'ordonner ou de conseiller à une personne de commettre un acte répréhensible mentionné précédemment.</li> </ul> |                                                                |
| 5. Communications de renseignements effectuées en application du premier alinéa de l'article 23                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |                                                                |

## 5.5 POLITIQUE DE FINANCEMENT DES SERVICES PUBLICS

Les divers tarifs exigibles pour les produits et services de la Commission sont établis par règlement (*Règlement sur le tarif des droits, honoraires et frais édicté en vertu de la LPTAA* et *Règlement sur le tarif des droits, honoraires et frais édicté en vertu de la LATANR*). Les droits et les frais prévus sont indexés au 1<sup>er</sup> janvier de chaque année selon le taux d'augmentation de l'indice général des prix à la consommation pour le Canada, déterminé par Statistique Canada pour la période de 12 mois se terminant le 30 septembre de l'année précédente.

**Tableau 30 – Revenus de tarification perçus**

| Description                                                            | Revenus<br>31 mars 2018 | Revenus<br>31 mars 2019 |
|------------------------------------------------------------------------|-------------------------|-------------------------|
| <b>Loi sur la protection du territoire et des activités agricoles</b>  |                         |                         |
| Production d'une demande d'autorisation                                | 431 696 \$              | 521 184 \$              |
| Production d'une déclaration (art. 32 ou 32.1)                         | 129 675 \$              | 121 830 \$              |
| Délivrance d'un permis d'enlèvement de sol arable ou de gazon          | 10 685 \$               | 10 130 \$               |
| Délivrance d'une attestation (art. 15 ou 105.1)                        | 16 424 \$               | 15 623 \$               |
| <b>Loi sur l'acquisition de terres agricoles par des non-résidents</b> |                         |                         |
| Production d'une demande                                               | 6 979 \$                | 15 924 \$               |
| Délivrance d'une attestation de résidence                              | 152 \$                  | 0 \$                    |
| <b>Total partiel</b>                                                   | <b>595 611 \$</b>       | <b>684 691 \$</b>       |
| <b>Autres</b>                                                          |                         |                         |
| Photocopies de documents                                               | 208 \$                  | 3 \$                    |
| Copies de plans de zones agricoles                                     | 0 \$                    | 0 \$                    |
| Disposition de surplus                                                 | 123 \$                  | 0 \$                    |
| Frais pour chèque sans provision                                       | 315 \$                  | 280 \$                  |
| <b>Total</b>                                                           | <b>596 257 \$</b>       | <b>684 974 \$</b>       |

Pour l'année 2018-2019, les revenus admissibles pour l'établissement d'un crédit au net<sup>40</sup> se sont élevés à 684 691 \$, ce qui représente environ 7,2 % du budget de dépenses de la Commission.

40. Étant donné que les revenus perçus pour le traitement des demandes, des déclarations, des attestations et des permis sont inférieurs à 700 000 \$, montant qui correspond au seuil à partir duquel la Commission peut augmenter ses crédits, aucun crédit au net n'a pu être enregistré.

Conformément à la Politique sur le financement des services publics, la Commission a procédé à une mise à jour de l'inventaire de ses produits et services et des coûts qui y sont associés.

En prenant 2016-2017 comme année de référence, chaque produit et service a été décomposé de manière à ce que soient déterminés les sous-produits qu'il comporte et les activités qu'il implique.

Par la suite, les ressources nécessaires pour la réalisation de chacune des activités ont été définies et quantifiées. Finalement, le total du budget de dépenses a été réparti en fonction du volume pour chaque produit ou service afin que le coût unitaire en soit établi.

Le tableau 31 présente le coût unitaire pour chaque produit et service tarifé ou non.

**Tableau 31 – Coût unitaire des produits et services**

| Produits et services                                                                                      | Coût unitaire (\$) |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------|
| Décision pour une demande d'autorisation                                                                  | 1 581              |
| Décision pour une demande en vertu de la LATANR                                                           | 2 901              |
| Décision pour une demande d'inclusion ou d'exclusion                                                      | 3 426              |
| En plus du coût unitaire, une ou plusieurs sous-catégories peuvent s'additionner si la demande comprend : |                    |
| ➤ une rencontre publique dans le cadre de son traitement;                                                 | 905                |
| ➤ une demande de remise de la rencontre publique;                                                         | 230                |
| ➤ un avis de modification dans le cadre de son traitement;                                                | 567                |
| ➤ une rectification après la décision;                                                                    | 2 023              |
| ➤ une révision après la décision;                                                                         | 1 253              |
| ➤ une ou des conditions nécessitant un suivi après la décision;                                           | 471                |
| ➤ la délivrance d'un permis d'enlèvement de sol arable ou de gazon.                                       | 386                |
| Décision pour une demande en vertu de l'article 59 de la LPTAA                                            | 56 287             |
| Délivrance d'une attestation (art. 15 de la LPTAA)                                                        | 473                |
| Délivrance d'une attestation (art. 105.1 de la LPTAA)                                                     | 329                |
| Traitement d'une déclaration                                                                              | 883                |
| Vérification de droits acquis                                                                             | 303                |
| Enquête et processus judiciaire                                                                           | 1 984              |
| Traitement d'une dénonciation                                                                             | 1 750              |
| Contestation devant le TAQ                                                                                | 6 550              |
| Certificat d'une copie de document                                                                        | 310                |
| Copie d'un plan de la zone agricole                                                                       | 198                |
| Copie électronique d'un dossier                                                                           | 313                |



## 5.6 REDDITION DE COMPTES CONCERNANT LA LOI SUR LA GESTION ET LE CONTRÔLE DES EFFECTIFS DES MINISTÈRES, DES ORGANISMES ET DES RÉSEAUX DU SECTEUR PUBLIC AINSI QUE DES SOCIÉTÉS D'ÉTAT

La *Loi sur la gestion et le contrôle des effectifs des ministères, des organismes et des réseaux du secteur public ainsi que des sociétés d'État* (LGCE) prévoit qu'un organisme public doit faire état de l'application des dispositions prévues concernant le dénombrement de son effectif dans son rapport annuel.

**Tableau 32** – Répartition de l'effectif en heures rémunérées pour la période 2018-2019

| Catégorie d'emploi                                                                    | Heures travaillées (1) | Heures supplémentaires (2) | Total des heures rémunérées (3) = (1) + (2) | Total en ETC transposés (4) = (3)/1826,3 h | Nombre d'employés au 31 mars |
|---------------------------------------------------------------------------------------|------------------------|----------------------------|---------------------------------------------|--------------------------------------------|------------------------------|
| Personnel hors cadre                                                                  | 25 760                 | –                          | 25 760                                      | 14,1                                       | 13                           |
| Personnel d'encadrement                                                               | 6 790                  | –                          | 6 790                                       | 3,7                                        | 4                            |
| Personnel professionnel                                                               | 48 965                 | 1 702                      | 50 667                                      | 27,7                                       | 29                           |
| Personnel de bureau et technique                                                      | 74 363                 | 993                        | 75 356                                      | 41,3                                       | 45                           |
| <b>Total en heures</b>                                                                | <b>155 878</b>         | <b>2 695</b>               | <b>158 573</b>                              |                                            |                              |
| <b>Total en ETC transposés (valeur arrondie)</b><br>(Total des heures/1 826,3 heures) | <b>85,4</b>            | <b>1,5</b>                 | <b>86,8</b>                                 |                                            | <b>91</b>                    |
| Étudiants et stagiaires <sup>41</sup>                                                 | 6 402                  | 0                          | 6 402                                       |                                            |                              |
| Total en ETC transposé                                                                | –                      | –                          | 3,5                                         |                                            |                              |

**Tableau 33** – Reddition de comptes concernant la LGCE au 31 mars 2019

|                                                                           |         |
|---------------------------------------------------------------------------|---------|
| Cible autorisée d'heures rémunérées pour 2018-2019                        | 161 325 |
| Total des heures rémunérées du 1 <sup>er</sup> avril 2018 au 31 mars 2019 | 158 573 |
| Respect de la cible                                                       | Oui     |

Par ailleurs, le deuxième alinéa de l'article 20 de la LGCE prévoit qu'un organisme public doit inscrire dans son rapport annuel les renseignements concernant les contrats de service comportant une dépense de 25 000 \$ et plus déterminés par le Conseil du trésor.

**Tableau 34** – Contrats de service dont la dépense est de 25 000 \$ et plus conclus en 2018-2019

|                                                                        | Nombre   | Valeur         |
|------------------------------------------------------------------------|----------|----------------|
| Contrats de service avec une personne physique                         | –        | –              |
| Contrats de service avec un contractant autre qu'une personne physique | 3        | 118 785        |
| <b>Total des contrats de service</b>                                   | <b>3</b> | <b>118 785</b> |

41. Les étudiants et les stagiaires ne sont pas soumis au contrôle de l'effectif effectué par le Conseil du trésor.



# ANNEXES



## ANNEXE 1

### Données sur le territoire en zone agricole par région administrative, par MRC et par territoire équivalent au 31 mars 2019

|                                    | Nombre de municipalités avec zone agricole décrétée | Superficie de la zone agricole <sup>1</sup> au 31-03-2019 (ha) | Superficie du territoire municipalisé des MRC (ha) | Superficie totale des MRC <sup>2</sup> (ha) | % du territoire des MRC en zone agricole | Inclusion depuis la révision <sup>3</sup> (ha) | Exclusion depuis la révision <sup>3</sup> (ha) |
|------------------------------------|-----------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------|---------------------------------------------|------------------------------------------|------------------------------------------------|------------------------------------------------|
| <b>01 Bas-Saint-Laurent</b>        | <b>110</b>                                          | <b>642 338</b>                                                 | <b>1 412 241</b>                                   | <b>2 218 554</b>                            | <b>29</b>                                | <b>2 290</b>                                   | <b>2 466</b>                                   |
| MRC Kamouraska <sup>4</sup>        | 17                                                  | 78 006                                                         | 148 490                                            | 224 273                                     | 35                                       | 19                                             | 114                                            |
| MRC La Matanie                     | 9                                                   | 51 944                                                         | 163 730                                            | 331 542                                     | 16                                       | 477                                            | 209                                            |
| MRC La Matapédia <sup>4</sup>      | 18                                                  | 109 305                                                        | 192 741                                            | 535 462                                     | 20                                       | 53                                             | 228                                            |
| MRC La Mitis                       | 16                                                  | 88 461                                                         | 113 078                                            | 228 296                                     | 39                                       | 11                                             | 120                                            |
| MRC Les Basques                    | 11                                                  | 60 156                                                         | 101 473                                            | 111 356                                     | 54                                       | 728                                            | 42                                             |
| MRC Rimouski-Neigette              | 8                                                   | 53 944                                                         | 174 610                                            | 269 341                                     | 20                                       | 205                                            | 115                                            |
| MRC Rivière-du-Loup                | 13                                                  | 78 738                                                         | 128 211                                            | 128 211                                     | 61                                       | 10                                             | 1433                                           |
| MRC Témiscouata                    | 18                                                  | 121 783                                                        | 389 909                                            | 389 909                                     | 31                                       | 788                                            | 205                                            |
| Municipalité(s) hors MRC           | –                                                   | –                                                              | –                                                  | 164                                         | –                                        | –                                              | –                                              |
| <b>02 Saguenay—Lac-Saint-Jean</b>  | <b>46</b>                                           | <b>399 252</b>                                                 | <b>1 135 390</b>                                   | <b>9 676 655</b>                            | <b>4</b>                                 | <b>7 033</b>                                   | <b>2 638</b>                                   |
| MRC Lac-Saint-Jean-Est             | 14                                                  | 99 608                                                         | 165 822                                            | 277 596                                     | 36                                       | 1 468                                          | 757                                            |
| MRC Le Domaine-du-Roy              | 9                                                   | 72 389                                                         | 277 439                                            | 1 748 965                                   | 4                                        | 1 102                                          | 206                                            |
| MRC Le Fjord-du-Saguenay           | 10                                                  | 60 145                                                         | 347 942                                            | 3 941 954                                   | 2                                        | 687                                            | 668                                            |
| MRC Maria-Chapdelaine <sup>4</sup> | 12                                                  | 122 394                                                        | 230 557                                            | 3 593 092                                   | 3                                        | 3 716                                          | 454                                            |
| Saguenay (V)                       | 1                                                   | 44 717                                                         | 113 630                                            | 113 630                                     | 39                                       | 59                                             | 553                                            |
| Municipalité(s) hors MRC           | –                                                   | –                                                              | –                                                  | 1 418                                       | –                                        | –                                              | –                                              |
| <b>03 Capitale-Nationale</b>       | <b>46</b>                                           | <b>221 501</b>                                                 | <b>795 236</b>                                     | <b>1 867 188</b>                            | <b>12</b>                                | <b>408</b>                                     | <b>1 301</b>                                   |
| MRC Charlevoix                     | 5                                                   | 33 929                                                         | 129 495                                            | 372 156                                     | 9                                        | 54                                             | 96                                             |
| MRC Charlevoix-Est                 | 7                                                   | 19 820                                                         | 123 275                                            | 228 310                                     | 9                                        | 144                                            | 238                                            |
| MRC La Côte-de-Beaupré             | 8                                                   | 23 737                                                         | 64 393                                             | 487 169                                     | 5                                        | 0,08                                           | 306                                            |
| MRC La Jacques-Cartier             | 2                                                   | 6 261                                                          | 149 063                                            | 317 197                                     | 2                                        | 133                                            | 71                                             |
| MRC L'Île-d'Orléans                | 6                                                   | 18 521                                                         | 19 458                                             | 19 458                                      | 95                                       | 0,5                                            | 0,03                                           |
| MRC Portneuf                       | 16                                                  | 106 846                                                        | 254 809                                            | 387 996                                     | 28                                       | 54                                             | 448                                            |
| Québec (TE)                        | 2                                                   | 12 386                                                         | 54 738                                             | 54 738                                      | 23                                       | 22                                             | 142                                            |
| Municipalité(s) hors MRC           | –                                                   | –                                                              | 4                                                  | 162                                         | –                                        | –                                              | –                                              |

|                                 | Nombre de municipalités avec zone agricole décrétée | Superficie de la zone agricole <sup>1</sup> au 31-03-2019 (ha) | Superficie du territoire municipalisé des MRC (ha) | Superficie totale des MRC <sup>2</sup> (ha) | % du territoire des MRC en zone agricole | Inclusion depuis la révision <sup>3</sup> (ha) | Exclusion depuis la révision <sup>3</sup> (ha) |
|---------------------------------|-----------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------|---------------------------------------------|------------------------------------------|------------------------------------------------|------------------------------------------------|
| <b>04 Mauricie</b>              | <b>38</b>                                           | <b>241 965</b>                                                 | <b>3 225 584</b>                                   | <b>3 562 689</b>                            | <b>7</b>                                 | <b>394</b>                                     | <b>772</b>                                     |
| MRC Les Chenaux                 | 10                                                  | 84 402                                                         | 87 124                                             | 87 124                                      | 97                                       | 7                                              | 98                                             |
| MRC Maskinongé                  | 17                                                  | 83 292                                                         | 238 407                                            | 238 407                                     | 35                                       | 27                                             | 167                                            |
| MRC Mékinac                     | 8                                                   | 47 511                                                         | 183 746                                            | 516 714                                     | 9                                        | 112                                            | 106                                            |
| La Tuque (TE)                   | 1                                                   | 5 082                                                          | 2 613 686                                          | 2 613 686                                   | 0,2                                      | 247                                            | 330                                            |
| Shawinigan (V)                  | 1                                                   | 10 425                                                         | 73 725                                             | 73 725                                      | 14                                       | –                                              | 9                                              |
| Trois-Rivières (V)              | 1                                                   | 11 255                                                         | 28 897                                             | 28 897                                      | 39                                       | –                                              | 62                                             |
| Municipalité(s) hors MRC        | –                                                   | –                                                              | –                                                  | 4 136                                       | –                                        | –                                              | –                                              |
| <b>05 Estrie</b>                | <b>89</b>                                           | <b>705 340</b>                                                 | <b>1 019 540</b>                                   | <b>1 019 598</b>                            | <b>69</b>                                | <b>1 567</b>                                   | <b>1 655</b>                                   |
| MRC Coaticook                   | 12                                                  | 116 686                                                        | 133 898                                            | 133 898                                     | 87                                       | 3                                              | 124                                            |
| MRC Le Granit                   | 20                                                  | 144 921                                                        | 273 125                                            | 273 125                                     | 53                                       | 898                                            | 244                                            |
| MRC Le Haut-Saint-François      | 14                                                  | 180 190                                                        | 227 119                                            | 227 119                                     | 79                                       | 248                                            | 386                                            |
| MRC Les Sources                 | 7                                                   | 63 596                                                         | 78 567                                             | 78 567                                      | 81                                       | 7                                              | 103                                            |
| MRC Le Val-Saint-François       | 18                                                  | 116 478                                                        | 139 768                                            | 139 826                                     | 83                                       | –                                              | 126                                            |
| MRC Memphrémagog                | 17                                                  | 70 088                                                         | 131 685                                            | 131 685                                     | 53                                       | 320                                            | 479                                            |
| Sherbrooke (V)                  | 1                                                   | 13 380                                                         | 35 378                                             | 35 378                                      | 38                                       | 90                                             | 193                                            |
| <b>06 Montréal</b>              | <b>3</b>                                            | <b>2 046</b>                                                   | <b>49 704</b>                                      | <b>49 813</b>                               | <b>4</b>                                 | <b>54</b>                                      | <b>51</b>                                      |
| Montréal (TE)                   | 3                                                   | 2 046                                                          | 49 704                                             | 49 813                                      | 4                                        | 54                                             | 51                                             |
| <b>07 Outaouais</b>             | <b>55</b>                                           | <b>316 068</b>                                                 | <b>1 236 677</b>                                   | <b>3 060 571</b>                            | <b>10</b>                                | <b>843</b>                                     | <b>969</b>                                     |
| MRC La Vallée-de-la-Gatineau    | 15                                                  | 71 360                                                         | 323 832                                            | 1 223 125                                   | 6                                        | 193                                            | 155                                            |
| MRC Les Collines-de-l'Outaouais | 7                                                   | 72 012                                                         | 202 629                                            | 202 629                                     | 36                                       | 45                                             | 239                                            |
| MRC Papineau                    | 19                                                  | 65 005                                                         | 290 561                                            | 290 561                                     | 22                                       | 168                                            | 244                                            |
| MRC Pontiac                     | 13                                                  | 94 379                                                         | 385 441                                            | 1 290 550                                   | 7                                        | 393                                            | 331                                            |
| Gatineau (V)                    | 1                                                   | 13 311                                                         | 34 213                                             | 34 213                                      | 39                                       | 45                                             | –                                              |
| Municipalité(s) hors MRC        | –                                                   | –                                                              | –                                                  | 19 492                                      | –                                        | –                                              | –                                              |
| <b>08 Abitibi-Témiscamingue</b> | <b>59</b>                                           | <b>632 976</b>                                                 | <b>3 942 688</b>                                   | <b>5 755 095</b>                            | <b>11</b>                                | <b>873</b>                                     | <b>2 350</b>                                   |
| MRC Abitibi <sup>4</sup>        | 17                                                  | 195 950                                                        | 505 613                                            | 762 591                                     | 26                                       | 654                                            | 1 942                                          |
| MRC Abitibi-Ouest <sup>4</sup>  | 20                                                  | 205 805                                                        | 285 463                                            | 332 333                                     | 62                                       | 10                                             | 11                                             |
| MRC La Vallée-de-l'Or           | 5                                                   | 38 209                                                         | 2 000 430                                          | 2 423 824                                   | 2                                        | 12                                             | 215                                            |
| MRC Témiscamingue               | 16                                                  | 124 889                                                        | 554 077                                            | 1 636 566                                   | 8                                        | 3                                              | 125                                            |
| Rouyn-Noranda (V)               | 1                                                   | 68 123                                                         | 597 105                                            | 597 105                                     | 11                                       | 195                                            | 57                                             |
| Municipalité(s) hors MRC        | –                                                   | –                                                              | –                                                  | 2 676                                       | –                                        | –                                              | –                                              |

|                                         | Nombre de municipalités avec zone agricole décrétée | Superficie de la zone agricole <sup>1</sup> au 31-03-2019 (ha) | Superficie du territoire municipalisé des MRC (ha) | Superficie totale des MRC <sup>2</sup> (ha) | % du territoire des MRC en zone agricole | Inclusion depuis la révision <sup>3</sup> (ha) | Exclusion depuis la révision <sup>3</sup> (ha) |
|-----------------------------------------|-----------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------|---------------------------------------------|------------------------------------------|------------------------------------------------|------------------------------------------------|
| <b>09 Côte-Nord</b>                     | <b>11</b>                                           | <b>27 729</b>                                                  | <b>2 598 504</b>                                   | <b>26 636 136</b>                           | <b>0,1</b>                               | <b>3 297</b>                                   | <b>100</b>                                     |
| MRC Caniapiscau <sup>5</sup>            | –                                                   | –                                                              | 48 763                                             | 6 582 634                                   | –                                        | –                                              | –                                              |
| MRC La Haute-Côte-Nord <sup>4</sup>     | 6                                                   | 17 300                                                         | 193 204                                            | 1 137 590                                   | 2                                        | 2 724                                          | 84                                             |
| MRC Le Golfe-du-Saint-Laurent           | –                                                   | –                                                              | 545 456                                            | 5 814 561                                   | –                                        | –                                              | –                                              |
| MRC Manicouagan                         | 3                                                   | 7 645                                                          | 169 518                                            | 3 468 178                                   | 0,2                                      | 355                                            | 16                                             |
| MRC Minganie                            | –                                                   | –                                                              | 1 355 003                                          | 6 589 083                                   | –                                        | –                                              | –                                              |
| MRC Sept-Rivières                       | 2                                                   | 2 784                                                          | 286 560                                            | 3 011 887                                   | 0,1                                      | 219                                            | –                                              |
| Municipalité(s) hors MRC <sup>5</sup>   | –                                                   | –                                                              | –                                                  | 32 203                                      | –                                        | –                                              | –                                              |
| <b>10 Nord-du-Québec</b>                | <b>1</b>                                            | <b>23 218</b>                                                  | <b>...<sup>6</sup></b>                             | <b>71 998 978</b>                           | <b>–</b>                                 | <b>176</b>                                     | <b>–</b>                                       |
| Jamésie (TE)                            | 1                                                   | 23 218                                                         | ... <sup>6</sup>                                   | 22 136 660                                  | –                                        | 176                                            | –                                              |
| Municipalité(s) hors MRC <sup>5</sup>   | –                                                   | –                                                              | ... <sup>6</sup>                                   | 49 862 318                                  | –                                        | –                                              | –                                              |
| <b>11 Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine</b> | <b>24</b>                                           | <b>85 872</b>                                                  | <b>748 599</b>                                     | <b>2 027 269</b>                            | <b>4</b>                                 | <b>1 469</b>                                   | <b>1 586</b>                                   |
| MRC Avignon                             | 9                                                   | 31 480                                                         | 168 099                                            | 344 320                                     | 9                                        | 65                                             | 561                                            |
| MRC Bonaventure                         | 11                                                  | 36 343                                                         | 132 161                                            | 438 499                                     | 8                                        | 31                                             | 49                                             |
| MRC La Côte-de-Gaspé                    | –                                                   | 495                                                            | 152 494                                            | 408 856                                     | –                                        | 246                                            | 75                                             |
| MRC La Haute-Gaspésie                   | 2                                                   | 8 877                                                          | 150 014                                            | 505 260                                     | 2                                        | 397                                            | 278                                            |
| MRC Le Rocher-Percé                     | 2                                                   | 8 461                                                          | 127 094                                            | 307 414                                     | 3                                        | 509                                            | 618                                            |
| Les Îles-de-la-Madeleine (TE)           | –                                                   | 215                                                            | 18 737                                             | 18 737                                      | –                                        | 221                                            | 6                                              |
| Municipalité(s) hors MRC                | –                                                   | –                                                              | –                                                  | 4 183                                       | –                                        | –                                              | –                                              |
| <b>12 Chaudière-Appalaches</b>          | <b>134</b>                                          | <b>1 001 799</b>                                               | <b>1 507 461</b>                                   | <b>1 507 463</b>                            | <b>66</b>                                | <b>3 142</b>                                   | <b>4 320</b>                                   |
| MRC Beauce-Sartigan                     | 16                                                  | 122 921                                                        | 195 321                                            | 195 321                                     | 63                                       | 12                                             | 583                                            |
| MRC Bellechasse                         | 20                                                  | 146 127                                                        | 175 407                                            | 175 408                                     | 83                                       | 209                                            | 313                                            |
| MRC La Nouvelle-Beauce                  | 11                                                  | 86 467                                                         | 90 493                                             | 90 493                                      | 96                                       | 16                                             | 356                                            |
| MRC Les Appalaches                      | 19                                                  | 141 788                                                        | 191 206                                            | 191 206                                     | 74                                       | 149                                            | 187                                            |
| MRC Les Etchemins                       | 13                                                  | 96 498                                                         | 180 632                                            | 180 632                                     | 53                                       | 175                                            | 795                                            |
| MRC L'Islet                             | 13                                                  | 85 812                                                         | 209 850                                            | 209 850                                     | 41                                       | 878                                            | 195                                            |
| MRC Lotbinière                          | 18                                                  | 163 441                                                        | 166 404                                            | 166 404                                     | 98                                       | 85                                             | 326                                            |
| MRC Montmagny                           | 13                                                  | 47 947                                                         | 169 432                                            | 169 434                                     | 28                                       | 1 427                                          | 137                                            |
| MRC Robert-Cliche                       | 10                                                  | 78 524                                                         | 83 987                                             | 83 987                                      | 93                                       | 102                                            | 412                                            |
| Lévis (V)                               | 1                                                   | 32 273                                                         | 44 728                                             | 44 728                                      | 72                                       | 88                                             | 1 017                                          |
| <b>13 Laval</b>                         | <b>1</b>                                            | <b>7 123</b>                                                   | <b>24 613</b>                                      | <b>24 613</b>                               | <b>29</b>                                | <b>112</b>                                     | <b>89</b>                                      |
| MRC Laval                               | 1                                                   | 7 123                                                          | 24 613                                             | 24 613                                      | 29                                       | 112                                            | 89                                             |

|                                | Nombre de municipalités avec zone agricole décrétée | Superficie de la zone agricole <sup>1</sup> au 31-03-2019 (ha) | Superficie du territoire municipalisé des MRC (ha) | Superficie totale des MRC <sup>2</sup> (ha) | % du territoire des MRC en zone agricole | Inclusion depuis la révision <sup>3</sup> (ha) | Exclusion depuis la révision <sup>3</sup> (ha) |
|--------------------------------|-----------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------|---------------------------------------------|------------------------------------------|------------------------------------------------|------------------------------------------------|
| <b>14 Lanaudière</b>           | <b>46</b>                                           | <b>206 040</b>                                                 | <b>593 046</b>                                     | <b>1 233 535</b>                            | <b>17</b>                                | <b>328</b>                                     | <b>676</b>                                     |
| MRC D'Autray                   | 14                                                  | 73 357                                                         | 123 291                                            | 123 291                                     | 59                                       | 81                                             | 182                                            |
| MRC Joliette                   | 10                                                  | 33 111                                                         | 41 828                                             | 41 828                                      | 79                                       | 16                                             | 118                                            |
| MRC L'Assomption               | 4                                                   | 19 250                                                         | 25 524                                             | 25 524                                      | 75                                       | 5                                              | 124                                            |
| MRC Les Moulins                | 2                                                   | 14 323                                                         | 26 096                                             | 26 096                                      | 55                                       | 33                                             | 109                                            |
| MRC Matawinie                  | 7                                                   | 21 667                                                         | 305 522                                            | 945 254                                     | 2                                        | 6                                              | 95                                             |
| MRC Montcalm                   | 9                                                   | 44 332                                                         | 70 785                                             | 70 785                                      | 63                                       | 187                                            | 47                                             |
| Municipalité(s) hors MRC       | –                                                   | –                                                              | –                                                  | 757                                         | –                                        | –                                              | –                                              |
| <b>15 Laurentides</b>          | <b>41</b>                                           | <b>194 836</b>                                                 | <b>1 120 020</b>                                   | <b>2 058 990</b>                            | <b>9</b>                                 | <b>376</b>                                     | <b>1 176</b>                                   |
| MRC Antoine-Labelle            | 14                                                  | 60 983                                                         | 553 616                                            | 1 483 945                                   | 4                                        | 60                                             | 761                                            |
| MRC Argenteuil                 | 6                                                   | 43 226                                                         | 123 120                                            | 123 127                                     | 35                                       | 117                                            | 121                                            |
| MRC Deux-Montagnes             | 5                                                   | 16 059                                                         | 23 191                                             | 23 191                                      | 69                                       | 14                                             | 99                                             |
| MRC La Rivière-du-Nord         | 4                                                   | 6 435                                                          | 44 748                                             | 44 748                                      | 14                                       | 19                                             | 36                                             |
| MRC Les Laurentides            | 8                                                   | 15 182                                                         | 238 597                                            | 238 597                                     | 6                                        | 20                                             | 38                                             |
| MRC Les Pays-d'en-Haut         | –                                                   | 101                                                            | 67 665                                             | 67 665                                      | –                                        | 101                                            | –                                              |
| MRC Mirabel                    | 1                                                   | 42 245                                                         | 48 313                                             | 48 313                                      | 87                                       | 45                                             | 71                                             |
| MRC Thérèse-De Blainville      | 3                                                   | 10 606                                                         | 20 771                                             | 20 771                                      | 51                                       | –                                              | 50                                             |
| Municipalité(s) hors MRC       | –                                                   | –                                                              | –                                                  | 8 633                                       | –                                        | –                                              | –                                              |
| <b>16 Montérégie</b>           | <b>167</b>                                          | <b>953 178</b>                                                 | <b>1 105 238</b>                                   | <b>1 111 240</b>                            | <b>86</b>                                | <b>1 034</b>                                   | <b>2 302</b>                                   |
| MRC Acton                      | 8                                                   | 56 526                                                         | 57 907                                             | 57 907                                      | 98                                       | 3                                              | 123                                            |
| MRC Beauharnois-Salaberry      | 7                                                   | 37 129                                                         | 46 870                                             | 46 878                                      | 79                                       | 73                                             | 72                                             |
| MRC Brome-Missisquoi           | 21                                                  | 132 771                                                        | 165 124                                            | 165 124                                     | 80                                       | 584                                            | 406                                            |
| MRC La Haute-Yamaska           | 8                                                   | 49 475                                                         | 63 545                                             | 63 545                                      | 78                                       | 198                                            | 460                                            |
| MRC La Vallée-du-Richelieu     | 13                                                  | 50 754                                                         | 58 689                                             | 58 689                                      | 86                                       | 3                                              | 137                                            |
| MRC Le Haut-Richelieu          | 14                                                  | 84 964                                                         | 93 564                                             | 93 564                                      | 91                                       | 29                                             | 64                                             |
| MRC Le Haut-Saint-Laurent      | 12                                                  | 108 027                                                        | 115 697                                            | 115 697                                     | 93                                       | 45                                             | 25                                             |
| MRC Les Jardins-de-Napierville | 11                                                  | 77 950                                                         | 80 235                                             | 80 235                                      | 97                                       | –                                              | 91                                             |
| MRC Les Maskoutains            | 17                                                  | 125 724                                                        | 130 293                                            | 130 293                                     | 96                                       | –                                              | 353                                            |
| MRC Marguerite-D'Youville      | 6                                                   | 27 922                                                         | 34 761                                             | 34 761                                      | 80                                       | –                                              | 73                                             |
| MRC Pierre-De Saurel           | 11                                                  | 54 164                                                         | 59 464                                             | 59 464                                      | 91                                       | 2                                              | 16                                             |
| MRC Roussillon                 | 10                                                  | 27 112                                                         | 37 220                                             | 37 506                                      | 72                                       | 64                                             | 7                                              |
| MRC Rouville                   | 8                                                   | 46 450                                                         | 48 238                                             | 48 238                                      | 96                                       | 10                                             | 43                                             |

|                            | Nombre de municipalités avec zone agricole décrétée | Superficie de la zone agricole <sup>1</sup> au 31-03-2019 (ha) | Superficie du territoire municipalisé des MRC (ha) | Superficie totale des MRC <sup>2</sup> (ha) | % du territoire des MRC en zone agricole | Inclusion depuis la révision <sup>3</sup> (ha) | Exclusion depuis la révision <sup>3</sup> (ha) |
|----------------------------|-----------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------|---------------------------------------------|------------------------------------------|------------------------------------------------|------------------------------------------------|
| MRC Vaudeuil-Soulanges     | 17                                                  | 65 070                                                         | 85 441                                             | 85 441                                      | 76                                       | 8                                              | 384                                            |
| Longueuil (TE)             | 4                                                   | 9 141                                                          | 28 191                                             | 28 191                                      | 32                                       | 15                                             | 48                                             |
| Municipalité(s) hors MRC   | –                                                   | –                                                              | –                                                  | 5 708                                       | –                                        | –                                              | –                                              |
| <b>17 Centre-du-Québec</b> | <b>79</b>                                           | <b>645 336</b>                                                 | <b>691 489</b>                                     | <b>692 124</b>                              | <b>93</b>                                | <b>264</b>                                     | <b>1 051</b>                                   |
| MRC Arthabaska             | 22                                                  | 172 655                                                        | 188 652                                            | 188 652                                     | 92                                       | 28                                             | 258                                            |
| MRC Bécancour              | 12                                                  | 108 561                                                        | 114 247                                            | 114 247                                     | 95                                       | 7                                              | 162                                            |
| MRC Drummond               | 18                                                  | 142 991                                                        | 159 914                                            | 159 914                                     | 89                                       | 171                                            | 139                                            |
| MRC L'Érable               | 11                                                  | 123 655                                                        | 128 738                                            | 128 738                                     | 96                                       | 24                                             | 251                                            |
| MRC Nicolet-Yamaska        | 16                                                  | 97 474                                                         | 99 938                                             | 99 938                                      | 98                                       | 34                                             | 240                                            |
| Municipalité(s) hors MRC   | –                                                   | –                                                              | –                                                  | 635                                         | –                                        | –                                              | –                                              |
| <b>ENSEMBLE DU QUÉBEC</b>  | <b>950</b>                                          | <b>6 306 617</b>                                               | <b>21 206 032</b>                                  | <b>134 500 511</b>                          | <b>4,7</b>                               | <b>23 660</b>                                  | <b>23 502</b>                                  |

Note : La superficie totale des MRC exclut le réseau hydrique.

1. La superficie de la zone agricole tient compte des territoires retenus en zone agricole par décret du gouvernement et des superficies incluses ou exclues par décision de la Commission qui ont fait l'objet d'un avis au Bureau de la publicité des droits et qui ont donc pris effet. Ainsi, une inclusion ou une exclusion autorisée au cours de l'année ou antérieurement ne sera pas prise en compte tant qu'elle n'aura pas fait l'objet d'un tel avis.
2. Superficie totale des MRC, englobant les municipalités locales, les territoires non organisés et les territoires amérindiens.
3. Superficies incluses ou exclues par décision depuis l'entrée en vigueur du décret de zone agricole révisée pour chacune des MRC ou des communautés et ayant fait l'objet d'un avis au Bureau de la publicité des droits. La révision des limites de la zone agricole s'est déroulée entre 1987 et 1992.
4. MRC comportant un territoire non organisé avec une zone agricole, dont la superficie est incluse dans la colonne « Superficie de la zone agricole au 31 mars 2019 ».
5. MRC ou territoire équivalent situé au nord du 50<sup>e</sup> parallèle, non assujéti à la LPTAA.
6. La superficie du territoire municipalisé de la région 10 Nord-du-Québec a été omise de façon à ce qu'un pourcentage du territoire municipalisé des MRC en zone agricole soit plus représentatif de la réalité.



## ANNEXE 2

### Décisions rendues par la Commission en 2018-2019 pour l'ensemble du Québec<sup>1</sup>

#### LPTAA – Loi sur la protection du territoire et des activités agricoles

| Nature de la décision                                                                       | Nombre     | Autorisation partielle ou totale | Refus      | Rejet 61.1/65.1 | Autres résultats | Superficie visée <sup>2</sup> (ha) | Superficie autorisée <sup>2</sup> (ha) |
|---------------------------------------------------------------------------------------------|------------|----------------------------------|------------|-----------------|------------------|------------------------------------|----------------------------------------|
| <b>1. Exclusion</b>                                                                         | <b>99</b>  | <b>48</b>                        | <b>29</b>  | <b>13</b>       | <b>9</b>         | <b>1 431</b>                       | <b>398</b>                             |
| Agrandissement/ajustement d'un périmètre d'urbanisation                                     | 60         | 32                               | 15         | 10              | 3                | 458                                | 135<br>5                               |
| Renouvellement d'une autorisation                                                           | 1          | 1                                | –          | –               | –                | 0,3                                | 0,3                                    |
| Exclusion d'une inclusion                                                                   | 7          | 5                                | 1          | –               | 1                | 190                                | 133                                    |
| Autres                                                                                      | 31         | 10                               | 13         | 3               | 5                | 782                                | 129                                    |
| <b>2. Inclusion</b>                                                                         | <b>30</b>  | <b>22</b>                        | <b>8</b>   | <b>–</b>        | <b>–</b>         | <b>1 119</b>                       | <b>1 045</b>                           |
| <b>3. Implantation d'une nouvelle utilisation non agricole</b>                              | <b>482</b> | <b>326</b>                       | <b>106</b> | <b>22</b>       | <b>28</b>        | <b>1 426</b>                       | <b>937</b>                             |
| Résidence                                                                                   | 156        | 55                               | 69         | 21              | 11               | 132                                | 34                                     |
| ➤ Résidence seule                                                                           | 83         | 22                               | 39         | 16              | 6                | 38                                 | 8                                      |
| ➤ Résidence rattachée à une terre                                                           | 56         | 25                               | 28         | 2               | 1                | 29                                 | 10                                     |
| ➤ Deux résidences et plus                                                                   | 17         | 8                                | 2          | 3               | 4                | 65                                 | 16                                     |
| Industrie et commerce                                                                       | 90         | 74                               | 13         | 1               | 2                | 134                                | 100                                    |
| Exploitation des ressources                                                                 | 93         | 76                               | 15         | –               | 2                | 574                                | 353                                    |
| Récréotourisme (sauf utilisation agrotouristique)                                           | 29         | 23                               | 4          | –               | 2                | 228                                | 103                                    |
| Institutionnel                                                                              | 14         | 13                               | 1          | –               | –                | 44                                 | 43                                     |
| Utilité publique                                                                            | 42         | 39                               | 1          | –               | 2                | 47                                 | 41                                     |
| Énergie, transport et communication                                                         | 46         | 44                               | 1          | –               | 1                | 262                                | 262                                    |
| Autres                                                                                      | 12         | 2                                | 2          | –               | 8                | 5                                  | 1                                      |
| <b>4. Utilisation accessoire ou agrandissement d'une utilisation non agricole existante</b> | <b>558</b> | <b>483</b>                       | <b>50</b>  | <b>–</b>        | <b>25</b>        | <b>678</b>                         | <b>559</b>                             |
| Résidence                                                                                   | 256        | 208                              | 33         | –               | 15               | 46                                 | 27                                     |
| Industrie et commerce                                                                       | 37         | 32                               | 4          | –               | 1                | 48                                 | 41                                     |
| Exploitation des ressources                                                                 | 62         | 53                               | 9          | –               | –                | 284                                | 214                                    |
| Récréotourisme                                                                              | 17         | 14                               | 3          | –               | –                | 38                                 | 25                                     |
| Institutionnel                                                                              | 4          | 4                                | –          | –               | –                | 22                                 | 22                                     |
| Utilité publique                                                                            | 23         | 21                               | –          | –               | 2                | 162                                | 160                                    |
| Énergie, transport et communication                                                         | 148        | 145                              | –          | –               | 3                | 70                                 | 69                                     |
| Autres                                                                                      | 11         | 6                                | 1          | –               | 4                | 7                                  | 2                                      |

| Nature de la décision                                                                                               | Nombre       | Autorisation partielle ou totale | Refus      | Rejet 61.1/65.1 | Autres résultats | Superficie visée <sup>2</sup> (ha) | Superficie autorisée <sup>2</sup> (ha) |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------|----------------------------------|------------|-----------------|------------------|------------------------------------|----------------------------------------|
| <b>5. Utilisation accessoire à une utilisation principale si cette dernière est située hors de la zone agricole</b> | <b>28</b>    | <b>24</b>                        | <b>4</b>   | –               | –                | <b>12</b>                          | <b>11</b>                              |
| <b>6. Aliénation de propriété foncière</b>                                                                          | <b>669</b>   | <b>407</b>                       | <b>222</b> | –               | <b>40</b>        | <b>13 012</b>                      | <b>7 352</b>                           |
| Morcellement de fermes situées en zone agricole                                                                     | <b>343</b>   | 195                              | 141        | –               | 7                | 10 464                             | 6 254                                  |
| Détachement de résidence                                                                                            | <b>23</b>    | 4                                | 17         | –               | 2                | 175                                | 4                                      |
| Autres aliénations                                                                                                  | <b>303</b>   | 208                              | 64         | –               | 31               | 2 373                              | 1 095                                  |
| <b>7. Contrôle d'activité agricole</b>                                                                              | <b>27</b>    | <b>22</b>                        | <b>4</b>   | –               | <b>1</b>         | <b>291</b>                         | <b>177</b>                             |
| Coupe d'érables dans une érablière                                                                                  | <b>13</b>    | 10                               | 2          | –               | 1                | 161                                | 128                                    |
| Enlèvement de sol arable et prélèvement de gazon                                                                    | <b>14</b>    | 12                               | 2          | –               | –                | 129                                | 49                                     |
| <b>8. Utilisation de nature agrotouristique</b>                                                                     | <b>36</b>    | <b>28</b>                        | <b>8</b>   | –               | –                | <b>220</b>                         | <b>55</b>                              |
| <b>9. Renouvellement d'autorisation</b>                                                                             | <b>159</b>   | <b>153</b>                       | <b>4</b>   | –               | <b>2</b>         | <b>934</b>                         | <b>882</b>                             |
| Exploitation des ressources                                                                                         | <b>126</b>   | 122                              | 3          | –               | 1                | 835                                | 786                                    |
| Industrie et commerce                                                                                               | <b>15</b>    | 15                               | –          | –               | –                | 34                                 | 33                                     |
| Autres                                                                                                              | <b>18</b>    | 16                               | 1          | –               | 1                | 66                                 | 62                                     |
| <b>10. Utilisation dans une superficie de droits acquis<sup>3</sup></b>                                             | <b>107</b>   | <b>91</b>                        | <b>10</b>  | <b>1</b>        | <b>5</b>         | –                                  | –                                      |
| Ajout d'une utilisation                                                                                             | <b>75</b>    | 66                               | 4          | –               | 5                | –                                  | –                                      |
| Conversion d'une utilisation                                                                                        | <b>32</b>    | 25                               | 6          | 1               | –                | –                                  | –                                      |
| <b>11. Reconnaissance de droits acquis</b>                                                                          | <b>7</b>     | <b>1</b>                         | <b>2</b>   | –               | <b>4</b>         | <b>3</b>                           | <b>1</b>                               |
| <b>LPTAA – Total</b>                                                                                                | <b>2 202</b> | <b>1 605</b>                     | <b>447</b> | <b>36</b>       | <b>114</b>       | <b>19 126</b>                      | <b>11 416</b>                          |

### LATANR – Loi sur l'acquisition de terres agricoles par des non-résidents

| Nature de la décision                                                  | Nombre    | Autorisation partielle ou totale | Refus    | Rejet | Autres résultats | Superficie visée <sup>2</sup> (ha) | Superficie autorisée <sup>2</sup> (ha) |
|------------------------------------------------------------------------|-----------|----------------------------------|----------|-------|------------------|------------------------------------|----------------------------------------|
| Article 15.1                                                           | 2         | 2                                | –        | –     | –                | 50                                 | 50                                     |
| Article 15.2                                                           | 13        | 13                               | –        | –     | –                | 881                                | 881                                    |
| Article 15.3 quota 2018 (du 1 <sup>er</sup> avril au 31 décembre 2018) | 5         | 4                                | 1        | –     | –                | 98                                 | 76                                     |
| Article 15.3 quota 2019 (du 1 <sup>er</sup> janvier au 31 mars 2019)   | 7         | 7                                | –        | –     | –                | 806                                | 806                                    |
| <b>LATANR – Total</b>                                                  | <b>27</b> | <b>26</b>                        | <b>1</b> | –     | –                | <b>1 835</b>                       | <b>1 814</b>                           |

### Nombre total de décisions rendues en vertu de la LPTAA et de la LATANR : 2 229

Note : Certains totaux de ce tableau ne correspondent pas nécessairement à la somme des parties en raison de l'arrondissement des données.

1. Excluant les décisions rendues en vertu de l'article 59 de la LPTAA ainsi que les décisions d'exclusion et d'inclusion prises par décret par le gouvernement.

2. La superficie visée et la superficie autorisée sont arrondies à l'unité près.

3. Il n'y a pas de superficie quand il s'agit de la conversion ou de l'ajout d'une utilisation.

## ANNEXE 3

### Code d'éthique et de déontologie des membres de la Commission de protection du territoire agricole du Québec

#### PRÉAMBULE

ATTENDU QUE les articles 34 et 43 du *Règlement sur l'éthique et la déontologie des administrateurs publics* (Décret 824-98, du 17 juin 1998) prévoient que chaque organisme du gouvernement doit se doter d'un code d'éthique et de déontologie dans le respect des normes édictées par ce règlement;

ATTENDU QUE la Commission de protection du territoire agricole du Québec est un organisme du gouvernement selon l'article 2 de ce règlement;

Le président de la Commission de protection du territoire agricole du Québec édicte le présent *Code d'éthique et de déontologie* qui régit les membres de son organisme, après consultation et approbation des membres de la Commission.

Tout manquement à une de ces dispositions constitue une dérogation et peut entraîner l'imposition d'une sanction en vertu du *Règlement sur l'éthique et la déontologie des administrateurs publics*.

#### SECTION I – DISPOSITIONS GÉNÉRALES

##### Article 1

La Commission de protection du territoire agricole du Québec (ci-après appelée « la Commission »), a pour mission de **garantir pour les générations futures, un territoire propice à l'exercice et au développement des activités agricoles**. Elle administre la *Loi sur la protection du territoire et des activités agricoles* (L.R.Q., c.P-41.1) qui a pour objet d'assurer la pérennité d'une base territoriale pour la pratique de l'agriculture et de favoriser, dans une perspective de développement durable, la protection et le développement des activités et des entreprises agricoles dans les zones agricoles. Elle applique en outre la *Loi sur l'acquisition de terres agricoles par des non-résidents* (L.R.Q., c.A-4.1).

Elle doit donc non seulement assurer la protection du territoire agricole, mais contribuer à inculquer cet objectif dans le milieu, principalement auprès des instances municipales responsables de l'aménagement de leur territoire.

Pour ce faire, dans le cadre de l'administration de la justice administrative, elle doit :

- favoriser une synergie entre tous les intervenants en matière de zonage agricole;
- offrir des services publics de qualité, avec un souci constant d'efficacité et d'efficience;
- en privilégiant les valeurs suivantes :
  - l'équité et la transparence dans son processus décisionnel;
  - l'impartialité et l'indépendance qui permet de garantir aux citoyens un traitement équitable, à l'abri des pressions externes;
  - la cohérence et la clarté des décisions et des prises de position de l'organisme, de façon à favoriser une planification rationnelle des activités en zone agricole par les citoyens, par les corps publics et par les entreprises;
  - la loyauté et la rigueur, afin de renforcer la cohérence et de promouvoir une vision qui favorise l'adhésion du personnel et de tous les interlocuteurs;
  - l'ouverture à l'évolution de l'environnement social et économique et une préoccupation constante d'aider les instances pour susciter leur engagement dans l'accomplissement de sa mission.

## Article 2

Le présent code vise donc à assurer une grande qualité de la justice administrative par l'adhésion des membres de la Commission à des normes élevées d'intégrité, de dignité, d'honneur et de conscience professionnelle.

## SECTION II — RÈGLES D'ÉTHIQUE ET DE DÉONTOLOGIE

### Article 3

La spécialisation, la multidisciplinarité, la collégialité et l'accessibilité sont des attributs intimement liés à la mission de la Commission. Dans l'exercice de ses fonctions, le membre doit avoir en tout temps une conduite qui traduit l'adhésion à ces préalables.

Le membre assure une collaboration constante à ses collègues, compte tenu de l'expertise et la compétence spécifique de chacun.

### Article 4

Afin de promouvoir la qualité de la justice administrative, le membre doit avoir un intérêt marqué pour la vocation de la Commission, notamment, à cette fin, il favorise le développement de sa compétence par l'échange de ses connaissances et sa participation à toute mesure de formation permanente.

### Article 5

Le membre est tenu, dans l'exercice de ses fonctions, de respecter les principes d'éthique et les règles de déontologie prévues par la loi et le *Règlement sur l'éthique et la déontologie des administrateurs publics* (décret 824-98 du 17 juin 1998) ainsi que ceux établis dans le présent code qui lui est applicable. En cas de divergence, les principes et les règles les plus exigeants s'appliquent.

Il doit, en cas de doute, agir selon l'esprit de ces principes et de ces règles. Il doit de plus, organiser ses affaires personnelles de telle sorte qu'elles ne puissent nuire à l'exercice de ses fonctions.

Le membre qui, à la demande d'un organisme ou d'une entreprise du gouvernement, exerce des fonctions d'administrateur dans un autre organisme ou entreprise, ou en est membre, est tenu aux mêmes obligations.

### Article 6

Le membre est nommé pour contribuer, dans le cadre de son mandat, à la réalisation de la mission de l'État et, le cas échéant, à la bonne administration de ses biens.

Sa contribution doit être faite, dans le respect du droit, avec honnêteté, loyauté, prudence, diligence, efficacité, assiduité et équité.

Il rend les décisions que requiert l'exercice de la compétence que lui a confiée le législateur.

En remplissant son rôle, le membre contribue à rendre la justice administrative plus humaine et accessible, notamment par sa disponibilité et par la considération accordée aux personnes qui se présentent devant lui.

### Article 7

Le membre dispose des demandes, enquêtes, avis, contestations, orientations préliminaires et révisions qui lui sont assignés par le président.

### Article 8

Dans l'accomplissement de ses fonctions, le membre est soumis aux directives administratives du président.

**Article 9**

Le membre est tenu à la discrétion sur ce dont il a connaissance dans l'exercice ou à l'occasion de l'exercice de ses fonctions et est tenu, à tout moment, de respecter le caractère confidentiel de l'information ainsi reçue.

Le membre ne peut utiliser à son profit ou au profit de tiers l'information obtenue dans l'exercice ou à l'occasion de l'exercice de ses fonctions.

Cette obligation n'a pas pour effet d'empêcher un membre de consulter un groupe d'intérêts particuliers.

Le membre est garant de la bonne réputation de la Commission.

À cette fin, il fait preuve de réserve en tout temps. Notamment, il s'abstient de toute déclaration incompatible avec la mission de la Commission et renonce à toute activité inconciliable avec l'exercice de ses fonctions.

**Article 10**

Le membre doit, dans l'exercice de ses fonctions, prendre ses décisions indépendamment de toute considération politique partisane.

**Article 11**

Le membre doit faire preuve de réserve dans la manifestation publique de ses opinions politiques.

**Article 12**

Avec les tiers, le membre s'abstient de toute intervention ou de tout commentaire relativement à toute affaire passée, présente ou future qui relève de la juridiction de la Commission, de nature à faire naître des doutes sur son intégrité ou sur celle de ses collègues.

Lorsqu'il participe à un colloque, à une séance d'information ou à un atelier, ou lorsqu'il prononce une conférence, l'intervention du membre se résume à l'interprétation de la loi, aux orientations de la Commission ou à des thèmes reliés à sa mission première, en évitant de s'ingérer dans les cas particuliers.

L'obligation de réserve prévue au présent article n'a pas pour effet d'empêcher un membre dans l'exercice de ses fonctions de disposer de quelque affaire en s'exprimant sur des orientations de la Commission, sur des décisions rendues et sur la loi qu'il administre.

**Article 13**

Le membre à temps plein doit exercer ses fonctions de façon exclusive sauf si l'autorité qui l'a nommé le nomme ou le désigne aussi à d'autres fonctions. Il peut toutefois, avec le consentement du président, exercer des activités didactiques pour lesquelles il peut être rémunéré et des activités non rémunérées dans des organismes sans but lucratif.

Le président peut pareillement être autorisé par le secrétaire général du Conseil exécutif.

**Article 14**

Le membre ne peut, directement ou indirectement, accorder, solliciter ou accepter une faveur ou un avantage indu pour lui-même ou pour un tiers.

**Article 15**

Le membre ne peut exercer une fonction, poursuivre une activité ou se placer dans une situation incompatible avec l'exercice de ses fonctions. Il doit donc éviter les conflits entre son intérêt personnel et les responsabilités qu'il doit assumer.

Les situations de conflit d'intérêts peuvent être reliées à l'argent, aux liens du sang, à l'information, à l'influence ou au pouvoir.

Chaque cas d'espèce doit être dénoncé au président qui en disposera.

**Article 16**

Le membre doit, sous peine de révocation, dénoncer au président tout intérêt qu'il a dans une entreprise, une association ou un organisme susceptible de le placer dans une situation de conflit d'intérêts et s'abstenir de participer à toute délibération et à toute décision portant sur l'entreprise, l'association ou l'organisme dans lequel il a un intérêt.

Toutefois, il ne peut encourir une telle révocation si l'intérêt lui échoit par succession ou donation, pourvu qu'il y renonce, le dénonce ou en dispose avec diligence.

Le présent article n'a toutefois pas pour effet d'empêcher un membre de se prononcer sur des mesures d'applications générales reliées aux conditions de travail au sein de la Commission par lesquelles il serait ainsi visé.

**Article 17**

Dans l'exercice de ses fonctions, le membre agit et paraît agir de façon impartiale. Il doit se récuser devant toute situation susceptible de jeter le doute sur son impartialité ou de constituer un cas d'appréhension raisonnable de partialité pouvant résulter, notamment :

1. de relations personnelles, familiales, sociales, de travail ou d'affaires avec l'une des parties ;
2. de déclarations publiques ou de prises de position préalables se rapportant directement au dossier sauf dans le cadre de décisions antérieures dans des affaires dont il était saisi comme membre ;
3. de manifestation d'hostilité ou de favoritisme à l'égard d'une des parties ;
4. d'une demande dont le résultat peut influencer sur la valeur d'un immeuble qu'il possède ou qu'il projette acquérir.

**Article 18**

Le membre ne doit pas confondre les biens de la Commission avec les siens et ne peut les utiliser à son profit ou profit de tiers. Il en va de même des services mis à sa disposition par la Commission.

**Article 19**

L'administrateur public doit, dans la prise de ses décisions, éviter de se laisser influencer par des offres d'emploi.

**Article 20**

Le membre évite en tout temps de se laisser influencer par la critique ou la crainte de celle-ci, quelle qu'en soit la forme.

**Article 21**

Le membre qui a cessé d'exercer ses fonctions doit se comporter de façon à ne pas tirer d'avantages indus de ses fonctions antérieures au service de la Commission.

**Article 22**

Le membre qui a cessé d'exercer ses fonctions ne doit pas divulguer d'information confidentielle qu'il a obtenue ni donner à quiconque des conseils fondés sur de l'information non disponible au public concernant la Commission.

Il lui est interdit, dans l'année qui suit la fin de ses fonctions, d'agir au nom et pour le compte d'autrui relativement à une procédure, une négociation ou à une autre opération à laquelle la Commission est partie et sur laquelle il détient de l'information non disponible au public.

Le membre ne peut traiter dans les circonstances prévues à l'alinéa précédent avec un autre membre qui est visé dans l'année où celui-ci a quitté ses fonctions.

En tout temps, le membre doit assurer l'impartialité et l'indépendance inhérentes à l'exercice de ses fonctions à l'égard d'anciens membres ou employés de la Commission qui agiraient pour eux-mêmes ou au nom et pour le compte d'autrui.

### **Article 23**

Le membre ne peut accepter aucun cadeau, marque d'hospitalité ou autre avantage que ceux d'usage et d'une valeur modeste.

### **Article 24**

Le membre défend l'indépendance de la fonction et doit demeurer à l'abri de toute influence extérieure qui ne respecte pas ce principe fondamental.

### **Article 25**

Le membre assure, lors de rencontres, le bon ordre en ayant une attitude ferme, mais courtoise et respectueuse, envers toutes les personnes présentes. La rencontre doit être menée simplement, sans formalisme inutile, de façon à rendre la Commission le plus accessible aux citoyens.

### **Article 26**

Le membre veille à ce que chacune des personnes intéressées ait la faculté de faire valoir pleinement ses observations, sous réserve des règles de droit applicables.

### **Article 27**

Le membre désigné à une instance doit rendre avec diligence toute décision afférente à cette instance.

### **Article 28**

Toute décision doit être rendue en termes clairs et concis. Elle doit être motivée en tenant compte des critères de la loi et des orientations générales de la Commission. Les termes doivent être clairs, précis et facilement accessibles au citoyen.

## **SECTION III — DISPOSITIONS FINALES**

### **Article 29**

Le président de la Commission doit s'assurer du respect par les membres des principes d'éthique et des règles de déontologie.

### **Article 30**

Le présent Code entre en vigueur le 11 juin 1999 et remplace tout autre Code antérieur.

Lors de l'exercice 2018-2019, la Commission a reçu une plainte concernant l'un de ses membres pour des manquements au *Code d'éthique et de déontologie des membres de la Commission de protection du territoire agricole*.

Il est reproché au membre concerné de ne pas avoir géré le déroulement de la rencontre publique de façon à maintenir un climat favorable à la communication. Une lettre d'excuse a par la suite été transmise par le membre concerné au plaignant.

## ANNEXE 4

### Résultats de la vérification des déclarations en 2018-2019

| Nature des déclarations                                     | Nombre       | Conformes    | Non conformes                |                              | Autre <sup>3</sup> |
|-------------------------------------------------------------|--------------|--------------|------------------------------|------------------------------|--------------------|
|                                                             |              |              | Sans infraction <sup>1</sup> | Avec infraction <sup>2</sup> |                    |
| <b>Déclarations produites en vertu de la LPTAA</b>          | <b>1 752</b> | <b>1 391</b> | <b>335</b>                   | <b>22</b>                    | <b>4</b>           |
| <b>Émission d'un permis de construction</b>                 | <b>702</b>   | <b>539</b>   | <b>150</b>                   | <b>10</b>                    | <b>3</b>           |
| Droit acquis (art. 101 et 103)                              | 451          | 389          | 52                           | 9                            | 1                  |
| Droit acquis (art. 104)                                     | 4            | 3            | 1                            | –                            | –                  |
| Droit acquis (art. 105)                                     | 66           | 64           | 2                            | –                            | –                  |
| Droit personnel (art. 31)                                   | 13           | 6            | 7                            | –                            | –                  |
| Résidence sur 100 hectares ou plus (art. 31.1)              | 19           | 17           | 2                            | –                            | –                  |
| Résidence pour un agriculteur (art. 40)                     | 149          | 60           | 86                           | 1                            | 2                  |
| <b>Aliénation d'une superficie de droits acquis</b>         | <b>613</b>   | <b>535</b>   | <b>65</b>                    | <b>12</b>                    | <b>1</b>           |
| Droit acquis (art. 101 et 103)                              | 565          | 502          | 50                           | 12                           | 1                  |
| Droit acquis (art. 104)                                     | 37           | 22           | 15                           | –                            | –                  |
| Droit acquis (art. 105)                                     | 11           | 11           | –                            | –                            | –                  |
| <b>Fin municipale ou d'utilité publique (art. 41)</b>       | <b>–</b>     | <b>–</b>     | <b>–</b>                     | <b>–</b>                     | <b>–</b>           |
| <b>Enlèvement de sol arable ou de gazon (art. 17, r. 1)</b> | <b>–</b>     | <b>–</b>     | <b>–</b>                     | <b>–</b>                     | <b>–</b>           |
| <b>Confirmation de droits réels et personnels</b>           | <b>437</b>   | <b>317</b>   | <b>120</b>                   | <b>–</b>                     | <b>–</b>           |
| Droit acquis (art. 101 et 103)                              | 400          | 291          | 109                          | so                           | –                  |
| Droit acquis (art. 104)                                     | 6            | 2            | 4                            | so                           | –                  |
| Droit acquis (art. 105)                                     | 5            | 5            | –                            | so                           | –                  |
| Droit personnel (art. 31)                                   | 20           | 17           | 3                            | so                           | –                  |
| Résidence sur 100 hectares ou plus (art. 31.1)              | 1            | 1            | –                            | so                           | –                  |
| Résidence pour un agriculteur (art. 40)                     | 5            | 1            | 4                            | so                           | –                  |
| <b>Déclaration produite en vertu de la LATANR</b>           | <b>–</b>     | <b>–</b>     | <b>–</b>                     | <b>–</b>                     | <b>–</b>           |
| <b>Total</b>                                                | <b>1 752</b> | <b>1 391</b> | <b>335</b>                   | <b>22</b>                    | <b>4</b>           |

1. Déclaration non conforme, sans infraction, car le projet n'est pas réalisé.

2. Ces dossiers ont par la suite fait l'objet d'une dénonciation.

3. Cette catégorie comprend des dossiers qui se sont révélés hors zone agricole, qui ont fait l'objet d'un désistement ou pour lesquelles la Commission n'a pas délivré d'avis dans les trois mois.



## ANNEXE 5

### Résultats liés au traitement des dénonciations selon leur nature en 2018-2019

| Nature des dénonciations                    | Nombre     | Non fondée | Fondée sans infraction | Fondée avec infraction |
|---------------------------------------------|------------|------------|------------------------|------------------------|
| Enlèvement de sol arable                    | 6          | –          | 2                      | 4                      |
| Gravière, sablière, carrière et remblai     | 53         | 3          | 27                     | 23                     |
| Coupe d'érables dans une érablière          | 23         | –          | 8                      | 15                     |
| Usages non agricoles divers*                | 357        | 7          | 145                    | 205                    |
| Lotissement et aliénation (LPTAA et LATANR) | 13         | –          | 11                     | 2                      |
| <b>Total</b>                                | <b>452</b> | <b>10</b>  | <b>193</b>             | <b>249</b>             |

\* Comprend trois changements d'usage (une non fondée, une fondée sans infraction et l'autre fondée avec infraction).

## ANNEXE 6

### Décisions rendues par la CPTAQ en 2018-2019 par communauté métropolitaine et son pourtour

#### LPTAA – Loi sur la protection du territoire et des activités agricoles

|                                                                                                                     | Nombre     | Autorisation partielle ou totale | Refus     | Rejet 61.1/65.1 | Autres résultats | Superficie visée | Superficie autorisée |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------|----------------------------------|-----------|-----------------|------------------|------------------|----------------------|
| <b>1. Exclusion</b>                                                                                                 | <b>11</b>  | <b>7</b>                         | <b>3</b>  | <b>1</b>        | <b>–</b>         | <b>286,0</b>     | <b>66,1</b>          |
| Montréal                                                                                                            | 3          | 3                                | –         | –               | –                | 1,5              | 1,1                  |
| Québec                                                                                                              | 2          | 1                                | –         | 1               | –                | 184,7            | 54,7                 |
| Pourtour de la CM de Montréal                                                                                       | 4          | 2                                | 2         | –               | –                | 67,3             | 8,2                  |
| Pourtour de la CM de Québec                                                                                         | 2          | 1                                | 1         | –               | –                | 32,6             | 2,1                  |
| <b>2. Inclusion</b>                                                                                                 | <b>5</b>   | <b>–</b>                         | <b>5</b>  | <b>–</b>        | <b>–</b>         | <b>30,6</b>      | <b>0,0</b>           |
| Pourtour de la CM de Québec                                                                                         | 5          | –                                | 5         | –               | –                | 30,6             | 0,0                  |
| <b>3. Implantation d'une nouvelle utilisation non agricole</b>                                                      | <b>103</b> | <b>68</b>                        | <b>17</b> | <b>12</b>       | <b>6</b>         | <b>346,2</b>     | <b>199,9</b>         |
| Montréal                                                                                                            | 42         | 25                               | 4         | 11              | 2                | 170,3            | 134,6                |
| Québec                                                                                                              | 21         | 14                               | 4         | –               | 3                | 78,7             | 13,5                 |
| Pourtour de la CM de Montréal                                                                                       | 30         | 21                               | 8         | 1               | –                | 75,2             | 40,7                 |
| Pourtour de la CM de Québec                                                                                         | 10         | 8                                | 1         | –               | 1                | 22,0             | 11,0                 |
| <b>4. Utilisation accessoire ou agrandissement d'une utilisation non agricole existante</b>                         | <b>116</b> | <b>100</b>                       | <b>11</b> | <b>–</b>        | <b>5</b>         | <b>197,3</b>     | <b>177,8</b>         |
| Montréal                                                                                                            | 38         | 33                               | 4         | –               | 1                | 32,1             | 21,4                 |
| Québec                                                                                                              | 24         | 21                               | 3         | –               | –                | 14,3             | 9,2                  |
| Pourtour de la CM de Montréal                                                                                       | 34         | 29                               | 2         | –               | 3                | 136,6            | 134,3                |
| Pourtour de la CM de Québec                                                                                         | 20         | 17                               | 2         | –               | 1                | 14,3             | 12,9                 |
| <b>5. Utilisation accessoire à une utilisation principale si cette dernière est située hors de la zone agricole</b> | <b>3</b>   | <b>1</b>                         | <b>2</b>  | <b>–</b>        | <b>–</b>         | <b>0,3</b>       | <b>0,0</b>           |
| Pourtour de la CM de Montréal                                                                                       | 1          | 1                                | –         | –               | –                | 0,04             | 0,04                 |
| Pourtour de la CM de Québec                                                                                         | 2          | –                                | 2         | –               | –                | 0,3              | 0,0                  |
| <b>6. Aliénation de propriété foncière</b>                                                                          | <b>89</b>  | <b>57</b>                        | <b>27</b> | <b>–</b>        | <b>5</b>         | <b>1 173,7</b>   | <b>556,2</b>         |
| Montréal                                                                                                            | 27         | 17                               | 8         | –               | 2                | 507,0            | 217,2                |
| Québec                                                                                                              | 13         | 9                                | 4         | –               | –                | 149,9            | 33,0                 |
| Pourtour de la CM de Montréal                                                                                       | 24         | 14                               | 9         | –               | 1                | 255,9            | 144,1                |
| Pourtour de la CM de Québec                                                                                         | 25         | 17                               | 6         | –               | 2                | 260,9            | 161,9                |

|                                                                         | Nombre     | Autorisation partielle ou totale | Refus     | Rejet 61.1/65.1 | Autres résultats | Superficie visée | Superficie autorisée |
|-------------------------------------------------------------------------|------------|----------------------------------|-----------|-----------------|------------------|------------------|----------------------|
| <b>7. Contrôle d'activité agricole</b>                                  | <b>3</b>   | <b>1</b>                         | <b>1</b>  | <b>–</b>        | <b>1</b>         | <b>19,1</b>      | <b>0,8</b>           |
| Montréal                                                                | 2          | 1                                | –         | –               | 1                | 4,1              | 0,8                  |
| Pourtour de la CM de Montréal                                           | 1          | –                                | 1         | –               | –                | 15,0             | 0,0                  |
| <b>8. Utilisation de nature agrotouristique</b>                         | <b>10</b>  | <b>9</b>                         | <b>1</b>  | <b>–</b>        | <b>–</b>         | <b>24,4</b>      | <b>23,0</b>          |
| Montréal                                                                | 5          | 4                                | 1         | –               | –                | 10,2             | 9,9                  |
| Québec                                                                  | 2          | 2                                | –         | –               | –                | 4,0              | 4,0                  |
| Pourtour de la CM de Montréal                                           | 1          | 1                                | –         | –               | –                | 1,6              | 0,5                  |
| Pourtour de la CM de Québec                                             | 2          | 2                                | –         | –               | –                | 8,6              | 8,6                  |
| <b>9. Renouvellement d'autorisation</b>                                 | <b>20</b>  | <b>18</b>                        | <b>1</b>  | <b>–</b>        | <b>1</b>         | <b>159,7</b>     | <b>152,1</b>         |
| Montréal                                                                | 9          | 8                                | 1         | –               | –                | 45,4             | 40,7                 |
| Québec                                                                  | 5          | 5                                | –         | –               | –                | 47,8             | 47,8                 |
| Pourtour de la CM de Montréal                                           | 4          | 3                                | –         | –               | 1                | 20,6             | 20,6                 |
| Pourtour de la CM de Québec                                             | 2          | 2                                | –         | –               | –                | 45,9             | 43,0                 |
| <b>10. Utilisation dans une superficie de droits acquis<sup>1</sup></b> | <b>40</b>  | <b>34</b>                        | <b>4</b>  | <b>1</b>        | <b>1</b>         | <b>–</b>         | <b>–</b>             |
| Montréal                                                                | 18         | 15                               | 1         | 1               | 1                | –                | –                    |
| Québec                                                                  | 5          | 5                                | –         | –               | –                | –                | –                    |
| Pourtour de la CM de Montréal                                           | 13         | 11                               | 2         | –               | –                | –                | –                    |
| Pourtour de la CM de Québec                                             | 4          | 3                                | 1         | –               | –                | –                | –                    |
| <b>11. Reconnaissance de droits acquis</b>                              | <b>5</b>   | <b>1</b>                         | <b>1</b>  | <b>–</b>        | <b>3</b>         | <b>1,9</b>       | <b>1,2</b>           |
| Montréal                                                                | 1          | –                                | –         | –               | 1                | 1,0              | 1,0                  |
| Québec                                                                  | 3          | –                                | 1         | –               | 2                | 0,7              | 0,0                  |
| Pourtour de la CM de Montréal                                           | 1          | 1                                | –         | –               | –                | 0,2              | 0,2                  |
| <b>LPTAA – total pour ce territoire</b>                                 | <b>405</b> | <b>296</b>                       | <b>73</b> | <b>14</b>       | <b>22</b>        | <b>2 239,2</b>   | <b>1 177,0</b>       |

1. Il n'y a pas de superficie quand il s'agit de la conversion ou de l'ajout d'une utilisation.

### LATANR – Loi sur l'acquisition de terres agricoles par des non-résidents

|                                            | Nombre   | Autorisation partielle ou totale | Refus    | Rejet    | Autres résultats | Superficie visée | Superficie autorisée |
|--------------------------------------------|----------|----------------------------------|----------|----------|------------------|------------------|----------------------|
| <b>12. Acquisition par un non-résident</b> |          |                                  |          |          |                  |                  |                      |
| <b>Article 15.3 quota 2019</b>             | <b>1</b> | <b>1</b>                         | <b>–</b> | <b>–</b> | <b>–</b>         | <b>31,7</b>      | <b>31,7</b>          |
| Montréal                                   | 1        | 1                                | –        | –        | –                | 31,7             | 31,7                 |
| <b>LATANR – total pour ce territoire</b>   | <b>1</b> | <b>1</b>                         | <b>–</b> | <b>–</b> | <b>–</b>         | <b>31,7</b>      | <b>31,7</b>          |

## ANNEXE 7

### Décisions rendues par la CPTAQ en 2018-2019 par région métropolitaine de recensement

#### LPTAA – Loi sur la protection du territoire et des activités agricoles

|                                                                                                                     | Nombre     | Autorisation partielle ou totale | Refus     | Rejet 61.1/65.1 | Autres résultats | Superficie visée | Superficie autorisée |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------|----------------------------------|-----------|-----------------|------------------|------------------|----------------------|
| <b>1. Exclusion</b>                                                                                                 | <b>12</b>  | <b>6</b>                         | <b>3</b>  | <b>2</b>        | <b>1</b>         | <b>320,3</b>     | <b>78,1</b>          |
| Montréal                                                                                                            | 4          | 3                                | 1         | –               | –                | 55,8             | 1,1                  |
| Québec                                                                                                              | 3          | 1                                | 1         | 1               | –                | 215,2            | 54,7                 |
| Sherbrooke                                                                                                          | 3          | 2                                | –         | 1               | –                | 23,6             | 22,3                 |
| Trois-Rivières                                                                                                      | 2          | –                                | 1         | –               | 1                | 25,7             | 0,0                  |
| <b>2. Inclusion</b>                                                                                                 | <b>5</b>   | <b>–</b>                         | <b>5</b>  | <b>–</b>        | <b>–</b>         | <b>30,6</b>      | <b>0,0</b>           |
| Québec                                                                                                              | 5          | –                                | 5         | –               | –                | 30,6             | 0,0                  |
| <b>3. Implantation d'une nouvelle utilisation non agricole</b>                                                      | <b>111</b> | <b>72</b>                        | <b>11</b> | <b>19</b>       | <b>9</b>         | <b>526,4</b>     | <b>391,2</b>         |
| Montréal                                                                                                            | 48         | 30                               | 4         | 12              | 2                | 212,8            | 170,0                |
| Ottawa-Gatineau (partie québécoise)                                                                                 | 19         | 9                                | 3         | 5               | 2                | 33,3             | 9,4                  |
| Québec                                                                                                              | 19         | 12                               | 4         | –               | 3                | 74,6             | 9,4                  |
| Saguenay                                                                                                            | 7          | 6                                | –         | 1               | –                | 194,7            | 193,5                |
| Sherbrooke                                                                                                          | 10         | 8                                | –         | 1               | 1                | 5,7              | 3,7                  |
| Trois-Rivières                                                                                                      | 8          | 7                                | –         | –               | 1                | 5,2              | 5,2                  |
| <b>4. Utilisation accessoire ou agrandissement d'une utilisation non agricole existante</b>                         | <b>118</b> | <b>98</b>                        | <b>14</b> | <b>–</b>        | <b>6</b>         | <b>109,6</b>     | <b>86,8</b>          |
| Montréal                                                                                                            | 51         | 44                               | 4         | –               | 3                | 57,5             | 45,0                 |
| Ottawa-Gatineau (partie québécoise)                                                                                 | 5          | 5                                | –         | –               | –                | 1,0              | 0,9                  |
| Québec                                                                                                              | 26         | 20                               | 5         | –               | 1                | 9,9              | 3,6                  |
| Saguenay                                                                                                            | 14         | 12                               | 2         | –               | –                | 8,4              | 7,6                  |
| Sherbrooke                                                                                                          | 12         | 11                               | 1         | –               | –                | 29,5             | 29,2                 |
| Trois-Rivières                                                                                                      | 10         | 6                                | 2         | –               | 2                | 3,4              | 0,4                  |
| <b>5. Utilisation accessoire à une utilisation principale si cette dernière est située hors de la zone agricole</b> | <b>6</b>   | <b>4</b>                         | <b>2</b>  | <b>–</b>        | <b>–</b>         | <b>1,3</b>       | <b>0,8</b>           |
| Ottawa-Gatineau (partie québécoise)                                                                                 | 1          | 1                                | –         | –               | –                | 0,8              | 0,6                  |
| Québec                                                                                                              | 2          | –                                | 2         | –               | –                | 0,3              | 0,0                  |
| Saguenay                                                                                                            | 3          | 3                                | –         | –               | –                | 0,3              | 0,3                  |

|                                                                             | Nombre     | Autorisation<br>partielle ou totale | Refus     | Rejet<br>61.1/65.1 | Autres<br>résultats | Superficie<br>visée | Superficie<br>autorisée |
|-----------------------------------------------------------------------------|------------|-------------------------------------|-----------|--------------------|---------------------|---------------------|-------------------------|
| <b>6. Aliénation de propriété foncière</b>                                  | <b>95</b>  | <b>60</b>                           | <b>29</b> | <b>–</b>           | <b>6</b>            | <b>1 422,9</b>      | <b>736,8</b>            |
| Montréal                                                                    | 31         | 21                                  | 8         | –                  | 2                   | 581,9               | 284,9                   |
| Ottawa-Gatineau (partie québécoise)                                         | 8          | 4                                   | 4         | –                  | –                   | 132,1               | 2,0                     |
| Québec                                                                      | 23         | 16                                  | 6         | –                  | 1                   | 230,7               | 71,3                    |
| Saguenay                                                                    | 11         | 6                                   | 5         | –                  | –                   | 127,1               | 94,5                    |
| Sherbrooke                                                                  | 11         | 6                                   | 3         | –                  | 2                   | 225,2               | 178,8                   |
| Trois-Rivières                                                              | 11         | 7                                   | 3         | –                  | 1                   | 125,9               | 105,3                   |
| <b>7. Contrôle d'activité agricole</b>                                      | <b>6</b>   | <b>5</b>                            | <b>–</b>  | <b>–</b>           | <b>1</b>            | <b>80,6</b>         | <b>31,0</b>             |
| Montréal                                                                    | 2          | 1                                   | –         | –                  | 1                   | 4,0                 | 0,8                     |
| Saguenay                                                                    | 2          | 2                                   | –         | –                  | –                   | 75,4                | 29,0                    |
| Trois-Rivières                                                              | 2          | 2                                   | –         | –                  | –                   | 1,2                 | 1,2                     |
| <b>8. Utilisation de nature<br/>agrotouristique</b>                         | <b>16</b>  | <b>13</b>                           | <b>3</b>  | <b>–</b>           | <b>–</b>            | <b>68,2</b>         | <b>38,7</b>             |
| Montréal                                                                    | 5          | 4                                   | 1         | –                  | –                   | 10,2                | 9,9                     |
| Ottawa-Gatineau (partie québécoise)                                         | 3          | 3                                   | –         | –                  | –                   | 24,2                | 3,6                     |
| Québec                                                                      | 4          | 4                                   | –         | –                  | –                   | 12,6                | 12,6                    |
| Saguenay                                                                    | 1          | 1                                   | –         | –                  | –                   | 0,4                 | 0,4                     |
| Sherbrooke                                                                  | 1          | –                                   | 1         | –                  | –                   | 0,4                 | 0,0                     |
| Trois-Rivières                                                              | 2          | 1                                   | 1         | –                  | –                   | 20,4                | 12,2                    |
| <b>9. Renouvellement d'autorisation</b>                                     | <b>26</b>  | <b>23</b>                           | <b>2</b>  | <b>–</b>           | <b>1</b>            | <b>139,3</b>        | <b>130,8</b>            |
| Montréal                                                                    | 9          | 8                                   | 1         | –                  | –                   | 45,4                | 40,7                    |
| Ottawa-Gatineau (partie québécoise)                                         | 3          | 2                                   | 1         | –                  | –                   | 13,7                | 12,7                    |
| Québec                                                                      | 5          | 5                                   | –         | –                  | –                   | 47,8                | 47,8                    |
| Saguenay                                                                    | 3          | 3                                   | –         | –                  | –                   | 13,3                | 13,3                    |
| Sherbrooke                                                                  | 6          | 5                                   | –         | –                  | 1                   | 19,0                | 16,3                    |
| <b>10. Utilisation dans une superficie<br/>de droits acquis<sup>1</sup></b> | <b>32</b>  | <b>27</b>                           | <b>2</b>  | <b>1</b>           | <b>2</b>            | <b>–</b>            | <b>–</b>                |
| Montréal                                                                    | 18         | 15                                  | 1         | 1                  | 1                   | –                   | –                       |
| Ottawa-Gatineau (partie québécoise)                                         | 1          | 1                                   | –         | –                  | –                   | –                   | –                       |
| Québec                                                                      | 5          | 4                                   | 1         | –                  | –                   | –                   | –                       |
| Sherbrooke                                                                  | 5          | 4                                   | –         | –                  | 1                   | –                   | –                       |
| Trois-Rivières                                                              | 3          | 3                                   | –         | –                  | –                   | –                   | –                       |
| <b>11. Reconnaissance de droits acquis</b>                                  | <b>4</b>   | <b>–</b>                            | <b>1</b>  | <b>–</b>           | <b>3</b>            | <b>1,7</b>          | <b>1,0</b>              |
| Montréal                                                                    | 1          | –                                   | –         | –                  | 1                   | 1,0                 | 1,0                     |
| Québec                                                                      | 3          | –                                   | 1         | –                  | 2                   | 0,7                 | 0,0                     |
| <b>LPTAA – total pour ce territoire</b>                                     | <b>431</b> | <b>308</b>                          | <b>72</b> | <b>22</b>          | <b>29</b>           | <b>2 700,9</b>      | <b>1 495,1</b>          |

**LATANR – Loi sur l'acquisition de terres agricoles par des non-résidents**

|                                            | Nombre   | Autorisation<br>partielle ou<br>totale | Refus    | Rejet    | Autres<br>résultats | Superficie<br>visée | Superficie<br>autorisée |
|--------------------------------------------|----------|----------------------------------------|----------|----------|---------------------|---------------------|-------------------------|
| <b>12. Acquisition par un non-résident</b> |          |                                        |          |          |                     |                     |                         |
| <b>Article 15.2</b>                        | <b>2</b> | <b>2</b>                               | <b>–</b> | <b>–</b> | <b>–</b>            | <b>75,5</b>         | <b>75,5</b>             |
| Ottawa-Gatineau<br>(partie québécoise)     | 2        | 2                                      | –        | –        | –                   | 75,5                | 75,5                    |
| <b>Article 15.3 quota 2019</b>             | <b>2</b> | <b>2</b>                               | <b>–</b> | <b>–</b> | <b>–</b>            | <b>58,6</b>         | <b>58,6</b>             |
| Montréal                                   | 1        | 1                                      | –        | –        | –                   | 31,7                | 31,7                    |
| Ottawa-Gatineau (partie québécoise)        | 1        | 1                                      | –        | –        | –                   | 26,9                | 26,9                    |
| <b>LATANR – total pour ce territoire</b>   | <b>4</b> | <b>4</b>                               | <b>–</b> | <b>–</b> | <b>–</b>            | <b>134,1</b>        | <b>134,1</b>            |

1. Il n'y a pas de superficie quand il s'agit de la conversion ou de l'ajout d'une utilisation.

## ANNEXE 8

### Décisions rendues par la CPTAQ en 2018-2019 par agglomération de recensement

#### LPTAA – Loi sur la protection du territoire et des activités agricoles

|                                                                    | Nombre    | Autorisation<br>partielle ou totale | Refus    | Rejet<br>61.1/65.1 | Autres<br>résultats | Superficie<br>visée | Superficie<br>autorisée |
|--------------------------------------------------------------------|-----------|-------------------------------------|----------|--------------------|---------------------|---------------------|-------------------------|
| <b>1. Exclusion</b>                                                | <b>10</b> | <b>5</b>                            | <b>1</b> | <b>4</b>           | <b>–</b>            | <b>204,4</b>        | <b>49,3</b>             |
| Alma                                                               | 1         | –                                   | –        | 1                  | –                   | 53,4                | 0,0                     |
| Dolbeau-Mistassini                                                 | 1         | –                                   | 1        | –                  | –                   | 78,3                | 0,0                     |
| Drummondville                                                      | 4         | 2                                   | –        | 2                  | –                   | 11,4                | 1,1                     |
| Granby                                                             | 1         | –                                   | –        | 1                  | –                   | 1,0                 | 0,0                     |
| Rivière-du-Loup                                                    | 1         | 1                                   | –        | –                  | –                   | 0,6                 | 0,6                     |
| Rouyn-Noranda                                                      | 1         | 1                                   | –        | –                  | –                   | 36,1                | 24,0                    |
| Saint-Georges                                                      | 1         | 1                                   | –        | –                  | –                   | 23,6                | 23,6                    |
| <b>2. Inclusion</b>                                                | <b>3</b>  | <b>2</b>                            | <b>1</b> | <b>–</b>           | <b>–</b>            | <b>71,4</b>         | <b>39,4</b>             |
| Baie-Comeau                                                        | 1         | 1                                   | –        | –                  | –                   | 38,9                | 38,9                    |
| Joliette                                                           | 1         | –                                   | 1        | –                  | –                   | 32,0                | 0,0                     |
| Rivière-du-Loup                                                    | 1         | 1                                   | –        | –                  | –                   | 0,5                 | 0,5                     |
| <b>3. Implantation d'une nouvelle<br/>utilisation non agricole</b> | <b>43</b> | <b>29</b>                           | <b>8</b> | <b>2</b>           | <b>4</b>            | <b>125,8</b>        | <b>36,3</b>             |
| Dolbeau-Mistassini                                                 | 2         | 1                                   | –        | 1                  | –                   | 27,1                | 9,6                     |
| Drummondville                                                      | 7         | 4                                   | 3        | –                  | –                   | 4,5                 | 2,7                     |
| Granby                                                             | 3         | 3                                   | –        | –                  | –                   | 1,0                 | 1,0                     |
| Matane                                                             | 2         | 2                                   | –        | –                  | –                   | 22,9                | 4,3                     |
| Rimouski                                                           | 3         | 1                                   | 2        | –                  | –                   | 52,3                | 4,9                     |
| Rivière-du-Loup                                                    | 1         | 1                                   | –        | –                  | –                   | 0,0                 | 0,0                     |
| Rouyn-Noranda                                                      | 7         | 5                                   | 1        | 1                  | –                   | 4,0                 | 3,0                     |
| Sainte-Marie                                                       | 2         | 1                                   | 1        | –                  | –                   | 4,4                 | 4,1                     |
| Saint-Georges                                                      | 2         | 2                                   | –        | –                  | –                   | 3,9                 | 3,9                     |
| Saint-Hyacinthe                                                    | 4         | 3                                   | –        | –                  | 1                   | 4,4                 | 1,4                     |
| Salaberry-de-Valleyfield                                           | 1         | 1                                   | –        | –                  | –                   | 0,2                 | 0,2                     |
| Sept-Îles                                                          | 6         | 3                                   | –        | –                  | 3                   | 0,6                 | 0,6                     |
| Shawinigan                                                         | 2         | 1                                   | 1        | –                  | –                   | 0,2                 | 0,1                     |
| Val-d'Or                                                           | 1         | 1                                   | –        | –                  | –                   | 0,5                 | 0,5                     |

|                                                                                                                             | Nombre    | Autorisation<br>partielle ou totale | Refus     | Rejet<br>61.1/65.1 | Autres<br>résultats | Superficie<br>visée | Superficie<br>autorisée |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------|-------------------------------------|-----------|--------------------|---------------------|---------------------|-------------------------|
| <b>4. Utilisation accessoire ou<br/>agrandissement d'une utilisation<br/>non agricole existante</b>                         | <b>66</b> | <b>56</b>                           | <b>7</b>  | <b>–</b>           | <b>3</b>            | <b>199,8</b>        | <b>189,7</b>            |
| Alma                                                                                                                        | 5         | 5                                   | –         | –                  | –                   | 11,8                | 11,8                    |
| Baie-Comeau                                                                                                                 | 1         | 1                                   | –         | –                  | –                   | 0,004               | 0,004                   |
| Dolbeau-Mistassini                                                                                                          | 2         | 2                                   | –         | –                  | –                   | 63,2                | 63,2                    |
| Drummondville                                                                                                               | 11        | 8                                   | 2         | –                  | 1                   | 4,6                 | 2,0                     |
| Granby                                                                                                                      | 2         | 1                                   | 1         | –                  | –                   | 0,2                 | 0,01                    |
| Joliette                                                                                                                    | 4         | 4                                   | –         | –                  | –                   | 12,2                | 12,2                    |
| Lachute                                                                                                                     | 1         | 1                                   | –         | –                  | –                   | 85,2                | 85,2                    |
| Matane                                                                                                                      | 3         | 3                                   | –         | –                  | –                   | 1,7                 | 1,7                     |
| Rimouski                                                                                                                    | 6         | 5                                   | 1         | –                  | –                   | 6,5                 | 1,0                     |
| Rivière-du-Loup                                                                                                             | 7         | 5                                   | –         | –                  | 2                   | 2,1                 | 1,7                     |
| Rouyn-Noranda                                                                                                               | 4         | 4                                   | –         | –                  | –                   | 0,6                 | 0,3                     |
| Saint-Georges                                                                                                               | 2         | 1                                   | 1         | –                  | –                   | 0,5                 | 0,1                     |
| Saint-Hyacinthe                                                                                                             | 2         | 2                                   | –         | –                  | –                   | 0,3                 | 0,3                     |
| Salaberry-de-Valleyfield                                                                                                    | 2         | 2                                   | –         | –                  | –                   | 1,2                 | 1,2                     |
| Shawinigan                                                                                                                  | 3         | 3                                   | –         | –                  | –                   | 2,0                 | 2,0                     |
| Sorel-Tracy                                                                                                                 | 5         | 3                                   | 2         | –                  | –                   | 4,7                 | 4,2                     |
| Thetford Mines                                                                                                              | 1         | 1                                   | –         | –                  | –                   | 1,9                 | 1,7                     |
| Victoriaville                                                                                                               | 5         | 5                                   | –         | –                  | –                   | 1,1                 | 1,1                     |
| <b>5. Utilisation accessoire à une<br/>utilisation principale si cette dernière<br/>est située hors de la zone agricole</b> | <b>3</b>  | <b>3</b>                            | <b>–</b>  | <b>–</b>           | <b>–</b>            | <b>0,3</b>          | <b>0,3</b>              |
| Granby                                                                                                                      | 1         | 1                                   | –         | –                  | –                   | 0,1                 | 0,1                     |
| Rouyn-Noranda                                                                                                               | 1         | 1                                   | –         | –                  | –                   | 0,03                | 0,03                    |
| Victoriaville                                                                                                               | 1         | 1                                   | –         | –                  | –                   | 0,1                 | 0,1                     |
| <b>6. Aliénation de propriété foncière</b>                                                                                  | <b>56</b> | <b>35</b>                           | <b>19</b> | <b>–</b>           | <b>2</b>            | <b>1 137,6</b>      | <b>710,9</b>            |
| Alma                                                                                                                        | 4         | 4                                   | –         | –                  | –                   | 11,5                | 11,5                    |
| Cowansville                                                                                                                 | 2         | 1                                   | 1         | –                  | –                   | 99,6                | 64,0                    |
| Dolbeau-Mistassini                                                                                                          | 1         | –                                   | 1         | –                  | –                   | 2,0                 | 0,0                     |
| Drummondville                                                                                                               | 5         | 2                                   | 3         | –                  | –                   | 136,9               | 1,1                     |
| Granby                                                                                                                      | 5         | 4                                   | 1         | –                  | –                   | 29,4                | 24,3                    |
| Lachute                                                                                                                     | 1         | 1                                   | –         | –                  | –                   | 22,7                | 22,7                    |
| Matane                                                                                                                      | 7         | 5                                   | 1         | –                  | 1                   | 283,6               | 239,1                   |
| Rimouski                                                                                                                    | 6         | 4                                   | 2         | –                  | –                   | 160,4               | 137,7                   |
| Rivière-du-Loup                                                                                                             | 3         | 2                                   | 1         | –                  | –                   | 86,5                | 84,5                    |
| Rouyn-Noranda                                                                                                               | 4         | 2                                   | 1         | –                  | 1                   | 79,3                | 42,2                    |
| Sainte-Marie                                                                                                                | 2         | 1                                   | 1         | –                  | –                   | 19,5                | 1,0                     |
| Saint-Georges                                                                                                               | 4         | 2                                   | 2         | –                  | –                   | 29,4                | 24,7                    |
| Saint-Hyacinthe                                                                                                             | 3         | 2                                   | 1         | –                  | –                   | 19,7                | 14,5                    |
| Shawinigan                                                                                                                  | 3         | 0                                   | 3         | –                  | –                   | 80,5                | 0,0                     |
| Thetford Mines                                                                                                              | 4         | 3                                   | 1         | –                  | –                   | 76,3                | 43,3                    |
| Victoriaville                                                                                                               | 2         | 2                                   | –         | –                  | –                   | 0,1                 | 0,1                     |



|                                                                         | Nombre     | Autorisation partielle ou totale | Refus     | Rejet 61.1/65.1 | Autres résultats | Superficie visée | Superficie autorisée |
|-------------------------------------------------------------------------|------------|----------------------------------|-----------|-----------------|------------------|------------------|----------------------|
| <b>7. Contrôle d'activité agricole</b>                                  | <b>3</b>   | <b>2</b>                         | <b>1</b>  | <b>–</b>        | <b>–</b>         | <b>12,0</b>      | <b>2,0</b>           |
| Alma                                                                    | 1          | 1                                | –         | –               | –                | 0,2              | 0,2                  |
| Dolbeau-Mistassini                                                      | 1          | –                                | 1         | –               | –                | 10,0             | 0,0                  |
| Rouyn-Noranda                                                           | 1          | 1                                | –         | –               | –                | 1,8              | 1,8                  |
| <b>8. Utilisation de nature agrotouristique</b>                         | <b>2</b>   | <b>2</b>                         | <b>–</b>  | <b>–</b>        | <b>–</b>         | <b>4,4</b>       | <b>4,4</b>           |
| Alma                                                                    | 1          | 1                                | –         | –               | –                | 0,8              | 0,8                  |
| Drummondville                                                           | 1          | 1                                | –         | –               | –                | 3,6              | 3,6                  |
| <b>9. Renouvellement d'autorisation</b>                                 | <b>16</b>  | <b>15</b>                        | <b>1</b>  | <b>–</b>        | <b>–</b>         | <b>139,2</b>     | <b>124,8</b>         |
| Drummondville                                                           | 6          | 6                                | –         | –               | –                | 101,3            | 94,0                 |
| Granby                                                                  | 1          | 1                                | –         | –               | –                | 2,3              | 2,3                  |
| Joliette                                                                | 1          | 1                                | –         | –               | –                | 1,2              | 1,2                  |
| Rimouski                                                                | 4          | 3                                | 1         | –               | –                | 22,9             | 15,9                 |
| Rouyn-Noranda                                                           | 2          | 2                                | –         | –               | –                | 2,8              | 2,8                  |
| Sainte-Marie                                                            | 1          | 1                                | –         | –               | –                | 4,6              | 4,6                  |
| Thetford Mines                                                          | 1          | 1                                | –         | –               | –                | 4,0              | 4,0                  |
| <b>10. Utilisation dans une superficie de droits acquis<sup>1</sup></b> | <b>8</b>   | <b>7</b>                         | <b>1</b>  | <b>–</b>        | <b>–</b>         | <b>–</b>         | <b>–</b>             |
| Drummondville                                                           | 2          | 2                                | –         | –               | –                | –                | –                    |
| Granby                                                                  | 2          | 2                                | –         | –               | –                | –                | –                    |
| Rimouski                                                                | 1          | 1                                | –         | –               | –                | –                | –                    |
| Sainte-Marie                                                            | 2          | 1                                | 1         | –               | –                | –                | –                    |
| Salaberry-de-Valleyfield                                                | 1          | 1                                | –         | –               | –                | –                | –                    |
| <b>11. Reconnaissance de droits acquis</b>                              | <b>1</b>   | <b>–</b>                         | <b>–</b>  | <b>–</b>        | <b>1</b>         | <b>0,02</b>      | <b>0,02</b>          |
| Saint-Georges                                                           | 1          | –                                | –         | –               | 1                | 0,02             | 0,02                 |
| <b>LPTAA – total pour ce territoire</b>                                 | <b>211</b> | <b>156</b>                       | <b>39</b> | <b>6</b>        | <b>10</b>        | <b>1 894,9</b>   | <b>1 157,1</b>       |

### LATANR – Loi sur l'acquisition de terres agricoles par des non-résidents

|                                                         | Nombre   | Autorisation partielle ou totale | Refus    | Rejet    | Autres résultats | Superficie visée | Superficie autorisée |
|---------------------------------------------------------|----------|----------------------------------|----------|----------|------------------|------------------|----------------------|
| <b>12. Acquisition par un non-résident Article 15.2</b> | <b>1</b> | <b>1</b>                         | <b>–</b> | <b>–</b> | <b>–</b>         | <b>40,2</b>      | <b>40,2</b>          |
| Thetford Mines                                          | 1        | 1                                | –        | –        | –                | 40,2             | 40,2                 |
| <b>LATANR – total pour ce territoire</b>                | <b>1</b> | <b>1</b>                         | <b>–</b> | <b>–</b> | <b>–</b>         | <b>40,2</b>      | <b>40,2</b>          |

1. Il n'y a pas de superficie quand il s'agit de la conversion ou de l'ajout d'une utilisation.

## ANNEXE 9

### Recommandations formulées par les municipalités en 2018-2019

|                                  | Nombre de décisions rendues | Nombre d'avis reçus <sup>1</sup> | Avis favorables | Avis défavorables | Avis neutres, partagés ou sans opinion |
|----------------------------------|-----------------------------|----------------------------------|-----------------|-------------------|----------------------------------------|
| <b>Ensemble du Québec</b>        | <b>2 229</b>                | <b>2 195</b>                     | <b>2 138</b>    | <b>27</b>         | <b>30</b>                              |
| <b>En pourcentage (%)</b>        |                             | <b>100,0</b>                     | <b>97,4</b>     | <b>1,2</b>        | <b>1,4</b>                             |
| <b>Région administrative</b>     |                             |                                  |                 |                   |                                        |
| 01 Bas-Saint-Laurent             | 207                         | 207                              | 201             | 3                 | 3                                      |
| 02 Saguenay—Lac-Saint-Jean       | 175                         | 173                              | 172             | –                 | 1                                      |
| 03 Capitale-Nationale            | 148                         | 145                              | 143             | 2                 | –                                      |
| 04 Mauricie                      | 111                         | 111                              | 111             | –                 | –                                      |
| 05 Estrie                        | 154                         | 149                              | 143             | 4                 | 2                                      |
| 06 Montréal                      | 2                           | 2                                | 2               | –                 | –                                      |
| 07 Outaouais                     | 93                          | 84                               | 82              | 2                 | –                                      |
| 08 Abitibi-Témiscamingue         | 86                          | 85                               | 84              | –                 | 1                                      |
| 09 Côte-Nord                     | 16                          | 16                               | 16              | –                 | –                                      |
| 10 Nord-du-Québec                | 3                           | 3                                | 3               | –                 | –                                      |
| 11 Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine | 36                          | 35                               | 33              | –                 | 2                                      |
| 12 Chaudière-Appalaches          | 408                         | 405                              | 397             | 2                 | 6                                      |
| 13 Laval                         | 6                           | 6                                | 6               | –                 | –                                      |
| 14 Lanaudière                    | 109                         | 108                              | 103             | 3                 | 2                                      |
| 15 Laurentides                   | 81                          | 79                               | 77              | –                 | 2                                      |
| 16 Montérégie                    | 368                         | 363                              | 350             | 10                | 3                                      |
| 17 Centre-du-Québec              | 226                         | 224                              | 215             | 1                 | 8                                      |

1. Pour chaque région administrative, le nombre d'avis reçus n'inclut pas les demandes visant la reconnaissance de droits acquis (7) ni celles produites en vertu de la LATANR (27).

## ANNEXE 10

### Recommandations formulées par les MRC et l'UPA en 2018-2019 (lorsque requises par la LPTAA)

|                                  | Nombre de décisions rendues | MRC                              |                 |                   |                        | UPA                              |                 |                   |                        |
|----------------------------------|-----------------------------|----------------------------------|-----------------|-------------------|------------------------|----------------------------------|-----------------|-------------------|------------------------|
|                                  |                             | Nombre d'avis reçus <sup>1</sup> | Avis favorables | Avis défavorables | Avis neutres, partagés | Nombre d'avis reçus <sup>1</sup> | Avis favorables | Avis défavorables | Avis neutres, partagés |
| <b>Ensemble du Québec</b>        | <b>425</b>                  | <b>374</b>                       | <b>370</b>      | <b>1</b>          | <b>3</b>               | <b>364</b>                       | <b>283</b>      | <b>53</b>         | <b>28</b>              |
| <b>En pourcentage (%)</b>        |                             | <b>88,0</b>                      | <b>98,9</b>     | <b>0,3</b>        | <b>0,8</b>             | <b>85,6</b>                      | <b>77,7</b>     | <b>14,6</b>       | <b>7,7</b>             |
| <b>Région administrative</b>     |                             |                                  |                 |                   |                        |                                  |                 |                   |                        |
| 01 Bas-Saint-Laurent             | 42                          | 41                               | 40              | 1                 | –                      | 39                               | 30              | 5                 | 4                      |
| 02 Saguenay—Lac-Saint-Jean       | 56                          | 51                               | 51              | –                 | –                      | 53                               | 43              | 5                 | 5                      |
| 03 Capitale-Nationale            | 36                          | 27                               | 27              | –                 | –                      | 36                               | 32              | 3                 | 1                      |
| 04 Mauricie                      | 27                          | 21                               | 21              | –                 | –                      | 19                               | 14              | 4                 | 1                      |
| 05 Estrie                        | 28                          | 24                               | 24              | –                 | –                      | 14                               | 8               | 2                 | 4                      |
| 06 Montréal                      | 2                           | –                                | –               | –                 | –                      | 2                                | 2               | –                 | –                      |
| 07 Outaouais                     | 6                           | 5                                | 4               | –                 | 1                      | 6                                | 6               | –                 | –                      |
| 08 Abitibi-Témiscamingue         | 16                          | 16                               | 16              | –                 | –                      | 16                               | 12              | 3                 | 1                      |
| 09 Côte-Nord                     | 1                           | –                                | –               | –                 | –                      | 1                                | 1               | –                 | –                      |
| 10 Nord-du-Québec                | 1                           | –                                | –               | –                 | –                      | 1                                | 1               | –                 | –                      |
| 11 Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine | 12                          | 10                               | 10              | –                 | –                      | 12                               | 12              | –                 | –                      |
| 12 Chaudière-Appalaches          | 76                          | 74                               | 74              | –                 | –                      | 73                               | 64              | 3                 | 6                      |
| 13 Laval                         | 2                           | –                                | –               | –                 | –                      | 2                                | 2               | –                 | –                      |
| 14 Lanaudière                    | 5                           | 5                                | 5               | –                 | –                      | 5                                | 4               | 1                 | –                      |
| 15 Laurentides                   | 9                           | 7                                | 7               | –                 | –                      | 9                                | 9               | –                 | –                      |
| 16 Montérégie                    | 71                          | 60                               | 58              | –                 | 2                      | 70                               | 40              | 24                | 6                      |
| 17 Centre-du-Québec              | 35                          | 33                               | 33              | –                 | –                      | 6                                | 3               | 3                 | –                      |

1. La recommandation de la MRC n'a pas été sollicitée dans 14 demandes. Il s'agit de demandes dans un territoire équivalent.

## ANNEXE 11

### Bilan des décisions rendues en vertu de l'article 59 de la LPTAA

| MRC                             | Numéro de décision | Date                           | Superficie affectée (ha) | Nombre de résidences permises <sup>1</sup> |
|---------------------------------|--------------------|--------------------------------|--------------------------|--------------------------------------------|
| Les Laurentides <sup>2</sup>    | 339621             | 14 septembre 2005              | ND                       | ND                                         |
| Le Haut-Saint-François          | 341291             | 4 novembre 2005                | 50 798                   | 428                                        |
| Les Chenaux                     | 345520             | 4 octobre 2006                 | 349                      | 250                                        |
| Montcalm                        | 347933             | 1 <sup>er</sup> février 2007   | 503                      | 161                                        |
| Coaticook                       | 347348             | 29 mars 2007                   | 20 105                   | 240                                        |
| La Nouvelle-Beauce              | 345700             | 11 mai 2007                    | 22 241                   | 492                                        |
| Papineau                        | 347364             | 18 juillet 2007                | 27 612                   | 265                                        |
| Longueuil                       | 349256             | 15 octobre 2007                | 15                       | 15                                         |
| Mékinac                         | 347018             | 15 octobre 2007                | 114                      | 12                                         |
| Les Etchemins <sup>3</sup>      | 351598             | 12 mai 2008                    | ND                       | 120                                        |
| Bellechasse                     | 351527             | 7 août 2008                    | 58 102                   | 733                                        |
| Maria-Chapdelaine               | 346657             | 21 août 2008                   | 140                      | 90                                         |
| Lac-Saint-Jean-Est              | 355237             | 21 août 2008                   | 52 632                   | 635                                        |
| Lotbinière                      | 353228             | 18 septembre 2008              | 50 164                   | 1 211                                      |
| Les Sources                     | 353018             | 18 septembre 2008              | 28 506                   | 451                                        |
| Avignon                         | 354428             | 28 octobre 2008                | 107                      | 352                                        |
| Mékinac                         | 356923             | 20 janvier 2009                | 148                      | 50                                         |
| Les Chenaux                     | 355366             | 20 janvier 2009                | 18 739                   | 493                                        |
| Bonaventure                     | 359264             | 17 mars 2009                   | 13 565                   | 1 072                                      |
| Nicolet-Yamaska                 | 357989             | 26 mai 2009                    | 435                      | 98                                         |
| Arthabaska                      | 353225             | 4 août 2009                    | 26 683                   | 840                                        |
| La Matapédia <sup>4</sup>       | 359282             | 26 août 2009                   | ND                       | ND                                         |
| Drummond                        | 359645             | 19 octobre 2009                | 1 533                    | 538                                        |
| D'Autray                        | 361392             | 16 novembre 2009               | 1 633                    | 490                                        |
| La Vallée-de-l'Or               | 359600             | 16 novembre 2009               | 22 405                   | 325                                        |
| Lévis                           | 362070             | 16 novembre 2009               | 626                      | 116                                        |
| Le Haut-Saint-Laurent           | 363199             | 24 novembre 2009               | 25 652                   | 388                                        |
| Le Val-Saint-François           | 360623             | 2 décembre 2009                | 60 348                   | 1 124                                      |
| La Matanie                      | 363649             | 8 janvier 2010                 | 17 482                   | 427                                        |
| La Vallée-du-Richelieu          | 363352             | 25 mars 2010                   | 752                      | 157                                        |
| La Nouvelle-Beauce <sup>5</sup> | 366180             | 18 mai 2010                    | ND                       | 286                                        |
| Le Granit                       | 360775             | 16 juillet 2010                | 84 824                   | 1 141                                      |
| Beauce-Sartigan                 | 359285             | 1 <sup>er</sup> septembre 2010 | 68 996                   | 877                                        |
| La Côte-de-Beaupré              | 366711             | 16 septembre 2010              | 696                      | 316                                        |

| MRC                                 | Numéro de décision | Date                      | Superficie affectée (ha) | Nombre de résidences permises <sup>1</sup> |
|-------------------------------------|--------------------|---------------------------|--------------------------|--------------------------------------------|
| Portneuf <sup>6</sup>               | 365499             | 8 décembre 2010           | ND                       | ND                                         |
| Montmagny                           | 366315             | 10 janvier 2011           | 1 126                    | 399                                        |
| Les Chenaux                         | 366939             | 27 janvier 2011           | 5                        | 2                                          |
| Maskinongé                          | 367887             | 1 <sup>er</sup> mars 2011 | 22 377                   | 1 266                                      |
| Bécancour                           | 368142             | 15 juin 2011              | 619                      | 292                                        |
| Bonaventure                         | 370780             | 15 juin 2011              | 1                        | 1                                          |
| Montcalm                            | 368112             | 15 juin 2011              | 43                       | 30                                         |
| Témiscamingue                       | 367374             | 20 juin 2011              | 283                      | 147                                        |
| Les Laurentides                     | 370030             | 26 octobre 2011           | 10 162                   | 198                                        |
| Charlevoix                          | 368810             | 26 octobre 2011           | 464                      | 222                                        |
| L'Île-d'Orléans <sup>7</sup>        | 367632             | 26 octobre 2011           | ND                       | ND                                         |
| Roussillon                          | 368808             | 28 octobre 2011           | 490                      | 241                                        |
| Le Haut-Saint-François              | 371813             | 2 novembre 2011           | 42                       | 1                                          |
| Saguenay                            | 370904             | 8 novembre 2011           | 928                      | 241                                        |
| Les Moulins                         | 371424             | 30 novembre 2011          | 330                      | 146                                        |
| L'Assomption                        | 369533             | 15 février 2012           | 408                      | 97                                         |
| Robert-Cliche                       | 371132             | 28 février 2012           | 35 880                   | 1 201                                      |
| Memphrémagog                        | 371196             | 1 <sup>er</sup> mars 2012 | 43 682                   | 774                                        |
| Brome-Missisquoi <sup>8</sup>       | 372362             | 11 avril 2012             | 3 275                    | 687                                        |
| Avignon                             | 371952             | 17 avril 2012             | 296                      | 215                                        |
| Abitibi <sup>9</sup>                | 370395             | 27 avril 2012             | 76 129                   | 1 058                                      |
| Lotbinière                          | 372712             | 11 mai 2012               | 117                      | 77                                         |
| Antoine-Labelle                     | 373401             | 20 juin 2012              | 23 373                   | 325                                        |
| Les Etchemins                       | 371448             | 6 juillet 2012            | 72 874                   | 1 455                                      |
| Kamouraska                          | 372504             | 1 <sup>er</sup> août 2012 | 791                      | 384                                        |
| L'Islet                             | 372876             | 9 août 2012               | 45 785                   | 1 086                                      |
| Saguenay                            | 374580             | 24 octobre 2012           | 12 585                   | 104                                        |
| Les Basques                         | 373495             | 30 octobre 2012           | 344                      | 126                                        |
| Les Appalaches                      | 373059             | 23 janvier 2013           | 85 736                   | 1 701                                      |
| Rimouski-Neigette                   | 373280             | 25 janvier 2013           | 18 057                   | 489                                        |
| La Vallée-de-l'Or <sup>10</sup>     | 375014             | 3 mai 2013                | 92                       | 37                                         |
| Bellechasse <sup>11</sup>           | 374377             | 21 mai 2013               | ND                       | 91                                         |
| La Haute-Gaspésie                   | 375425             | 6 juin 2013               | 304                      | 85                                         |
| Rivière-du-Loup                     | 374458             | 15 juillet 2013           | 591                      | 201                                        |
| Deux-Montagnes                      | 374945             | 25 juillet 2013           | 459                      | 107                                        |
| Les Jardins-de-Napierville          | 371310             | 25 juillet 2013           | 1 105                    | 291                                        |
| Matawinie                           | 375267             | 2 août 2013               | 414                      | 88                                         |
| Le Haut-Saint-Laurent <sup>12</sup> | 377747             | 22 janvier 2014           | 86                       | 22                                         |
| Mékinac <sup>13</sup>               | 372957             | 14 mars 2014              | 27 116                   | 858                                        |

| MRC                                  | Numéro de décision | Date              | Superficie affectée (ha) | Nombre de résidences permises <sup>1</sup> |
|--------------------------------------|--------------------|-------------------|--------------------------|--------------------------------------------|
| La Nouvelle-Beauce <sup>14</sup>     | 375703             | 17 juillet 2014   | 96                       | 61                                         |
| Argenteuil                           | 377034             | 15 septembre 2014 | 22 917                   | 347                                        |
| Pontiac                              | 377560             | 17 juin 2015      | 50 998                   | 548                                        |
| Maria-Chapdelaine <sup>15</sup>      | 376046             | 23 juin 2015      | 44 780                   | 602                                        |
| Nicolet-Yamaska <sup>16</sup>        | 375266             | 27 août 2015      | 9                        | 6                                          |
| Le Fjord-du-Saguenay                 | 378480             | 8 décembre 2015   | 38 893                   | 554                                        |
| Témiscouata                          | 375828             | 8 décembre 2015   | 86 238                   | 1 556                                      |
| Joliette                             | 375721             | 25 janvier 2016   | 920                      | 211                                        |
| Le Haut-Saint-Laurent <sup>17</sup>  | 381166             | 11 août 2016      | 1 243                    | 9                                          |
| Charlevoix-Est                       | 378642             | 21 décembre 2016  | 5 456                    | 125                                        |
| L'Érable                             | 373898             | 6 février 2017    | 121 008                  | 1 360                                      |
| Le Haut-Saint-François <sup>18</sup> | 377648             | 28 mars 2017      | 1 338                    | 153                                        |
| Saguenay <sup>19</sup>               | 381600             | 18 mai 2017       | 16                       | 8                                          |
| Trois-Rivières                       | 413049             | 13 mars 2018      | 134                      | 87                                         |
| L'Île-d'Orléans                      | 383072             | 4 mai 2018        | 355                      | 94                                         |
| La Matapédia                         | 382761             | 27 décembre 2018  | 68 550                   | 1 455                                      |
| Portneuf                             | 413400             | 4 janvier 2019    | 43 311                   | 1 722                                      |
| <b>TOTAL</b>                         |                    |                   | <b>1 628 535</b>         | <b>37 836</b>                              |

1. Le nombre de résidences ne peut être évalué de manière absolue. Il s'agit d'une estimation.
2. Les données sur la superficie affectée et le nombre de résidences permises ne sont plus indiquées, car elles ont été incluses dans la deuxième décision rendue dans la MRC Les Laurentides au dossier 370030.
3. L'information concernant la superficie affectée et le nombre de résidences permises a été corrigée.
4. Les données sur la superficie affectée et le nombre de résidences permises ne sont plus indiquées, car elles ont été incluses dans la deuxième décision rendue dans la MRC La Matapédia au dossier 382761.
5. Il s'agit de la deuxième demande soumise en vertu de l'article 59 de la Loi. La première décision, versée au dossier 345700, a été rendue le 11 mai 2007.
6. Les données sur la superficie affectée et le nombre de résidences permises ne sont plus indiquées, car elles ont été incluses dans la deuxième décision rendue dans la MRC Portneuf au dossier 413400. De plus, la superficie affectée a été corrigée.
7. Les données sur la superficie affectée et le nombre de résidences permises ne sont plus indiquées, car elles ont été incluses dans la deuxième décision rendue dans la MRC L'Île-d'Orléans au dossier 383072.
8. Le 1<sup>er</sup> avril 2014, la Commission a révisé sa décision du 11 avril 2012, portant le nombre de résidences permises de 722 à 687.
9. Le total de résidences permises inclut les 18 résidences autorisées dans les municipalités dévitalisées.
10. Il s'agit de la deuxième demande soumise en vertu de l'article 59 de la Loi. La première décision, versée au dossier 359600, a été rendue le 16 novembre 2009.
11. Il s'agit de la deuxième demande soumise en vertu de l'article 59 de la Loi. La première décision, versée au dossier 351527, a été rendue le 7 août 2008.
12. Il s'agit de la deuxième demande soumise en vertu de l'article 59 de la Loi. La première décision, versée au dossier 363199, a été rendue le 24 novembre 2009.
13. Il s'agit de la troisième demande soumise en vertu de l'article 59 de la Loi. La première décision, versée au dossier 347018, a été rendue le 15 octobre 2007 et la deuxième décision, versée au dossier 356923, a été rendue le 20 janvier 2009.
14. Il s'agit de la troisième demande soumise en vertu de l'article 59 de la Loi. La première décision, versée au dossier 345700, a été rendue le 11 mai 2007 et la deuxième décision, versée au dossier 366180, a été rendue le 18 mai 2010.
15. Il s'agit de la deuxième demande soumise en vertu de l'article 59 de la Loi. La première décision, versée au dossier 346657, a été rendue le 21 août 2008.
16. Il s'agit de la deuxième demande soumise en vertu de l'article 59 de la Loi. La première décision, versée au dossier 357989, a été rendue le 26 mai 2009.
17. Il s'agit de la troisième demande soumise en vertu de l'article 59 de la Loi. La première décision, versée au dossier 363199, a été rendue le 24 novembre 2009 et la deuxième décision, versée au dossier 377747, a été rendue le 22 janvier 2014.
18. Il s'agit de la troisième demande soumise en vertu de l'article 59 de la Loi. La première décision, versée au dossier 341291, a été rendue le 4 novembre 2005 et la deuxième décision, versée au dossier 371813, a été rendue le 2 novembre 2011.
19. Il s'agit de la troisième demande soumise en vertu de l'article 59 de la Loi. La première décision, versée au dossier 370904, a été rendue le 14 juin 2011 et la deuxième décision, versée au dossier 374580, a été rendue le 23 juillet 2012.

## ANNEXE 12

### Résultats détaillés pour la Communauté métropolitaine de Montréal en 2018-2019

#### Les décisions rendues (LPTAA et LATANR)

| Nature de la demande                                                                 | Décisions rendues | Autorisations |           | Superficie totale (ha) |           |          |
|--------------------------------------------------------------------------------------|-------------------|---------------|-----------|------------------------|-----------|----------|
|                                                                                      | Nombre            | Nombre        | %         | Visée                  | Autorisée | %        |
| Modifications des limites de la zone agricole                                        |                   |               |           |                        |           |          |
| > Exclusions                                                                         | 3                 | 3             | 100       | 1,5                    | 1,1       | 72,7     |
| > Inclusions                                                                         | 0                 | 0             | 0         | 0,0                    | 0,0       | 0,0      |
| Implantations d'une nouvelle utilisation non agricole                                | 42                | 25            | 60        | 170,3                  | 134,6     | 79,0     |
| Utilisations accessoires ou agrandissements d'une utilisation non agricole existante | 38                | 33            | 87        | 32,1                   | 21,4      | 66,5     |
| Morcellements de fermes                                                              | 9                 | 4             | 44        | –                      | –         | –        |
| Autres <sup>1</sup>                                                                  | 54                | 42            | 78        | –                      | –         | –        |
| <b>Total</b>                                                                         | <b>146</b>        | <b>107</b>    | <b>73</b> | <b>–</b>               | <b>–</b>  | <b>–</b> |

#### Résultats de l'application et de la surveillance de la Loi

| Résultats du traitement des déclarations       | Nombre | Conformes            | %  |
|------------------------------------------------|--------|----------------------|----|
| Déclarations traitées                          | 208    | 182                  | 88 |
| Résultats de la vérification des dénonciations | Nombre | Fondées <sup>2</sup> | %  |
| Dénonciations vérifiées                        | 68     | 43                   | 63 |
| Procédures visant le respect de la Loi         | Nombre |                      |    |
| Préavis d'ordonnance et mises en demeure       | 8      |                      |    |
| Ordonnances                                    | 3      |                      |    |
| Procédures judiciaires                         | 1      |                      |    |

Note : Certains totaux ne correspondent pas nécessairement à la somme des parties en raison de l'arrondissement des données.

1. Sont compris, dans cette catégorie de demandes, les aliénations de propriétés foncières non agricoles, les autorisations visant une activité précédemment autorisée, l'ajout et la conversion d'une utilisation dans une aire de droits acquis, la reconnaissance de droits acquis, l'acquisition de terres agricoles par des non-résidents, les permis d'enlèvement de sol arable et de gazon ainsi que la coupe d'érables dans une érablière.

2. Avec infraction.

## ANNEXE 13

### Résultats détaillés pour la Communauté métropolitaine de Québec en 2018-2019

#### Les décisions rendues (LPTAA et LATANR)

| Nature de la demande                                                                 | Décisions rendues | Autorisations |           | Superficie totale (ha) |           |          |
|--------------------------------------------------------------------------------------|-------------------|---------------|-----------|------------------------|-----------|----------|
|                                                                                      | Nombre            | Nombre        | %         | Visée                  | Autorisée | %        |
| Modifications des limites de la zone agricole                                        |                   |               |           |                        |           |          |
| ➤ Exclusions                                                                         | 2                 | 1             | 50        | 184,7                  | 54,7      | 29,6     |
| ➤ Inclusions                                                                         | 0                 | 0             | 0         | 0,0                    | 0,0       | 0,0      |
| Implantations d'une nouvelle utilisation non agricole                                | 21                | 14            | 67        | 78,7                   | 13,5      | 17,2     |
| Utilisations accessoires ou agrandissements d'une utilisation non agricole existante | 24                | 21            | 88        | 14,3                   | 9,2       | 64,4     |
| Morcellements de fermes                                                              | 6                 | 3             | 50        | –                      | –         | –        |
| Autres <sup>1</sup>                                                                  | 22                | 18            | 82        | –                      | –         | –        |
| <b>Total</b>                                                                         | <b>75</b>         | <b>57</b>     | <b>76</b> | <b>–</b>               | <b>–</b>  | <b>–</b> |

#### Résultats de l'application et de la surveillance de la Loi

| Résultats du traitement des déclarations       | Nombre | Conformes            | %  |
|------------------------------------------------|--------|----------------------|----|
| Déclarations traitées                          | 51     | 44                   | 86 |
| Résultats de la vérification des dénonciations | Nombre | Fondées <sup>2</sup> | %  |
| Dénonciations vérifiées                        | 7      | 4                    | 57 |
| Procédures visant le respect de la Loi         | Nombre |                      |    |
| Préavis d'ordonnance et mises en demeure       | 10     |                      |    |
| Ordonnances                                    | 1      |                      |    |
| Procédures judiciaires                         | 0      |                      |    |

Note : Certains totaux ne correspondent pas nécessairement à la somme des parties en raison de l'arrondissement des données.

1. Sont compris, dans cette catégorie de demandes, les aliénations de propriétés foncières non agricoles, les autorisations visant une activité précédemment autorisée, l'ajout et la conversion d'une utilisation dans une aire de droits acquis, la reconnaissance de droits acquis, l'acquisition de terres agricoles par des non-résidents, les permis d'enlèvement de sol arable et de gazon ainsi que la coupe d'érables dans une érablière.

2. Avec infraction.



## Pour nous joindre

La clientèle peut communiquer avec la Commission par écrit, par téléphone, par courrier électronique ou en se présentant à ses bureaux de 8 h 30 à 12 h et de 13 h à 16 h 30, du lundi au vendredi.

### **Bureau de Longueuil**

25, boulevard La Fayette, 3<sup>e</sup> étage  
Longueuil (Québec) J4K 5C7

**Téléphone :** 450 442-7100

**Sans frais :** 1 800 361-2090

**Télécopieur :** 450 651-2258

### **Bureau de Québec**

200, chemin Sainte-Foy, 2<sup>e</sup> étage  
Québec (Québec) G1R 4X6

**Téléphone :** 418 643-3314

**Sans frais :** 1 800 667-5294

**Télécopieur :** 418 643-2261

**Courrier électronique :** [info@cptaq.gouv.qc.ca](mailto:info@cptaq.gouv.qc.ca)

**Site Web :** [www.cptaq.gouv.qc.ca](http://www.cptaq.gouv.qc.ca)



**Commission  
de protection  
du territoire agricole**

**Québec**

